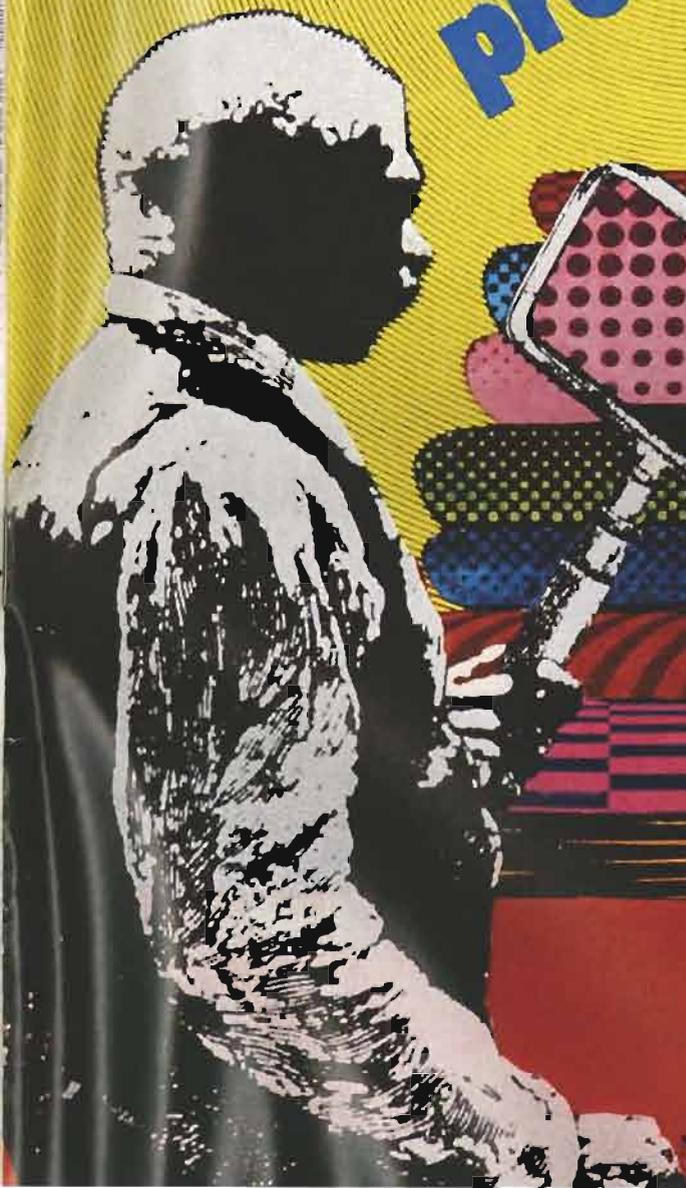


Différences

Dans la "petite Pologne"
du Pas-de-Calais

Le moi(s)
du Blanc
prend des couleurs

100 %
coton



SOLIDARITÉ

Tristesse, inquiétude, indignation : la France ressent intensément le drame polonais. Ce n'est pas la première fois dans l'Histoire, que la Pologne mobilise les cœurs et les consciences. Terre de souffrances et de révoltes, d'oppression et d'affrontements, nombre de ses enfants, depuis le 19^e siècle, ont dû s'expatrier pour échapper aux persécutions politiques ou à la domination étrangère, aux difficultés économiques, à l'antisémitisme des ghettos et des pogromes. Ces souvenirs douloureux sont autant de jalons dans l'amitié traditionnelle entre nos deux peuples, tout comme ceux, exaltants, des luttes menées ensemble — des campagnes napoléoniennes à la Commune de Paris, de la première guerre mondiale, d'où la Pologne allait renaître, à la seconde, dont elle fut à la fois l'enjeu et le point de départ.

Mais l'ampleur du mouvement actuel s'explique surtout par plusieurs données propres à notre temps et de portée plus générale. D'abord, le rôle décisif des médias, qui nous mettent en relation immédiate et directe avec les événements de la planète, même si, trop souvent dans ce cas précis, c'est par des informations contradictoires et fragmentaires. Ensuite, la sensibilité croissante de l'opinion mondiale à la défense des droits de l'homme, individuels et collectifs. Enfin, les espoirs, les déceptions et les oppositions qui entourent la notion même du socialisme et, plus encore, les aléas de sa mise en œuvre, problèmes d'actualité en bien des pays, y compris le nôtre. Ainsi, désormais, nul ne peut ignorer les soubresauts d'un monde qui, à tout moment, se remet en question. L'injustice et le malheur de partout frappent à notre porte. Il ne reste plus beaucoup de tours d'ivoire.

C'est donc le temps de l'inconfort. A chaque jour, son nouveau crève-cœur. Que faire ? "L'honnête homme" de la fin du XX^e siècle ne subit pas les transformations de la société, il y participe. Savoir réellement ce qui se passe et se garder des conclusions hâtives, tenir compte de tous les aspects de la situation, réagir à bon escient et dans le bon sens, avec une constante rigueur, aussi efficacement que possible : autant d'exigences auxquelles il se doit, pour cela, d'être attentif.

Combat ardu, à mener parfois contre soi-même. Car il faut, en toutes circonstances, être en mesure de surmonter complaisances et hostilités fondées sur des a priori, susceptibles de fausser le jugement. De plus, l'action pour les droits de l'homme peut elle-même donner lieu à un conformisme débilisant, lorsqu'on sélectionne à notre place les "bonnes" victimes et les "bonnes" causes, parmi celles qui appellent notre intervention. Pourquoi l'indispensable et lucide soutien au peuple polonais dans l'épreuve, exclurait-il, par exemple, une lutte tout aussi ardente aux côtés de ceux du Salvador, d'Argentine, de Turquie, du Maroc, des territoires occupés ou annexés par Israël ? Et ne faudrait-il pas élucider pour quelles raisons l'ignoble régime sud-africain de l'apartheid, qui détient le record des détentions et des exécutions capitales, demeure depuis si longtemps en dehors des plus spectaculaires campagnes de solidarité internationale ?

Quand le sang coule, où que ce soit, l'humanité entière est blessée. L'arbitraire, où qu'il sévise, atteint les droits et menace l'avenir de tous les hommes. C'est l'évidence qu'imposent sur nos écrans de télévision les images de Pologne et d'ailleurs, porteuses de nos propres hantises. La solidarité des temps nouveaux ne peut se concevoir qu'universelle.

Albert LEVY



Alors vous aussi, ne tardez plus, faites comme eux, abonnez-vous

Oui, je désire m'abonner à Différences

Je vous joins un chèque de

140 F (1 an) 75 F (6 mois) 200 F (soutien)

Je recevrai Différences à partir du numéro _____. En outre, si je m'abonne au moins pour un an, je recevrai 13 numéros au lieu de 12 (Valable jusqu'au 31 janvier 1982)

NOM _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Commune _____

Profession _____

Bulletin dûment rempli accompagné d'un chèque à retourner à :

Différences (Service Abonnements), 89 rue Oberkampf, 75011 PARIS.

* Abonnement 1 an : étranger : 170 F, chômeur et étudiant : 110 F

afrrique asie

Société d'éditions Afrique, Asie,
Amérique latine, S.A.R.L.
13, rue d'Uzès, 75002 PARIS
Tél. : 296 16 66
Adr. Télégr. : ASIAFAS PARIS
Télex : AFRASIE 220 982 F

AU CŒUR DU TIERS MONDE

finesse et vigueur d'analyse, diversité et richesse d'information, hardiesse et rigueur des options.

« AFRIQUE-ASIE », créé il y a douze ans, est aujourd'hui le périodique le plus diffusé et le plus influent du tiers monde, avec une audience de plus d'un million de lecteurs. Membre de l'O.J.D., instrument de travail et de référence, c'est le meilleur outil qui permette aux hommes d'affaires la compréhension des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels des peuples du tiers monde et leur assure ainsi leur introduction sur le marché de ces deux milliards de consommateurs.

« AFRIQUE-ASIE », 26 numéros par an (un lundi sur deux).



TARIFS ANNUELS (1)

France 200 F.F.
Algérie 160 D.A.

Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti,
Bénin, Gabon, Guadeloupe, Guyane,
Haute-Volta, Martinique, Niger, Centrafrique,
Réunion, Sénégal, Tchad,

Togo 200 F.F. ou 10 000 C.F.A.
Autres pays africains 300 F.F.
Europe 250 F.F.
Autres pays 300 F.F.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE REABONNEMENT

à remplir et à retourner à :
AFRIQUE-ASIE, 13, rue d'Uzès, 75002 - PARIS

NOM
PRENOM
PROFESSION
ADRESSE
VILLE
Règlement : Chèque ci-joint Mandat-lettre ci-joint Virement postal

Pour nous aider à mieux ventiler notre diffusion, retenez le journal chez votre libraire ou, mieux encore, abonnez-vous.

(1) Tous nos envois sont faits par avion à l'exception de la France et de l'Europe.

Sommaire

8

LE TACT DE M. PAPON

A Bordeaux l'ancien Préfet de police favorisait les rafles de Juifs durant la seconde guerre mondiale
Jean-Michel OLLÉ

9

UNE MÉMOIRE POUR DEUX PEUPLES

Les archives nationales d'Aix-en-Provence ayant trait à l'Algérie ont fait beaucoup de bruit. Dans quel but ?
Reportage de Jérôme BOUVIER

11

LE MOI(S) DU BLANC PREND DES COULEURS

Quand le commerce des tissus et aussi le reflet des reculs de l'idéologie blanche et de ses dominations politiques et économiques
Léo MARIN

20

QUE SONT DEVENUS LES BOATS-PEOPLE ?

Le réfugié politique n'a qu'une seule solution : réussir dans son pays d'accueil
Enquête de Renée DAVID

24

LES IMMIGRÉS VENUS DU FROID

Voyage chez les flics des "gueules noires" au teint clair. La "Petite Pologne" du Pas-de-Calais
Reportage de Christian VILLAIN

28

LES TARAHUMARAS OU LE DEFI DU SILENCE

Les Indiens "aux pieds légers" sont un défi au monde moderne : ils désespèrent de progresser
Reportage de Jacques MEUNIER

33

CONNAITRE LES INDIENS DU MEXIQUE

Après avoir fui les Espagnols, les Jésuites, ils sont aujourd'hui cernés par leur dernier ennemi, la civilisation technique
Dossier de Robert PAC

44

LES FOUS NOS FRERES

S'en tenir à l'article 1 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen suffirait à bouleverser tout notre système psychiatrique. Tony Lainé, psychiatre, veut sortir les fous de leur ghetto
Propos recueillis par Anne LAURENT

43

LA PRESSE CONDAMNE ET SAUVE DREYFUS

La presse moderne a peut être trouvé là, les assises qui la fondent aujourd'hui encore
Thierry GALLIOT

45

GAINSBARRE A LA BARRE

Marseillaise en poche et barbe toujours piquante Serge Gainsbourg s'explique
Interview de Pierre INGHILLERI

47

PAS D'ETIQUETTES POUR MISTER POLAR

L'affaire est classée, le polar n'a pas d'identité
Michel FURBY

49

ALGÉRIE 82 : VIVE LE CINÉMA !

Le cinéma algérien met à nouveau les bouchées double. Le Festival d'Amiens (11-12 mars 82) rend hommage
Jean-Pierre GARCIA

Différences

DIFFERENCES magazine mensuel créé par la MRAP, édité par la SED (Société des Editions Différences) - 89, rue Oberkampf - 75011 Paris - Tél. : 806.88.33
Abonnements : 1 an 140 F ; 1 an étranger 170 F ; 2 ans 270 F ; 6 mois 75 F ; Etudiants et chômeurs : 1 an 120 F ; 6 mois 65 F. Joindre une photocopie de la carte d'étudiant ou de la carte de pointage - Soutien : 200 F - Abonnement d'honneur : 1 000 F.
Directeur de la publication : Albert LEVY ; Conception et réalisation : Philippe TROJAN ; Iconographie : Alain FONTERAY ; Ont collaboré à ce numéro : Maïten BOUISSET, Jérôme BOUVIER, Daniel CHAIZE, Renée DAVID, Thierry GALLIOT, Jean-Pierre GARCIA, Roger GICQUEL, Pierre INGHILLERI, Annie LAURAN, Anne LAURENT, Léo MARIN, Jacques MEUNIER, Véronique MORTAL-GNE, Rachid MOULDAIA, Jean-Michel OLLÉ, Robert PAC, Alain RAUCHVARGER, Yves THORAVAL.
Débat avec la participation de : Edwige AVICE, Serge BLANCO, Roger COUDERC, Cyrille GUIMARD, Michel HIDALGO, Joseph SANGUEDOLCE, Pascale TRINQUET.
Photo de couverture : Abdelhak SENNA sur une composition d'OPHELIE - Publicité : Hubert BISMUTH, Paul NATAF - Administration : Khaled DEBBAH - Secrétariat : Danièle SIMON - Photocomposition et photogravure : ART compo - Impression : Imprimerie DULAC et JARDIN - Diffusion : N.M.P.P.
Numéro de la commission paritaire : 63634 - ISSN : 0247-9095



14/12/81 : Liza Alekseeva obtient son visa de sortie pour les Etats-Unis.

25 NOVEMBRE

FRANCE
 □ Par une circulaire ministérielle, le gouvernement français décide de supprimer le dispositif d'«aide au retour» — une prime de 10 000 FF — des immigrés et de leurs familles dans leurs pays d'origine.

26 NOVEMBRE

FRANCE
 □ Seize travailleurs turcs font la grève et occupent leur atelier de confection rue du Faubourg Saint-Denis à Paris pour obtenir des contrats de travail.

FRANCE
 □ Clôture à Paris des Journées d'Information du Comité National de Coordination en faveur des Personnes Handicapées (CCAH).

27 NOVEMBRE

FRANCE
 □ Les quatre militants de l'ASALA arrêtés après la prise d'otages, le 24 septembre, au consulat de Turquie à Paris, commencent une grève de la faim.

28 NOVEMBRE

FRANCE
 □ Tenue à Paris du 22^e Colloque des Intellectuels Juifs sur le thème : «La Bible aujourd'hui».

ISRAEL
 □ La police israélienne réprime brutalement la manifestation de plusieurs centaines de Palestiniens et de Juifs qui protestaient contre la fermeture de l'Université de Bir-Zeit par les autorités militaires israéliennes.

1^{er} DECEMBRE

ANGOLA
 □ L'Angola accuse l'Afrique du Sud d'envoyer des mercenaires pour tenter de détruire sa seule raffinerie de pétrole qui a été endommagée par un incendie.

SALVADOR
 □ 57 squelettes humains sont découverts par des paysans dans un champ de canne à sucre, annonce un responsable du Comité pour les Droits de l'Homme du pays. D'après le Comité, la majorité des 32 000 personnes assassinées au cours

des deux dernières années étaient de simples civils accusés d'avoir été en contact avec les opposants de la junte.

FRANCE
 □ Monsieur Mitterrand, Président de la République Française, entame une visite à Alger.

FRANCE
 □ Un commando d'extrême-droite commet un attentat contre l'agence parisienne d'Air-Algérie.

2 DECEMBRE

FRANCE
 □ Treize étudiants tunisiens inscrits en première année de lettres à l'Université de Valenciennes (Nord) commencent une grève de la faim pour protester contre leurs mauvaises conditions de logement (ils sont deux par chambre dans un hôtel sans confort).

3 DECEMBRE

FRANCE
 □ Le Comité central de la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA), réuni à Paris, réélit à l'unanimité M. Jean-Pierre Bloch, président sortant.

RFA
 □ La plus importante institution patronale d'Allemagne de l'Ouest chargée de la formation permanente des cadres de l'industrie vient de fêter le 25^e anniversaire de sa fondation. Le directeur et la plupart des professeurs de cet établissement sont d'anciens S.S. criminels de guerre.

4 DECEMBRE

FRANCE
 □ Le professeur Guiart, directeur du laboratoire et de l'institut d'éthnologie du Musée de l'Homme, accuse l'extrême-droite d'avoir organisé les incidents de novembre à Nouméa.

AFRIQUE DU SUD
 □ Pretoria proclame l'«indépendance» de l'état-bidon du Ciskei. Pendant ce temps, plusieurs détenus nationalistes incarcérés au pénitencier de Robben Island observent une grève de la faim.

6 DECEMBRE

FRANCE
 □ Les 22 travailleurs égyptiens de la société «EJO-33», après un

mois de grève, obtiennent de leur employeur les contrats de travail nécessaires à la régularisation de leur situation.

7 DECEMBRE

FRANCE
 □ Les résidents immigrés d'un foyer de Colombes (Hauts de Seine) sont en lutte parce qu'ils ne veulent plus vivre à trois par chambre grande de 17 mètres carrés, alors que leur loyer a plus que doublé après la rénovation de ce foyer.

FRANCE
 □ A Avignon, les travailleurs étrangers manifestent à l'occasion de la venue de M. Autain, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité nationale, chargé des immigrés. Ils jugent trop sévères les critères de régularisation de la situation des travailleurs étrangers sans papiers. Selon eux, les dispositions actuelles devraient permettre de régulariser seulement 10 % des situations de travailleurs immigrés.

NAMIBIE
 □ M. Sam Nujoma, président de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) dément les affirmations sud-africaines selon lesquelles les troupes de Pretoria auraient détruit, en novembre, dans le sud angolais, le quartier général de son organisation. Il affirme que le Q.G. politique et militaire de la SWAPO n'est pas en Angola mais en Namibie.

9 DECEMBRE

FRANCE
 □ Quatre familles de juifs bordelais portent plainte avec constitution de partie civile, contre M. Maurice Papon, ancien ministre. Secrétaire général du département de la Gironde de 1942 à la Libération, M. Papon avait concouru à la déportation de 1 698 juifs. Le Comité local bordelais du MRAP porte aussi plainte. Cette plainte, ainsi que celle des 4 familles juives, est déposée pour «crime contre l'humanité».

GUYANE FRANÇAISE
 □ Le 4^e Congrès national de l'Union des travailleurs de Guyane qui se tient à Cayenne se prononce pour l'auto-détermination des populations et pour la gestion des affaires de la Guyane pour les Guyanais.

10 DECEMBRE

ONU
 □ L'Assemblée générale des Nations Unies adopte une série de résolutions sur «la question palestinienne» dont l'une «réaffirme le droit inaliénable du peuple palestinien de créer son propre Etat, souverain et indépendant», et «exige qu'Israël se retire complètement et inconditionnellement de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem».

11 DECEMBRE

ONU
 □ Le Conseil de sécurité désigne M. Javier Perez de Cuellar (Pérou) comme successeur de M. Kurt Waldheim au poste de Secrétaire Général.

13 DECEMBRE

FRANCE
 □ Les deux Haïtiens qui faisaient la grève de la faim à l'église Saint Merri, à Paris, depuis le 2 décembre pour alerter l'opinion publique sur la situation des prisonniers politiques en Haïti et demander leur libération, décident de cesser leur action.

14 DECEMBRE

FRANCE
 □ Dans le quartier de la confection du «Sentier», à Paris, deux entreprises sont occupées par leurs travailleurs, la plupart d'origine turque. Ces trente immigrés ne sont plus payés depuis trois mois et pas encore déclarés à la Sécurité sociale.

ISRAEL
 □ Israël annexe le Golan syrien, violant ainsi, une fois de plus, les résolutions des Nations Unies.

URSS
 □ Liza Alexeïeva, la belle-fille du professeur Sakarov, obtient son visa de sortie et est autorisée à quitter l'URSS pour rejoindre son mari aux Etats-Unis. Sakarov et sa femme ont cessé la grève de la faim qu'ils ont menée pendant plus de deux semaines pour protester contre le refus des autorités soviétiques d'accorder ce visa.

15 DECEMBRE

FRANCE
 □ La loi «Anti-casseur» est définitivement abrogée par le

vote du Sénat de la proposition de loi en ce sens déjà adoptée en première lecture par l'Assemblée Nationale.

FRANCE
 □ Au Blanc-Mesnil, un commando de nervis à la solde de la direction, accompagnés de chiens et armés de barres de fer, de marteaux, de chaînes et de bombes lacrymogènes, agresse sauvagement les employés en grève, pour la plupart immigrés, de l'usine du Pain Jacquet.

FRANCE
 □ Lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM déclare qu'il «n'entraîne pas dans la conception du gouvernement de se maintenir par la force en Nouvelle-Calédonie».

16 DECEMBRE

FRANCE
 □ Un gendarme de Mayenne est condamné à trois mois de prison avec sursis pour avoir tenu des propos racistes à l'encontre d'un de ses voisins israéliens.

17 DECEMBRE

ONU
 □ L'Assemblée générale des Nations Unies décrète que 1982 sera une année internationale de mobilisation contre l'Afrique du Sud. Au cours de la même session, la délégation française s'est abstenue dans le vote de toutes les résolutions condamnant explicitement l'Afrique du Sud.

18 DECEMBRE

FRANCE
 □ La direction du foyer ADEP de Chevilly-Larue (Val-de-Marne) poursuit 160 résidents immigrés devant le tribunal des référés de Créteil, parce qu'ils ont refusé d'aller vivre dans un autre foyer pendant que celui de Créteil était en réfection.

FRANCE
 □ Pour un «bras d'honneur» non prouvé, qu'ils auraient brandi à l'intention de policiers, deux jeunes gens d'origine algérienne sont condamnés à Lyon à 1 000 F d'amende chacun.

19 DECEMBRE

FRANCE
 □ Par 327 voix contre les 155 de la droite, l'Assemblée nationale

décide d'abroger certaines des dispositions, insérées dans le Code pénal sous le régime de Vichy, comportant des mesures discriminatoires contre les homosexuels.

NAMIBIE
 □ Le «groupe de contact» (France, Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, RFA) remet à toutes les parties concernées son plan pour un règlement du problème à l'accession de la Namibie à l'indépendance. Ce plan, amendé à la demande de l'Afrique du Sud, comprend de très importantes concessions aux racistes de Pretoria et à la minorité blanche sud-africaine.

21 DECEMBRE

ANGOLA
 □ Le Ministère de la Défense de la République populaire d'Angola indique que les forces d'Afrique du Sud occupent encore une partie du territoire angolais et révèle qu'en novembre dernier et jusqu'au 5 décembre, les troupes sud-africaines ont fait un usage intensif de gaz toxiques pour s'assurer le contrôle de plusieurs villes de la province de Cunene.

22 DECEMBRE

FRANCE
 □ Sur sa demande, M. François Mitterrand reçoit les responsables d'associations de handicapés.

24 DECEMBRE

FRANCE
 □ A Marseille, des incidents qui ont fait deux blessés, opposent des chauffeurs de taxis marseillais à des chauffeurs de taxi clandestins nord-africains et à plusieurs clients de ceux-ci.

FRANCE
 □ A Saint-Félicien d'Aval (Pyrénées-Orientales), un artisan tue à coups de fusil un gitan qui s'était introduit chez lui et blesse grièvement son frère.

25 DECEMBRE

ETATS-UNIS
 □ Dans un camp d'internement fédéral à Miami (Floride), 900 immigrants haïtiens entament une grève de la faim jusqu'à ce qu'ils soient libérés.

Réalisé par Robert PAC.



25/12/81 : Après les coups de bâtons des policiers de Duvalier à Haïti, c'est aux U.S.A. que les réfugiés haïtiens subissent les mêmes coups.



5/12/81 : 39 travailleurs égyptiens occupent les locaux de leur usine Techni Service.

AFP

AFP

D. BOENO

A Bordeaux, ville où tout se sait et tout se tait, quatre ayant-droits de Juifs victimes de rafles portent plainte contre l'ancien préfet de police.

LE TACT DE M. PAPON

On l'a vu lors du procès de l'affaire de Broglie : il n'est pas toujours facile, quand on a été ministre, d'accepter de se soumettre à la justice du commun. Mis en cause pour son activité à Bordeaux pendant la dernière guerre, Maurice Papon avait préféré se taire, et s'en remettre à un jury d'honneur, "composé de résistants authentiques" : une pratique tombée en désuétude, pour des faits qui eux, sont imprescriptibles. Le jury d'honneur offrait effectivement toutes garanties : ont été choisies cinq personnalités de la résistance qui ont longuement travaillé sur le dossier. Mais il arrive même aux montagnes d'accoucher d'une souris : la sentence s'embarasse de lourds précautions, de longues phrases prudentes, un chef-d'œuvre de flou artistique.

On ne pouvait guère attendre mieux d'une instance privée dont les membres acceptent de se substituer à la justice, voire qui recommandent de ne pas y avoir recours, puisqu'ils déclarent : "d'éventuelles poursuites contre les dirigeants responsables seraient parfaitement injustifiées".

Reste que, sous les conditionnels, la sentence est sévère : "Le jury d'honneur (...) conclut qu'au nom des principes qu'il croyait défendre, et faute d'avoir été mandaté par une autorité qualifiée de la Résistance française, M. Papon aurait dû démissionner de ses fonctions au mois de juillet 1942."

Derrière les phrases, des faits

A vrai dire, on ne pouvait faire moins, au vue des documents produits par *Le Canard enchaîné* en mai dernier. En 1942, Maurice Papon, secrétaire général de la Préfecture de la Gironde supervisait à ce titre, selon l'organisme de la Préfecture, le service des questions juives, qui organisa la rafle de 1 692 juifs,



PERENOM/RUSH

envoyés au camp de Mérignac Beaudésert, puis à Drancy, et de là... De plus, le Comité local du MRAP de Bordeaux est en possession de documents prouvant non seulement que M. Papon est responsable de ces rafles,

mais aussi que des excès de zèle ont été commis sous son autorité.

Les 16 juillet, 27 août, 21 septembre et 20 octobre 1942, la police bordelaise arrêta, sur ordre du secrétariat général de la Préfecture, les Juifs étrangers résidant à Bordeaux. Une note manuscrite de M. Papon, en date du 24 août 1942, rend compte d'une conversation avec le Cabinet de Jean Leguay, délégué de la police de Vichy en zone occupée, au terme de laquelle, selon M. Papon "il convient d'exécuter les instructions des SS... L'examen des questions posées se fera sur place à Drancy". M. Papon obéissait aux ordres, en sachant ce qu'il faisait.

Obéissance toute pètrie de zèle : n'était ordonnée que l'arrestation des personnes de 16 à 45 ans. Or on trouve sur les listes d'arrivée au camp de Mérignac des enfants de moins d'un an. Autre sollicitude, les rafles, à la différence de partout en France, se faisaient de nuit à Bordeaux. Comme le précise un rapport de police adressé à Maurice Papon : "ces opérations, très pénibles, ont été menées par les services de police avec le plus grand dévouement, et le plus grand tact".

La fin du silence

A Bordeaux, tout se sait, tout se tait : on craint les ricochets. M. Papon, qui, selon ses paroles "a aussi sauvé des Juifs", a été chargé de l'épuration en 1944, et a pu ainsi continuer sa carrière. Préfet de police de Paris lors de la manifestation de Charonne, il était récemment à Santiago du Chili où il a décerné au général Pinochet un "certificat de bonne conduite économique".

Seulement, n'en déplaise au jury d'honneur, quatre ayant-droits de Juifs victimes de rafles à Bordeaux, soutenus par le MRAP, ont porté plainte contre l'ancien secrétaire général de la Préfecture, pour crimes contre l'humanité.

Jean-Michel OLLE

Les archives nationales d'Aix-en-Provence ayant trait à l'Algérie ont fait beaucoup de bruit. Mais sait-on que l'Algérie elle-même en garde depuis l'Indépendance un fonds huit fois supérieur.

UNE MÉMOIRE POUR DEUX PEUPLES

"Dans dix ans, les Algériens assassineront les enfants de ceux qui, en France, ont pris part à la guerre d'Algérie. Nous n'avons aucune confiance dans ceux qui garderont les archives ni dans ceux qui sont aujourd'hui les marchands du territoire national... Livrer les archives de l'Algérie française, c'est cracher sur la patrie, sur son passé, sur son armée, sur son peuple, sur ses dizaines de milliers d'enfants morts au combat. Les habitants de la ville d'Aix-en-Provence sont consternés par cette infamie..."

Dans l'imposant bureau du superbe hôtel de ville d'Aix-en-Provence où, dans les tracts qu'il fait distribuer à l'ensemble de la population, Alain Joissains, Maire radical valoisien d'Aix ne trouve pas de mots assez durs pour dénoncer l'intention que certains prêtent au gouvernement de restituer à l'Algérie des archives issues du pouvoir français en ce pays (5 juillet 1830-1^{er} juillet 1962). 132 ans de mémoire, 12 km de dossiers jaunés que l'on emporte un jour en toute hâte et sans méthode, pour les oublier entre les mains de quelques spécialistes, ressurgissent ainsi au devant de l'actualité. Elles font tant de bruit ces archives que l'on ne sait plus très bien ce qu'elles ont à nous dire. Quelle part de calcul ou de raison ? Quelle part de peur ou d'honneur ?

C'est à Aix-en-Provence peut-être qu'il faut chercher la réponse. Tous les éléments du problème y sont posés, certains même jusqu'à la caricature : c'est à Aix que sont entreposées les archives d'Outre-Mer. Aix est une des villes françaises qui connaît le plus fort taux de population Pied-noire (25 % de la communauté) et tout autant de Maghrébins. A Aix, enfin, le climat racial a toujours été tendu (cf. encadré) et l'opposition a décidé de faire de ce thème son principal cheval de bataille contre le "péril collectiviste".

Le droit d'un peuple à disposer de sa mémoire

De quoi sont faits les 12 km d'archives conservées à Aix et demandées par le

gouvernement algérien depuis 1963 ? Sans rentrer dans le détail juridique, il est bon de procéder à quelques éliminations liminaires. Les archives d'Aix ne comprennent pas les archives du Maroc et de la Tunisie qui n'étaient que des protectorats, mais elles comprennent par contre bon nombre d'archives provenant de toutes les ex-colonies françaises. Pour ce qui est de celles qui ont spécifiquement trait à l'Algérie, elles ne comprennent pas toutes celles... qui sont restées en Algérie lors de son indépendance (huit fois la valeur du fonds français environ). Elles ne comprennent pas non plus les dossiers ayant trait à la Défense, aux Finances et aux Relations Extérieures qui ne sont pas versées aux Archives Nationales mais à leurs ministères respectifs. Enfin, les archives d'Aix ne comprennent pas tous les documents d'origine privée que conservent les particuliers.

Sur un plan plus technique, la moitié du fonds géré à Aix est constitué d'archives du trésor de la Banque d'Algérie et de la Cour des Comptes. Ces archives ne font actuellement l'objet d'aucune négociation.

Enfin, les Archives Nationales d'Outre-Mer sont, elles aussi, sujettes à la loi du 3 janvier 1979 qui fixe à 30 ans le délai

de communicabilité de la plupart des archives ; à 60 ans les classées "secret d'Etat" ; à 120 ans les dossiers personnels et à 150 ans les dossiers médicaux. La France n'ouvre qu'avec précaution les pages de son livre d'histoire.

Quand on aura rappelé encore que la totalité des archives datant d'avant la période française en Algérie (1830) a été restituée et que les chercheurs algériens ont librement accès — comme leurs confrères de toutes nationalités — aux archives françaises communicables, on aura ramené l'affaire des archives à des proportions qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Sans que cela masque d'ailleurs le problème de fond qui reste entier : doit-on rendre — ou donner — ces archives à l'Algérie ? La question pour les observateurs honnêtes tient plus à un problème de morale des peuples qu'à des contingences juridiques et techniques.

C'est une affaire d'Etat à Etat

Une fois balayés les prétextes, c'est d'ailleurs le droit d'un peuple à conserver sa mémoire qui constitue l'argument central des Algériens qui veulent récupérer



A. SENNA

rer les archives, comme des Français qui ne veulent pas s'en séparer.

A Aix, le journal municipal, les affiches, la presse locale, tous parlent des archives. Tous en parlent, mais personne ne semble vraiment concerné. A part quelques membres de la communauté Pied-noire, on peut même dire que seuls la classe politique et le petit monde des archivistes s'intéressent vraiment au problème. A la Fac des lettres, au café de la Gare, dans la rue, chacun écoute la question du reporter d'une oreille discrète. Dans un petit café arabe du centre ville, qui ressemble au quartier du Marais à l'heure de la reprise en main foncière, on est tout aussi clair. "Ces archives, c'est une affaire d'Etat à l'Etat, une affaire de techniciens. Ce qui m'intéresse moi c'est l'utilisation qu'on en fait au niveau de la politique raciste qui est menée ici."

Perdu dans ses pensées un consommateur proche finit par réagir : "Je veux connaître mon histoire" dit-il et "j'aimerais bien que la France remette toutes ses archives car ce serait la preuve qu'elle est enfin capable de se regarder en face".

Côté Pied-noir on entend aussi prendre du recul tout en exprimant parfois la crainte diffuse de voir une fois de plus marchander son histoire. Problème d'honneur et de mémoire là encore. Mais on reste serein, *Le Recours*, par exemple, l'une des principales organisations Pied-noires a refusé de manifester avec le Maire d'Aix contre de prétendus transferts secrets. Car Monsieur Joussains a participé ou organisé trois manifestations dont deux en pleine nuit pour empêcher toute "infâmie". La plus nombreuse regroupera une centaine de manifestants venus de tout le département. Faible résultat... Pourtant Mon-

sieur le maire dit avoir des preuves de la collusion "au sein de l'Internationale Socialiste des accords de transfert qui ont été pris avant le 10 mai entre le socialiste Mitterrand et l'Etat FLN". Il prédit également "les chasses aux sorcières qui s'organiseront à partir d'Alger contre les Français musulmans et tous ceux qui ont cru en la France".

C'est ce dernier argument qui semble avoir le plus d'impact chez quelques communautés mal informées.

L'heure est à l'oubli

Compromettantes ou dangereuses, les archives le seraient selon les versions : pour les hommes de l'ancienne majorité, pour ceux de la nouvelle qui avaient soutenu en son temps l'Algérie française, pour les cadres de l'armée, pour les Pieds-noirs et les Harkis, bref pour tous ceux qui ont vécu l'Algérie. Cela est à la fois vrai et sans fondement. Sans fondement pour des raisons simples qu'expriment pareillement un chercheur algérien travaillant à Aix et un archiviste français qui a travaillé sur les archives algériennes dès l'indépendance. Que disent-ils ? Tout d'abord les documents vraiment gênants ont été détruits lors du départ français. Ensuite les événements brûlants de l'occupation française n'ont pas besoin d'archives pour être présents dans les mémoires. Des deux côtés de la Méditerranée on sait parfaitement qui a agi et comment. Si "la chasse aux sorcières" avait dû avoir lieu cela aurait déjà été fait d'autant plus — il faut le rappeler — que l'Algérie a gardé près de 70 % des archives et que celles-ci selon de nombreux témoignages commencent tout juste à être répertoriées. Enfin, et c'est là sans doute l'argument essentiel, l'Algérie de 1981 se montre aussi peu

soucieuse de raviver le passé que la France. En 130 ans de colonisations, peu de familles ont échappé à "la collaboration".

Réécrire une histoire partagée

Voilà pour la peur, reste les barrages techniques. Bon nombre d'archivistes français — et même algériens — estiment que l'Algérie n'est pas prête à recevoir les archives. Elle ne dispose selon eux, ni des moyens ni des hommes nécessaires à la bonne gestion de ces archives. Une histoire partagée — un patrimoine commun — une volonté légitime et réciproque de ne pas perdre ou d'obtenir les jalons de la mémoire que constituent ces archives. Quelle solution mettre en œuvre alors si la volonté politique de parvenir à un accord aboutissait ? Les juristes pensent à un savant partage des archives selon leurs classifications. Les archivistes et les béotiens pensent au microfilm et ont sans doute raison. Bien sûr cela prendrait du temps (50 ans environ) cela coûterait cher (40 millions), mais si l'idée d'un "patrimoine commun" est affirmée dès maintenant par les deux parties la duplication et la coopération technique qui est son corollaire offrirait une chance unique aux deux pays et particulièrement la France de se regarder — enfin — en face et d'aborder la reconquête de nos mémoires.

La première tâche de ce processus serait sans aucun doute de procéder à un bilan de nos "richesses" respectives. Il devrait fournir un travail de coopération susceptible de mettre à bas bien des malentendus et de mettre à jour quelques espoirs.

Jérôme BOUVIER

Le Cours Mirabeau à Aix-en-Provence. Le parcours obligé de toute flânerie quotidienne ou hebdomadaire. A droite : les banques, à gauche de superbes cafés flanqués de terrasses qu'abritent au centre des platanes centenaires. Le tout respire le calme, mais sur le Cours Mirabeau coule la haine. Ici l'on ne sert que les blancs. Cela est si vrai qu'un guide de la ville "le petit futé" voit bon de préciser cette particularité dans la fiche technique qu'il consacre à chaque café.

Jusqu'alors rien ne semblait pouvoir altérer cette sinistre image de marque de quelques cafés du cours. Mais depuis le 10 mai certaines impunités sont enfin levées et deux cafés "Le French Café" et "La Belle Epoque" se sont vus infliger une fermeture

administrative de 15 jours "pour cause de racisme". Les faits, il est vrai, étaient éloquentes...

Le 14 juillet, un vendeur de bibeloterie africain déambule à la terrasse de la "Belle Epoque". Le patron sort : "fous le camp ! vas te faire enc... !", le démarcheur ne déguerpissant pas assez vite à son gré, le patron va chercher trois serveurs pour corriger l'homme qu'ils poursuivent et rouent de coups. Fait exceptionnel, un consommateur M. Bonenfant tente de s'interposer, en vain, et subit le même sort. Fait non moins exceptionnel, M. Bonenfant porte plainte malgré les menaces, les pressions et les difficultés à se faire entendre par la police.

Sûr — semble-t-il — de sa "sécurité", le patron de la "Belle

Epoque" refuse de comparaître et va même jusqu'à frapper de nouveau M. Bonenfant devant l'inspecteur de police avec qui il était venu reconnaître le sinistre personnage.

Les patrons du "French Café" et de la "Belle Epoque" ont été visiblement surpris de la demande de fermeture déposée par le procureur. Cela ne rendrait visiblement pas dans les schémas habituels. Mais il reste maintenant à attendre l'issue du procès dans lequel le MRAP s'est porté partie civile. Et sur ce plan les pressions et les retards inquiètent bon nombre de ceux qui avaient enfin osé relever la tête à Aix. Cette dernière est tout de même la seule grande ville de France à avoir élu un conseiller municipal appartenant au Parti des Forces Nouvelles de Monsieur le Pen !

LE MOI(S) DU BLANC PREND DES COULEURS

Le poids des mots, le choc des photos dit la publicité. Oui, bien sûr ! Mais comment ne pas sourire à la vue de nos vitrines, veuves de leurs guirlandes et sapins de Noël, s'orner en ce début d'année, de larges panneaux vantant le mois du blanc. Sous nos yeux s'y entassent en effet draps, serviettes et taies d'oreiller où couleurs les plus criantes et dessins géométriques les plus futuristes ne font que gagner du terrain. Avec bonheur d'ailleurs.

Puisque nous sommes encore un peu la tête dans les étoiles de nos contes de fin d'année, pourquoi ne pas y voir une métaphore.

Oui, le blanc prend des couleurs, et l'homme blanc aussi. Hommes et femmes n'hésitent pas à se faire coiffer façon "afro". Elégance de circonstance pour qui va danser le soir, tant le reggae rythme nos discothèques. Le deuxième raz de marée de la musique noire après le jazz. A tel point qu'après le jazz blanc, il y a désormais le reggae blanc. Ne parlons pas de ceux pour qui mal-vie est égale à mauvaise peau : peaux blanches qui s'y refusent à coup de pilules à bronzer ou de rayons UV.

La télévision, reflet de notre société, fut un bon exemple durant les fêtes de fin d'année. Vous n'avez sans doute pas manqué la version nouvelle de Robinson Crusoe. Adaptée du roman de Michel Tournier, *Vendredi ou les Limbes du Pacifique*, c'est justement le noir indigène qui en est la vedette.

Il apprendra au Blanc/colon le vrai rapport à la nature, à la terre. Une sensibilité que tout notre savoir de civilisés de la technique a totalement — ou presque — effacé. Un autre programme nous offrit la merveilleuse cantatrice noire Barbara Hendrix interprétant les plus grands opéras classiques, alors que le grand écran redistribue le *Carmen* de Bizet sous les traits de Dorothy Dandridge accompagnée d'Harry Belafonte dans *Carmen Jones* d'Otto Preminger. Les exemples pourraient multiplier à l'infini cette réalité : pour notre plaisir l'échange et l'internationalisation des cultures n'ont jamais été aussi grands. Il va de soi que l'image du colosse noir boxeur ou de la gentille petite fille de Harlem chantant du gospel en a pris un sacré coup.

Seule pointe la nostalgie dans certaines publicités où savane et balafres servent encore à nous présenter des hommes vrais — et blancs — vêtus de treillis cousus main rue du faubourg Saint-Honoré,

domptant la jungle et sa faune grâce à une jeep vrombrissante.

Mais qui confortent-elles ?

Certainement pas les grattes papiers de la nouvelle droite afférés à trouver l'indéniable preuve de la supériorité raciale. Ils ont compris depuis longtemps que les temps ont changé et que l'antagonisme noir/blanc est bien fini. L'heure de la libération nationale a sonné dans bien des pays.

Certes, et l'article qui suit tend à le montrer, rien n'est plus simple pour autant. Mais n'est-ce pas là notre bonheur ?

Il fera toujours bon voir, même dans nos vitrines racoleuses, les marchands de couleur. Ils sont un signe. Une expression populaire le traduit bien. Prendre des couleurs signifie être en bonne santé. De ce remède-là, un mois ne nous suffit pas, c'est à cours d'année qu'il nous en faut.



AFRIQUE: la montée des

“Mal partie” au début des années 60,

lors des indépendances octroyées, “étranglée”, vingt ans après, à la fois par son sous-développement chronique et ses blocages politiques. Voilà comment l’Afrique est le plus souvent perçue par l’opinion occidentale : un continent non seulement convoité et exploité, mais surtout “trahi” par lui-même, “moins blanc mais plus pauvre”, “déboussolé”, bref dans un état plus préoccupant que du temps de la colonisation. Et les spécialistes de rapporter que certains Equato-guinéens, en sortant du règne sanglant de Macias Nguema, en 1979, regrettaient que les Espagnols ne soient pas de retour, tandis que l’ex-président sénégalais L.S. Senghor s’écriait : “La dépendance de l’Afrique vis-à-vis de l’étranger est beaucoup plus grave (aujourd’hui) que du temps du régime colonial.”

Cette image de l’Afrique est facilement confortée par une série d’événements et d’exemples qui arrivent, eux, à franchir facilement les tropiques. Tueries et affrontements “tribaux”, guerres interminables et massacres de villageois tombent à point nommé pour conforter chez le lecteur européen le cliché le plus stéréotypé d’un continent qui, nous dit-on, sort à peine du “cœur des ténèbres”. Les anti-héros sont là pour démontrer ce qu’il ne faut même pas démontrer, car le lecteur est sensé ne pas s’attendre à une démonstration. Sa conviction est déjà faite. Tyrans-pantins, Amin Dada et Bokassa, avec leur suite de massacres, ne sont ni compris ni expliqués. On passe pratiquement sous silence ce qui se cache derrière leur tragique parcours : le fait qu’ils sont tous deux le produit le plus fini d’une longue période de colonisation à la fois politique, économique et

culturelle. En effet, obsédés tous deux par leur passage dans les rangs des armées française et anglaise, ils ont voulu ressembler à leur manière à leur anciens maîtres (Bokassa n’a-t-il pas voulu se couronner empereur de la même manière que Napoléon ?), soit rendre la monnaie de sa pièce à l’ancienne puissance (Amin Dada ne voulait-il pas avant tout humilier la reine d’Angleterre ?). Tous deux nous renvoient une image tragique d’une certaine Afrique : celle qui prend sa revanche vis-à-vis du Blanc... en s’en prenant au Noir. Une Afrique qui n’a plus rien à voir avec celle qui existe en dehors de certains palais présidentiels.

Les héros, ces leaders africains qui

ont voulu sortir leur pays de ses multiples impasses — de Lumumba à Mugabe, en passant par des dizaines d’autres — n’ont presque jamais fait la “une” des media occidentaux. La “déculturnation” profonde des peuples africains non plus. Pourtant, alors qu’en Europe les premiers “sociologues” parlent de “l’âme d’enfant”, de “l’étrange incapacité d’attention et de suite dans les idées” et de “l’égoïsme candide dont une avidité toute animale est la moindre manifestation”, qu’ils auraient constatés chez les Nègres d’AEF (voir l’Encyclopédie Quillet, 1929) ; en 1889 un “Indigène”, témoin oculaire de l’arrivée en pays matabele (Zimbabwe) des premiers Blancs écrit : “Ces nouveaux arrivants, ayant des apparences de fantômes, ces hommes sans genoux, avec leurs cheveux longs évoquant des crinières d’animaux, leurs barbes, leurs grands yeux, leurs uniformes, des chapeaux, des souliers, tout cela avait l’allure d’un

cirque.” Ce cirque fut souvent tragique, car, “une grande nation civilisée est toujours obligée d’avancer quand elle entre en contact avec la barbarie”, comme disait Lord Salisbury, premier ministre britannique, qui a donné son nom à l’ancienne capitale rhodésienne, aujourd’hui Harare.

La véritable histoire de l’Afrique n’a pas encore été écrite. Le courage de ceux qui se sont battus contre l’envahisseur blanc n’a pas été rapporté. Bien au contraire, n’a-t-on pas dit, lors de la guerre du Biafra (Nigeria), qu’elle avait réhabilité la valeur guerrière du soldat noir ? Comme si 30 000 soldats d’Afrique ne gisaient pas dans les cimetières des champs de bataille de la première Guerre Mondiale. On a oublié d’analyser dans toute son ampleur la lutte armée pour l’indépendance menée, au Cameroun de 1955 à 1960, par l’UPC — Union des Populations du Cameroun — qui s’est ensuite battue, jusqu’en 1971, contre le régime d’Ahidjo, le président imposé par la France.

Soumise à l’emprise européenne, l’Afrique a (eu) du mal à se défaire de ces conséquences. Sur le plan économique on a tout fait pour éviter qu’elle dispose d’un secteur industriel digne de ce nom. Si l’Algérie a pu disposer de son pétrole — au prix d’une guerre qui a duré neuf ans — d’autres puissances pétrolières (Congo, Gabon, Cameroun et, en partie, Nigeria), n’ont pu le faire qu’aux conditions draconiennes imposées par l’ancienne puissance coloniale.

Il en va de même pour la quasi totalité des autres matières premières dont abonde le continent africain. Contrôlées par les pays du Nord, ces richesses ne sont qu’en partie seulement utilisées pour bâtir l’indépendance économique des pays du Sud. Cette forme de “racisme économique” est peut-être aujourd’hui celle qui heurte le plus la conscience africaine. D’où les revanches, parfois tragiques, comme ce fut le cas en Ouganda du temps d’Amin Dada, qu’ont voulu prendre certains leaders.

On assiste néanmoins à la naissance

d’une petite bourgeoisie nationale, que l’on peut appeler “à la française”, et qui a déjà pris en main une partie de l’économie des pays africains. Elle aussi a montré de nombreux signes d’impatience sinon de rage. C’est le cas notamment de la Côte d’Ivoire, où par la bouche du président Houphouët-Boigny, elle ne cesse de réclamer un prix plus juste pour son cacao sur les marchés mondiaux. Ici, comme dans d’autres pays dits “francophones”, le “recul du Blanc” est pourtant loin d’être apparent. Si l’on ne regarde qu’aux chiffres,

nouveaux nationalistes

on constate qu’il y a beaucoup plus d’“expatriés” aujourd’hui qu’en 1960. D’ailleurs, Ivoiriens, Gabonais, Camerounais et Sénégalais ne se privent pas de vous faire part de leur étonnement, lorsqu’ils reçoivent d’une main blanche des timbres postaux aux couleurs de leur pays, à la poste centrale de leur capitale. Si un jour on apprend qu’un “crime racial” a coûté la vie à l’Européen qui travaille derrière ce guichet, on ne pourra plus s’étonner : on oublie trop souvent qu’aujourd’hui, près d’un adulte sur deux peut être classé comme chômeur, en Afrique. Que, proportionnellement, au Gabon vivent plus d’Européens qu’au Zimbabwe.

Les vingt années qui ont suivi les indépendances plus ou moins formelles des années 60 ont chassé bien des espoirs et bien des mythes. Il n’est pas rare d’entendre un jeune cadre africain dire que l’indépendance de l’Afrique ne se matérialisera ni par des discours sur le socialisme, ni par la contestation révolutionnaire du type des années 60. Et ce parce que beaucoup de choses ont changé, les masses ne se laissent plus mobiliser sous l’effet des seuls slogans ou des vérités prophétiques. La chute d’un certain nombre de mythes peut reconforter quelques colons nostalgiques. Elle ne signifie pour autant pas que l’Africain ait baissé les bras. Il est conscient qu’il ne suffit plus de décider des nationalisations en chaîne pour se rendre maître de l’économie. Qu’il faut d’abord mettre en place progressivement un appareil de conception et d’organisation ayant la parfaite maîtrise des lois et des techniques de l’économie mondiale. C’est ce qui est en train de se faire au moins dans trois pays : le Cameroun, le Nigeria et la Côte d’Ivoire.

Sur le plan politique, aux innombrables partis politiques qui se sont formés à la veille des indépendances, a succédé la grisaille du parti unique.

Les conseillers politiques français ou

anglais qui ont assisté les nouveaux leaders n’y sont pas étrangers. Les régimes qui ont confondu les normes économiques avec les schémas politiques ou n’ont pas tenu compte de la jeunesse de la plupart de ces Etats, ont sombré dans le marasme. Les appareils étatiques qui venaient de naître se sont vite transformés en appareils policiers, avec les conséquences que l’on sait : répression pour les uns, exil pour les autres.

Cette prise de conscience a pris forme au milieu des années 70, lorsque l’Afrique a fait son entrée officielle dans la sphère des rapports est-ouest, à l’occasion de la deuxième guerre d’Angola. La libération des pays soumis au colonialisme

portugais (Guinée-Bissao, Cap-Vert, Sao Tomé et Príncipe, Angola, Mozambique) a inauguré une période nouvelle, dont une étape importante a été l’accession à l’indépendance de la Rhodésie, l’année dernière. On n’a pas encore analysé l’importance de l’apparition sur la scène politique africaine de leaders tels qu’Amilcar Cabral, Agostinho Neto, Samora Machel et Robert Mugabe. En Occident on s’est souvent évertué à mesurer le degré d’appartenance de chacun d’eux à la sphère soviétique. On s’est le plus souvent trompé et on a caché l’essentiel. A savoir la montée d’un nationalisme nouveau qui, tout en se référant à l’idéologie socialiste, était basé sur deux facteurs essentiels : la guerre de libération nationale comme facteur de prise de pouvoir réel — même si partiel — et l’héritage culturel et politique. Pour ces “nationalistes sans nation”, comme on pourrait les appeler, il importe d’abord de former des consciences nouvelles, de “nettoyer les esprits” après la longue nuit coloniale. Ils ont choisi, comme Robert Mugabe, de faire le Zimbabwe nouveau avec des bouts de Rhodésie : c’est-à-dire de prendre le pouvoir progressivement, en tenant compte du lourd passif ainsi que des difficultés objectives : le voisinage du géant sud-africain et le capitalisme sauvage dans lequel tous ces Etats avaient été plongés. Ces mêmes leaders, sensibles à un panafricanisme lui aussi plus réaliste, ont mis sur pied une organisation régionale regroupant les pays dits “de la ligne de front”, pour faire face ensemble au problème sud-africain. Ils ont déjà pesé de tout leur poids dans l’affaire namibienne et rapproché le jour où l’avant dernier pays colonisé connaîtra son indépendance.

Conscients d’avoir affaire à des

ébauches d’Etats, leur lutte contre “le tribalisme et le régionalisme” ne prend pas la forme d’un partage équitable et bien dosé du pouvoir parmi les différents représentants des groupes ethniques — c’est ce qui se passe notamment dans les anciennes colonies françaises — Ils privilégient une “acculturation” en profondeur de peuples que le colonisateur a souvent poussé à l’affrontement, et ce pour extirper toute trace de racisme à la fois anti-Noir et anti-Blanc. C’est l’un des principaux traits de l’émancipation globale dans laquelle ils sont plongés.

S’il n’est pas rare de rencontrer des ministres blancs au Mozambique et au Zimbabwe, c’est justement parce que le chemin parcouru n’est pas basé sur une quelconque revanche. “Seront désalié-

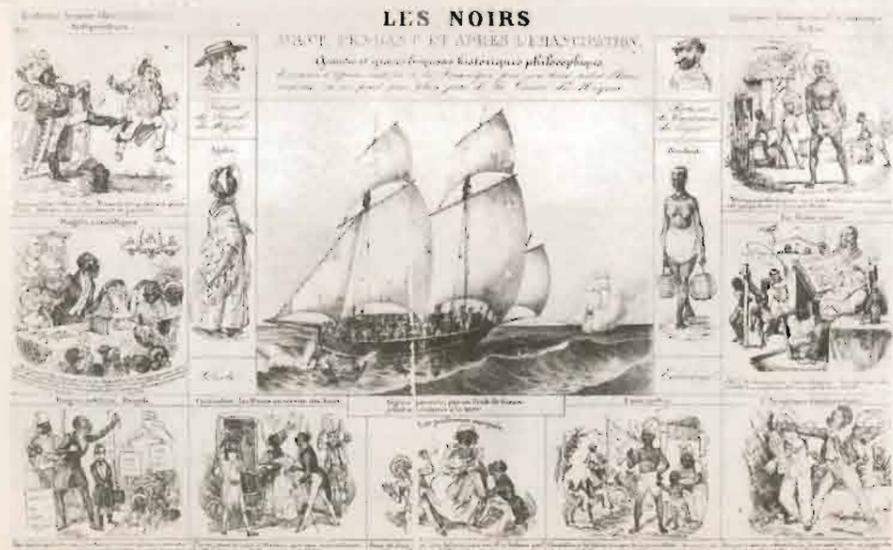
nés Nègres et Blancs qui auront refusé de se laisser enfermer dans la tour substantialisée du passé”, disait Frantz Fanon, mort il y a tout juste vingt ans, dont la pensée est toujours actuelle en Afrique. “Il n’y a pas de mission nègre, précisait-il ; il n’y a pas de fardeau blanc. Je ne suis pas l’esclave de l’esclavage qui déshumanisa mes pères”.

Quant au leader sud-africain de la Conscience Noire, Steve Biko, mort sous la torture le 12 septembre 1977, il disait : “Nous devons nous habituer à admettre que jamais aucun groupe, quelles que soient ses bonnes intentions, ne peut apporter le pouvoir sur un plateau au vaincu. Nous devons admettre que les limites imposées aux tyrans sont celles de la patience de ceux qu’ils oppriment... Tant que nous allons trouver Monsieur-le-Blanc, la casquette à la main, pour mendier notre émancipation, nous lui donnons de nouvelles raisons de continuer son système raciste et oppressif... L’intégration vue par le Blanc (c’est) une intégration fondée sur des valeurs d’exploitation dans une société où les Blancs se sont déjà taillés leurs places quelque part au sommet de la pyramide”. C’est ce type d’intégration que Biko et tant d’autres Africains des années 80 repoussent, afin que la nouvelle société “ne soient menée au chaos par des gens irresponsables dont les bases culturelles sont le Coca-Cola et le hamburger”.

Au cœur de cette pensée se situe la

prise de conscience par les Noirs que l’arme la plus puissante aux mains d’un oppresseur c’est la mentalité des opprimés. Tout en refusant la “culture blanche”, ils ont pris garde à ne pas poser le problème en des termes Noir/Blanc. Car le problème est beaucoup plus complexe, et toute dynamique raciale ne peut que favoriser, en dernière analyse, l’opresseur blanc, qui a su l’exploiter à fond en Afrique aussi bien qu’ailleurs. Colon, mercenaire, coopérant ou missionnaire, le Blanc n’est plus attaqué en tant que tel. Il est presque “ignoré”. Si on le combat, c’est parce qu’il exploite les autres. D’ailleurs on combat de la même manière ses “pantins noirs”, si nombreux en Afrique du Sud et ailleurs. C’est le dépassement de toute problématique strictement raciale qui fait la force du nouveau nationalisme africain. Et ceci donne la meilleure mesure du recul réel du Blanc, qui, lui, n’a pas encore parcouru ce chemin, dans un continent qui n’a probablement pas encore annoncé la couleur de sa véritable révolte.

Léo MARIN



Les facéties d'un musée parisien

— Alors Petitou, et l'école aujourd'hui ?

— Vachement bien papa, on est allés dans un musée où il y avait plein de choses d'Afrique, et aussi de vrais crocodiles vivants et des tortues géantes et plein, plein de jolis poissons.

— Et il ne s'appelle pas le Musée de la France d'Outre-Mer ce musée-là ?

— La maîtresse n'a pas dit un nom comme ça.

— Ton père n'y connaît rien Petitou ! Ecoute ton grand-père. Si je me souviens bien c'était en 1931. Il y a eu une grande exposition coloniale à la Porte Dorée. Car c'était bien à la Porte Dorée ?

— Oui, c'est à ce métro-là qu'on est descendu.

— Bien sûr ! Après cette exposition il est resté un bâtiment qu'on a appelé le Musée des Colonies.

— C'est pas ça non plus qu'a dit la maîtresse, mais tiens on m'a donné un papier avec le nom dessus : Musée des Arts Africains et Océaniens.

— Toujours cette manie de changer les noms pour faire tromper les gens !

— Ils n'ont donc rien d'autre à faire ces fonctionnaires.

Chacun aura compris que nos trois personnages parlent du même musée, que les différentes indépendances nationales et l'évolution générale de la conjoncture, auront entraîné à changer de noms.

A. RAUCHVARGER



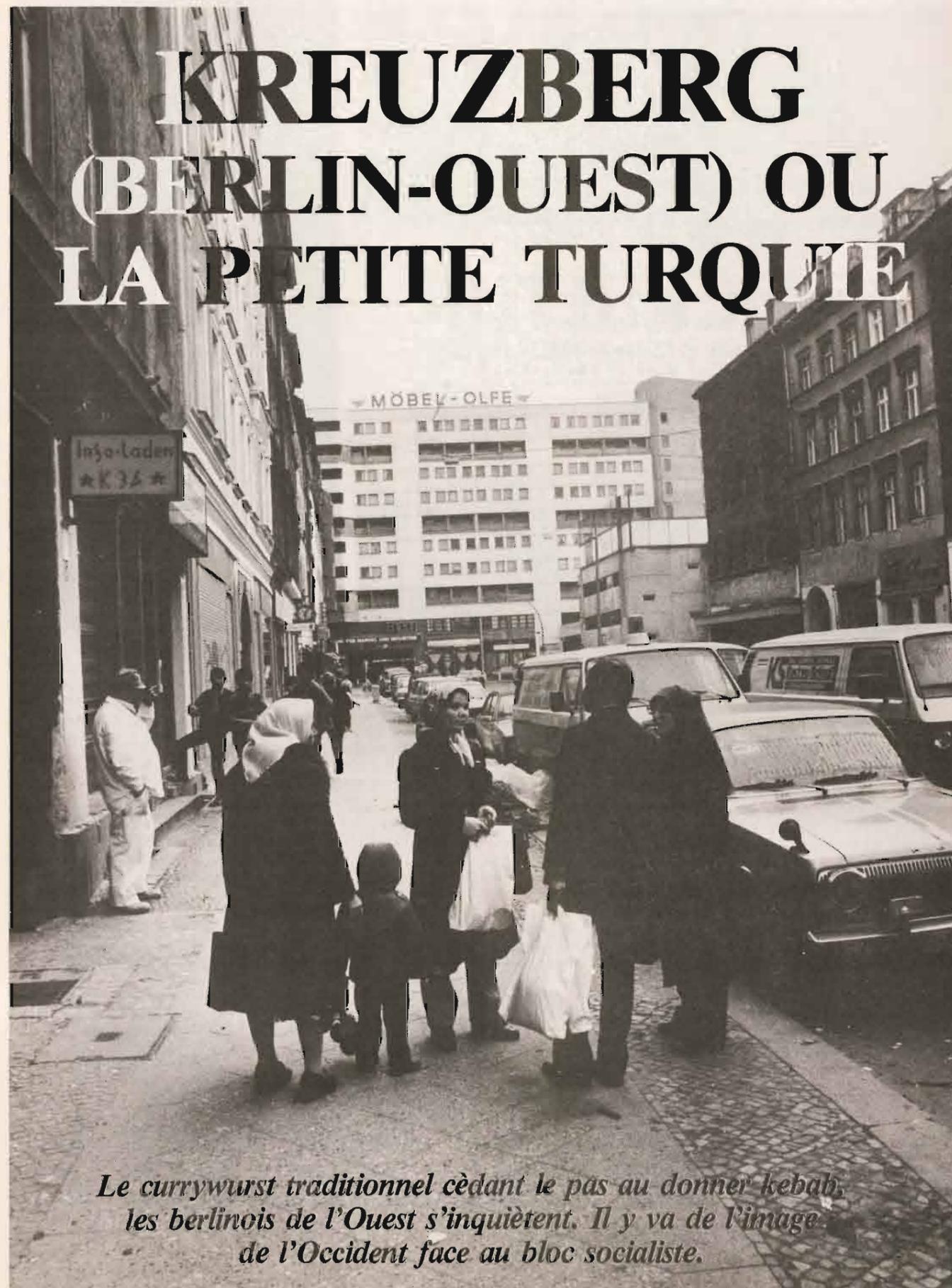
Les noirs dessous de Elle

Fin novembre, le magazine féminin *Elle* consacrait huit pages à "la séduction du noir". La mise en valeur du propos demanda une mise en scène. Le mannequin bien sûr : cette fois-ci, une élégante, fine et grande femme blonde dont les poses très style "crise de Berlin 1930", avait pour but de mieux faire passer les bas résilles, cuirs et dentelles. Et pour l'aider un petit enfant noir. Ici en habit de Zorro avec cape, épée, sans oublier le fouet, là, nu, enlacé par un bras de la dame vêtue seulement de son "drapé sexy". Suivent ensuite l'image classique du petit noir boxeur avec gants et short luisants à souhait et une autre où il est de nouveau nu avec la main condescendante de la belle blonde lui octroyant une caresse, comme pour un petit animal.

Elle, pour son "grand jeu de la séduction" joue de l'ambiguïté du terme "noir" dans les phrases de son avant-propos. Il "allie l'élégance et le sexy", "exerce son pouvoir magique", "nous guide au pays mystérieux". Le sous-entendu raciste est permanent même s'il est inconscient. Nous savons bien que les photos de mode sont des mises en condition toute particulière qui mériteraient une étude approfondie. La femme n'y est pas qu'objet. Mais avec ce numéro *Elle* a réussi un coup double pour le moins pesant.



KREUZBERG (BERLIN-OUEST) OU LA PETITE TURQUIE



Le currywurst traditionnel cédant le pas au donner kebab, les berlinois de l'Ouest s'inquiètent. Il y va de l'image de l'Occident face au bloc socialiste.

ETABLISSEMENTS

JITEX

70, rue du Molinel - LILLE
Tél. : 54.86.21

BONNETERIE
GROS ET DEMI-GROS

GOUGENHEIM

IMPRIMERIE - PUBLICITÉ
S.A.R.L. CAPITAL 525 000 F

239, RUE DUGUESCLIN
LYON 3^e
Tél. : 60.03.33
60.27.78



Les squatters ne se cachent pas, ils s'expliquent

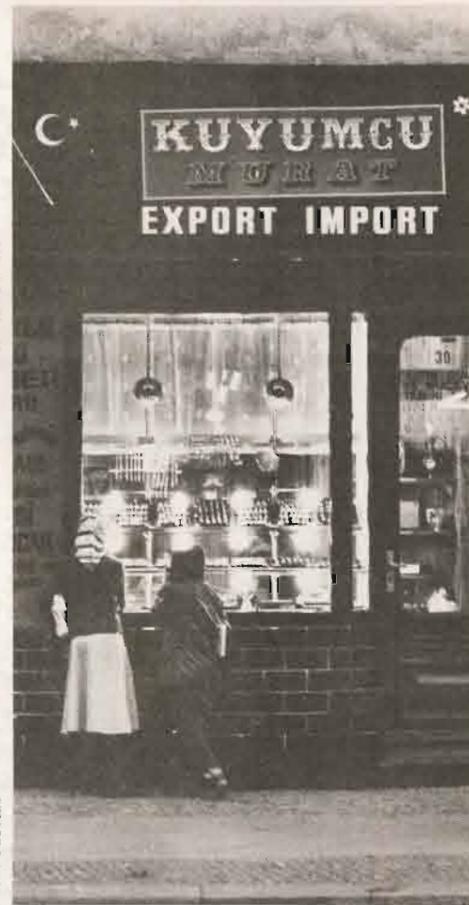


Quand arrive le temps des librairies turques, ce n'est plus de l'exotisme.

Rêve de kebab dans la ville du mur/Atatürk le nouveau chef/Espion de Turquie dans le Kreuzberg/Allemagne Allemagne tout est fini/Nous sommes les Turcs de demain", éructe dans les baffles du "SO 36" — code géographique du Kreuzberg et discothèque new wave du même quartier — le chanteur d'un groupe à la mode, "die Fehlfarben". A une heure de la fermeture, une faune de plus en plus hétéroclite envahit ce haut lieu de l'underground berlinois ; une des rares discos ici qui ne pratique pas de ségrégation raciale à l'entrée, entre Turcs et Allemands. Au "Sound", la disco où se réunissaient Christiane F. et ses copains, ou au "Superfly" à Adenauerplatz et dans tant d'autres on m'a souvent demandé, me prenant pour un Turc, ma "carte de club" délivrée au compte goutte aux "bons" Turcs qui ne créaient pas d'ennuis. Cinq heures du matin, chacun se sépare pour rentrer chez soi. Dehors une sirène d'un véhicule de la polizei bouleverse un instant un silence inquiétant, que ponctuent parfois quelques exclamations provenant des restaurants et imbiss turcs de la Oranienstrasse. Cette artère principale du Kreuz-

berg encadrée d'immeubles de squatters aux longues banderoles revendicatrices du mouvement TUWAT (c'est-à-dire "Fais quelque chose" en dialecte berlinois) semble à cette heure muette. Les Allemands ont donné à ce quartier une réputation de ghetto mal famé, une sorte de South Bronx à quelques pas du centre de Berlin-Ouest, occupé en très grande majorité par les Turcs, ou squattérisé par les marginaux de la ville, punks et alternatifs. On comprend alors que dans cette ville, isolée en Allemagne de l'Est, divisée en trois secteurs américain, anglais et français, la situation devienne de jour en jour explosive. 1981, année commémorative de la construction du mur, dont c'est le vingtième anniversaire, restera pour Berlin-Ouest une date importante dans son histoire. En effet, le 10 mai c'est ici aussi la date du changement, mais à droite. L'élection du Sénateur de l'Intérieur, M. Heinrich Lummer, a permis à la CDU (Union des Chrétiens Démocrates) de reprendre les rênes du pouvoir politique et par là-même de marginaliser une jeunesse en révolte qui de mai à décembre 1981 ne va cesser de s'organiser à l'écart des partis politiques mais en étroite

collaboration avec la communauté immigrée et principalement la communauté turque. **Dans les ruines de la seconde guerre mondiale** Dans un contexte d'agitation et de violence journalière à la suite des émeutes de mi-septembre, lors de la venue de M. Haig à Berlin-Ouest, et de la répression qui a suivi (huit explosions d'immeubles squattés et la mort d'un jeune homme de dix-huit ans), ou plus récemment encore à la suite des mesures visant à restreindre de manière ferme et définitive l'entrée des étrangers sur le sol allemand, le sort d'une population étrangère par la langue et la culture et en grande majorité turque est remis en question. M. Lummer ne voulait-il pas toute affaire cessante faire adopter une loi pour l'expulsion des enfants de travailleurs étrangers qui atteignent l'âge de dix-huit ans sans contrat d'apprentissage ou de travail ? Une manifestation, le 28 novembre, réunissait 15 000 personnes défilant dans les rues de Berlin sous les slogans : "Lummer à Ankara", et conduisait ainsi à l'ajournement de ce projet.



Rêves et racines...

Pour comprendre tout à fait cette situation pour le moins explosive, il faut se rendre compte qu'à Berlin-Ouest, sur une population globale de 2,2 millions d'habitants on dénombre près de 400 000 Turcs, dont deux-tiers sont du sexe masculin. Dans cette ville qui ne s'est pas encore relevée des dommages de la dernière guerre, les différentes ethnies turque, yougoslave, italienne et grecque se regroupent dans ce qui reste des ghettos de la ville, aussi bien dans le Wedding, le long de la tristement célèbre Bernauerstrasse, que dans Spandau, et plus encore dans le Kreuzberg où plus des trois-quarts de la communauté turque cohabitent avec la majorité des squatters de tous bords qui ont trouvé là des centaines d'immeubles en ruine ou tout simplement inoccupés. Evi, une ancienne squatter des années soixante-dix, rencontrée au café du Kukuck (centre d'art et de culture de Kreuzberg et devenu depuis le mois de juillet 81 le quartier général des squatters de Berlin) me décrit le long cheminement de ce mouvement parfois un peu chaotique — pour reprendre l'expression berlinoise — et qui débouchera cet été sur l'organisation du TUWAT. Manifestations parfois violentes

contre les expulsions de squatters qui risquent souvent des peines d'emprisonnement assez lourdes (jusqu'à deux ans dans certains cas), spectacles de toutes sortes, musicaux ou de théâtre, ne cessent de se succéder à un rythme très rapide. Pour échapper à la grissaille de la ville (die graues-tadt), Evi m'explique que les murs et les façades de Kreuzberg se couvrent progressivement de motifs peints, représentant toutes les tendances du pop-art.

Le plus bel exemple est ici l'exécution des façades de Kukuck dont le travail a été de longs mois gêné par les forces de l'ordre et décrié par la presse hostile d'Axel Springer. Proche de l'endroit, le Tempodrom, cirque pour enfants en semaine, est le week-end le centre d'un vaste marché aux puces. Autour d'Oranienstrasse, librairies et cinémas parallèles disputent le pas à la Türk Kültür.

Dans ce quartier où de nouveaux modes de vie et de cohabitation s'établissent tous les jours, il était naturel que la jeunesse allemande en révolte contre un système qui la marginalise trouve un tremplin et une source de réflexion pour une nouvelle culture qui assimilerait sans la "digérer" celle du voisin turc.

Dans cette "petite Turquie", imbiss, bars, et restaurants turcs abondent et représentent le véritable lieu de rencontre d'une communauté venue y échanger les nouvelles du pays d'origine ou les impressions de la journée et du travail.

Les magasins d'import-export aux enseignes turques sont des sortes de "pazarlari" (bazar) où l'on trouve aussi bien des bijoux que du matériel hi-fi, voire même un billet d'avion pour Ankara ou Istanbul. Yachar se rend le dimanche au marché noir de Kottbusser Damm, où squatters et Turcs s'échangent à des prix défiant toute concurrence du matériel de rénovation ou des meubles usagés récupérés bien souvent sur la voirie.

"La capacité d'intégration a des limites", affirme un membre de la coalition gouvernementale. Le chancelier Helmut Schmidt reconnaît lui-même que cela fut une erreur d'importer par le passé une main-d'œuvre étrangère aussi importante. Un député social-démocrate soutient que "le problème de l'immigration est un problème turc" et, au sein de la CSU, le député Sieghard Rost va jusqu'à parler d'"étrangers de merde" (Scheissausländer).



Ghetto pour citoyens de deuxième classe

Yachar qui tient un imbiss (sorte de snack-bar en plein air, très répandu à Berlin) proche de Moritzplatz ne propose ici que des spécialités orientales. Le donner kebab remplaçant le currywurst traditionnel. L'organisation commerciale du quartier est, elle aussi révélatrice de l'implantation de la communauté turque dans Berlin et plus généralement en Allemagne de l'Ouest.

Même si, dans le monde économique, on reste conscient que l'industrie allemande repose en grande partie sur cette main-d'œuvre étrangère et bon marché, des mesures récentes vont juguler l'afflux des travailleurs immigrés et de leurs familles. Ainsi, une personne mariée devra être établie depuis au moins huit ans en Allemagne pour avoir l'autorisation de faire venir son conjoint. A partir de l'âge de 16 ans (18 ans précédemment) les enfants encore établis à l'étranger ne pourront plus rejoindre leurs parents sur le sol allemand. Kreuzberg, en majorité turque, reste un ghetto dans lequel ses habitants, citoyens de deuxième classe, n'ont pas voix au chapitre pour une gestion saine de leur quartier, essentiellement en matière de logements. Néanmoins cette expérience de solidarité entre deux communautés fait peu à peu tâche d'huile dans la ville, dont le racisme latent vis-à-vis de l'étranger n'est plus à décrire.

Dans les quartiers de Schöneberge, de Neukölln et du Wedding, squatters et Turcs tentent solidairement de sortir ensemble du ghetto dans lequel on les a enfermés.

Rachid MOULDAÏA

Quelle place pour les Tsiganes et gens du voyage dans notre société ? La commission spécialisée du MRAP propose un "Cahier Droit et Liberté" sur le monde tsigane, son histoire, sa langue, sa culture.

Fort bien documenté, ce dossier étudie et dénonce le poids des préjugés, offre des documents tsiganes, des textes officiels, relate des actions sur le terrain pour le droit à l'itinérance. Il comporte également des listes de films, disques et livres sur ces problèmes.



TSIGANES ET GENS DU VOYAGE
QUELLE PLACE DANS LA SOCIÉTÉ ?

droit et liberté

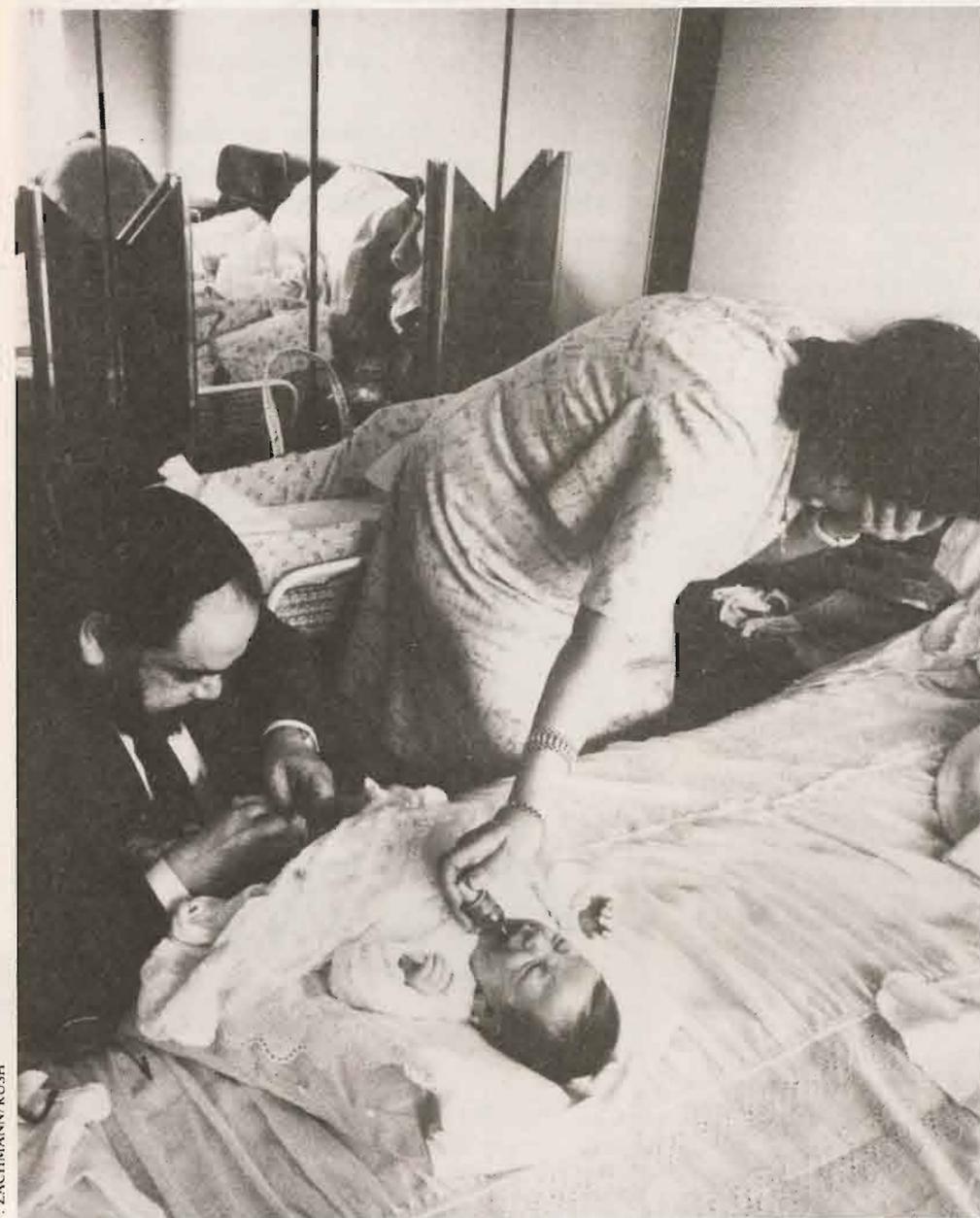
M.R.A.P.
89, RUE OBERKAMPF
75010 PARIS

CAHIERS TRIMESTRIELS - NOUVELLE SÉRIE N° 1
JUILLET-SEPTEMBRE 1981 - PRIX : 40 F

Bon à renvoyer à
DROIT ET LIBERTÉ, 89 rue Oberkampf 75011 PARIS
Je désire recevoir votre dossier au prix de 40 F + 9 F (frais de port)

Nom Prénom
Adresse
Code Ville

LA CIRCONCISION



P. ZACHMANN/RUSH

“**Q**ue représente pour vous le 1^{er} janvier ?”. Si vous posez cette question à vos amis, à coup sûr “le nouvel an” ou “la Saint Sylvestre” en seront les réponses les plus fréquentes. C’est d’ailleurs celles que nous indiquent nos calendriers, et c’est bien la nouvelle année que nous fêtons d’abord en ce jour. Pourtant le premier jour de l’année est aussi une grande fête de l’Eglise, celle de la circoni-

sion. En effet, une semaine après sa naissance, le Christ fut circoncis. La signification religieuse en est très grande puisqu’il s’agit, selon les paroles même de Dieu à Abraham, de la marque distinctive qui signifie l’alliance entre la descendance de ce dernier et Dieu. Le rite hébreu perpétue cette tradition pour tous les descendants d’Isaac et Jacob (Israël). Les musulmans l’observent aussi puisqu’il y a filiation avec Abra-

ham par Ismaël, son premier fils. Les chrétiens suivent les consignes du premier concile de Jérusalem, qui a rassemblé les apôtres après la résurrection du Christ. Saint Pierre était pour que la circoncision soit perpétuée parce qu’elle est une constante juive, mais Saint Paul objecta que l’ancienne alliance était rompue, et qu’elle était désormais représentée par le baptême, alliance entre l’eau et l’esprit. Il l’emporta.

S’il s’agit là de grands actes religieux des religions dominantes, il faut dire néanmoins que la circoncision n’est pas limitée aux religions monothéistes.

Ainsi, en Afrique noire, elle fait souvent partie du rite initiatique qui met fin à l’enfance vers l’âge de dix ou douze ans. Accompagnée de toute une série d’épreuves, elle marque ainsi l’entrée dans le monde adulte.

A tel point que le terme “incirconcis” prend un sens péjoratif. Il signifie “l’homme sans cervelle”, “irresponsable” et s’adresse à tous ceux qui, pourtant adultes, ne sont pas capables d’assumer les charges de la vie quotidienne.

Une problématique inverse a poussé certains auteurs à se lancer dans de violentes et stupides démonstrations.

Drumont, dont le volumineux volume **La France juive** (1886) reste une référence en matière d’antisémitisme, écrit : “**la circoncision est évidemment un préservatif contre de précoces débauches qui émoussent les sens en les éveillant prématurément**”.

Le premier numéro de **La Nouvelle Ecole**, revue chère à la nouvelle droite, avait suivi la même piste en février/mars 1968. Dès son premier article “Rome et la Judée” on pouvait lire, sous la plume du pseudonyme Gilles Fournier (vraisemblablement une des nombreuses signatures de Alain de Benoist), “**les Juifs étaient méprisés par les Grecs romains qui éprouvaient une aversion quasi physique pour ces Orientaux dont la religion reposait sur un rite de mutilation sexuel (la circoncision) et un invraisemblable entassement de tabous**”.

On connaît la suite qui mena à la logique nazie affirmant que la circoncision était synonyme de castration ou émasculature et donc révélatrice du côté non seulement féminin mais aussi non créatif et non héroïque du juif. Mais à part des nostalgiques toujours virulents, les temps ont changé. Et aujourd’hui, dans un pays comme les Etats-Unis, la circoncision est largement répandue pour cause d’hygiène. Nous sommes bien loin de la religion penserez-vous, et bien non ! En effet de nombreux juifs expliquent eux-mêmes qu’il s’agit d’un bon prétexte pour couvrir la réconciliation de leur inconscient et de leur pratique.

Sous la plage, les mercenaires



Il en est des paradis tropicaux comme des océans : sous une apparente tranquillité des lames de fond s’y bousculent.

Contrairement aux idées reçues, la vie quotidienne dans ces petits coins de rêve n’est pas faite que du bruissement du vent dans les cocotiers. L’histoire existe aussi sous le soleil de l’équateur.

Par exemple aux Seychelles, un des derniers produits lancés par les professionnels du tourisme, et que l’on imagine peuplés de quelques pêcheurs de requins. Certes, ces îles de beauté sont à la hauteur de leur réputation : immenses plages de sable blanc, tortues géantes, cochons sauva-

ges, bancs de coraux peuplés d’innombrables poissons multicolores.

Pourtant, l’histoire des Seychelles, c’est aussi l’histoire d’une décolonisation. Découvertes au XVI^e siècle par les Portugais, puis occupées par les Français et la Compagnie des Indes, elles tombent en 1810 sous domination anglaise. Elles y resteront jusqu’en 1976, date de leur indépendance.

En 1977, un coup d’état renverse le premier président de la république, James Mancham, un conservateur bon teint, aujourd’hui en exil à Londres. Un coup dur pour l’Afrique du Sud, car

Albert René, chef de file du Front Progressiste du Peuple Seychellois, donne un coup de barre à gauche et nationalise l’industrie du tourisme déjà florissante grâce aux investissements des Africains.

Pendant que continuent d’affluer les cadres supérieurs stressés et les retraités en mal d’exotisme, l’URSS puis la France courtisent, position stratégique oblige, le président René qui se contente de dénoncer les tentatives de déstabilisation dont il est, par ailleurs l’objet, mais en vain.

Qui, lorsque le 25 novembre dernier une bande de joyeux lurois déguisés en joueurs de rugby débarquent à l’aéroport de l’île

de Mahé, la plus grande et la plus peuplée des 92 îles Seychelles, qui aurait pu croire qu’il s’agissait là de mercenaires mandatés par Prétoria pour renverser le régime progressiste d’Albert René ?

Il s’en est fallu de peu pour que la tentative ne réussisse : le zèle d’un douanier seychellois, une mitrailleuse découverte dans le double fond d’un sac de voyage... Une fois la première émotion passée, le puzzle se reconstitue : les mercenaires belges et sud-africains ont été recrutés par Mike Hoaré, un ancien du Congo et de la Rhodésie, puis approvisionnés en armes aux Comores, fief de Bon Denard et de ses lieutenants (1). Or l’Afrique du Sud fait montre depuis quelques mois d’une politique extrêmement agressive en Afrique australe et dans l’Océan indien pour essayer de déstabiliser les pays progressistes de la zone ? Ces derniers ne s’y sont d’ailleurs pas trompés : des soldats tanzaniens ont récemment pris position à Mahé. Tout cela n’est pas fait pour reconforter l’innocent touriste, me direz-vous. En effet, et peut-être pourrait-il changer de destination pour 1982, car les charmes innombrables des Seychelles sont peut-être en train de se faner à leur contact.

Mais les 63 000 habitants des îles, ne se sentent-ils pas un peu écrasés par les 72 000 touristes qui, chaque année, se payent quelques jours de paradis terrestre ?

Véronique MORTAIGNE

(1) Bob Denard est arrivé aux Comores 4 jours avant la tentative de coup d’Etat, en provenance de France où il vit impunément bien qu’il fasse l’objet de plusieurs mandats d’arrêt. Ses hommes basés aux Comores et que l’on dit à la solde de Prétoria sont payés par l’intermédiaire d’une société française. (Source : La lettre de l’Océan indien, 110, rue de Réaumur, 75001 Paris).

JACQUES RABNER
ASSUREUR
BUILDING KENNEDY
13-17, AVENUE FOCH
54000 NANCY

TÉL. 27-21-38
LIGNES GROUPÉES
TELEX 850640

les éditions ouvrières

Paul BALTA, Claudine RULLEAU, et Mireille DUTEIL

L’ALGERIE DES ALGERIENS
Vingt ans après

Où va l’Algérie ?
Réalizations, projets,
rôle international :
une analyse amicale,
sans complaisance.

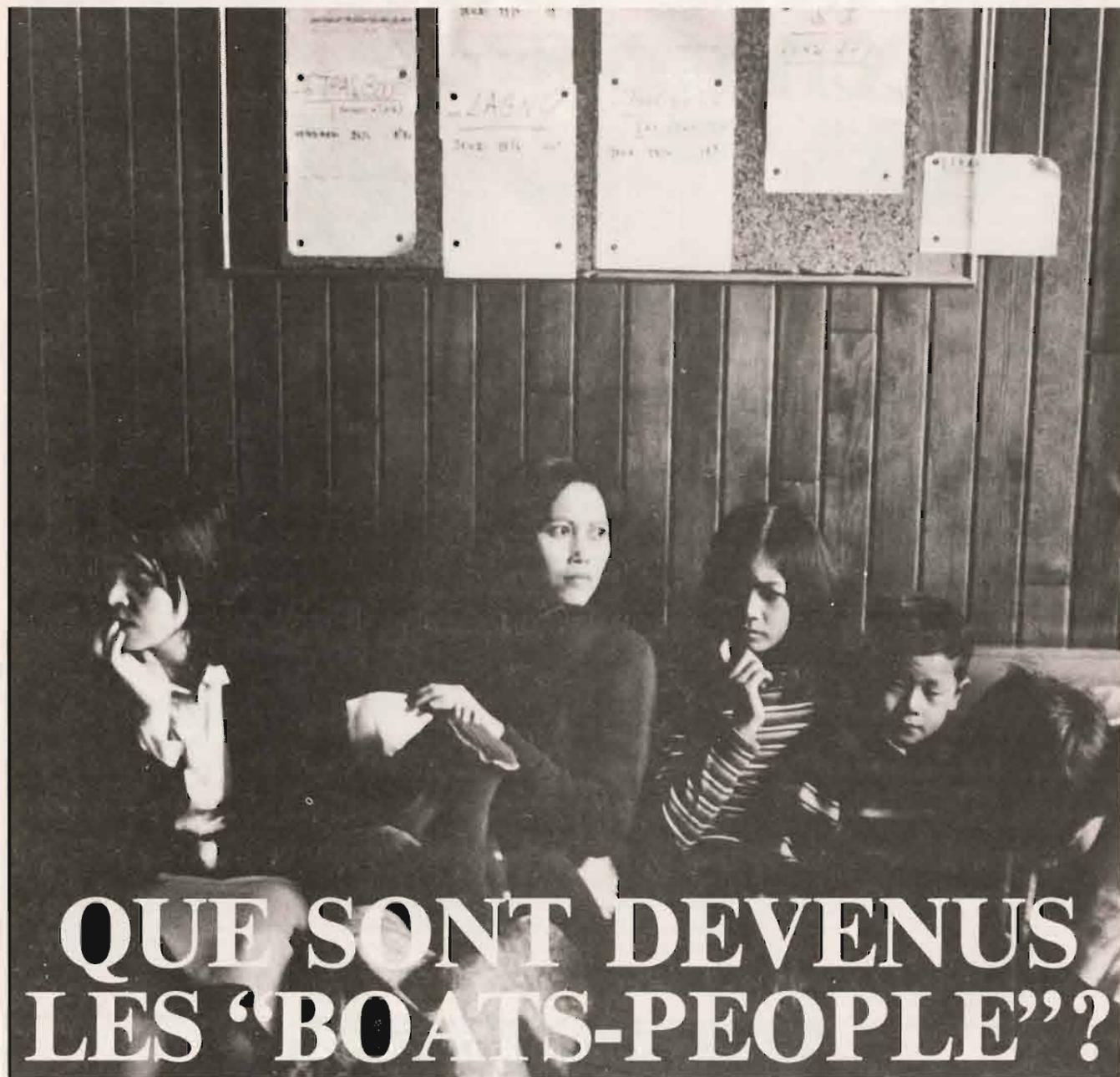
Collection «Enjeux internationaux»
dirigée par Y. Arcadias et H. Portelli
22317 - 288 pages - 60 F

MAISONS
RECOMMANDÉES

IMPRIMERIE
WEIL
117, rue des Pyrénées
75020 PARIS

UNION
LAINIÈRE
20, rue des Capucines
69001 LYON

Le réfugié politique n'a qu'une seule solution : réussir dans son pays d'accueil. Pour lui, le chemin du retour n'existe pas.



QUE SONT DEVENUS LES "BOATS-PEOPLE"?

Madame, est-ce que vous pourriez me vendre un paquet de cigarettes s'il vous plaît ? En voilà une question, vous voyez bien que c'est un bureau de tabac ! Interloqué, Xin Xay, laotien, empoche son paquet de gauloises sans mot dire. Il vient d'apprendre que, traduite en français, la politesse asiatique donne une simple perte de temps... Depuis avril 1975, la France a accueilli près de 97 000 Xin Xay, réfugiés du sud-est asiatique. Chinois commerçants expulsés par les nouveaux régimes, mais

aussi "autochtones" qui n'ont pu s'y adapter. Les "boat-people", Vietnamiens, réfugiés cambodgiens et laotiens des camps de Thaïlande, sont dans toutes les mémoires. Que sont-ils devenus après que les médias se soient tus sur le génocide et l'odyssée ? Concentrés en milieu urbain, ces réfugiés ont "essaimé", principalement dans les pays de la Loire, l'Île de France, le Languedoc-Roussillon et le Midi-Pyrénées. Mais cette première insertion est encore bien fragile, sujette à toutes les migrations commandées par les critè-

res de réunions de familles et de communautés.

La lutte pour partir

Le difficile déplacement vers "les zones d'économie nouvelle", bases de la reconstruction du pays, le passage obligatoire dans les camps de rééducation politique pour ceux qui étaient restés derrière les privilégiés de l'ancien régime ont fait fuir nombre d'instituteurs, petits fonctionnaires, paysans, pêcheurs... Pour d'évidentes raisons

d'"histoire commune", la France est le second pays d'accueil de ces réfugiés après les Etats-Unis (près de 300 000). Ce qui n'a pas été du goût de tout le monde...

"Je me suis enfui d'un de ces "séminaires politiques" où j'étais allé de mon plein gré", explique M. Xin Xay, ancien fonctionnaire laotien. "Quand on a su que j'avais fait mes études en France, j'ai eu droit à des heures supplémentaires de travaux de force. Je suis resté sans nouvelles de ma famille pendant deux ans. Je me suis enfui et j'ai eu la chance de retrouver ma femme et mes enfants qui étaient partis de leur côté, au camp de Nongkai dans le nord de la Thaïlande. Là-bas, j'ai retrouvé des villageois de la région où je suis né. Ils m'ont dit qu'il était devenu impossible d'égorguer un poulet sans avoir l'accord du chef d'îlot..."

Dans les camps de Thaïlande, c'est la lutte pour partir. Toutes les combines sont bonnes. Inscriptions multiples auprès des autorités américaines, canadiennes, australiennes, françaises. Détournements de certificats d'hébergement par les fonctionnaires thaïlandais qui les revendent au plus offrant, en général des Chinois de Taiwan et Hong Kong désireux de faire carrière en Occident sous une fausse identité indochinoise. Nombreuses sont les fausses déclarations faites à la mission française chargée de sélectionner les candidats au départ en France. Outre une bonne connaissance du français, d'éventuels services militaires et civils rendus à notre pays, il est fortement conseillé de posséder une qualification professionnelle, de préférence manuelle. C'est ainsi que nombre d'anciens employés, commerçants et paysans se sont transformés en mécaniciens, menuisiers, électriciens... Le flux constant de réfugiés indochinois (environ 1 000 par mois depuis 1976) ne va pas sans faire grincer des dents.

Le dernier "Lartéguy" près d'un autel bouddhique

Arrivés sur quotas officiels, ces réfugiés n'éprouvent en effet pas de mal à obtenir le statut international de réfugié politique qui ouvre des droits sociaux identiques à ceux des nationaux français moins le droit de vote.

D'autres réfugiés en provenance d'Afrique notamment, sont contraints eux, d'apporter des preuves tangibles de persécution afin d'obtenir le même statut... Epicier laotien à Paris, M. Somsom a suivi la filière commune.

Commissaire de police sous l'ancien gouvernement d'union nationale, il avait senti venir le vent et envoyé femmes et enfants en Thaïlande avant 1975.



Les nouveaux OS de l'automobile.

Les murs de son petit bureau sont couverts de drapeaux laotiens, de photographies de la vie d'avant : villas luxueuses, réceptions, serveurs... Sur une étagère, le dernier "Lartéguy" voisine avec un petit autel bouddhique.

"J'ai obtenu le statut de réfugié politique au bout d'un mois. Maintenant je suis naturalisé français. Ça n'a pris que 9 mois. A la Préfecture, ils n'ont pas fait de difficultés, sans doute parce que j'étais policier (éclat de rire) ; et puis il y avait d'anciens accords de réciprocité entre les deux pays... Après le passage par le centre de Transit de la Croix Rouge, à Créteil, nous sommes restés trois mois en centre provisoire d'hébergement à Sarcelles. En sortant, nous avons eu droit à une aide de Service Social d'Aide aux Emigrants et aussi du Secours Catholique. Après, ma femme a trouvé un poste de caissière chez Félix Potin, et moi je suis devenu archiviste dans une compagnie d'assurances. J'ai monté mon affaire grâce à un prêt de mon beau-frère qui habitait déjà en France."

Un parcours relativement aisé, si on le compare à celui des petites gens sans contact préalable en France...

Des nuits peuplées d'esprits...

Limoges sous un ciel bas, bien loin des Tropiques. Ici se trouve le plus grand centre provisoire d'hébergement (CPH) de réfugiés en France. Ces centres, au nombre de 167, placés sous la responsabilité de France Terre d'Asile, ont été ouverts dans 76 départements depuis 1973. A Limoges, ils sont environ 300 pensionnaires dans un ancien foyer de travailleurs migrants situé en marge de la ville. On entre dans une salle de ping-pong. Ici et là, un poster représentant

une fillette laotienne, le temple d'Angkor. Souvenirs, souvenirs...

65 % des réfugiés accueillis officiellement depuis mai 1975, ont choisi de commencer leur séjour en CPH. Les 35 % restant ont bénéficié du milieu d'accueil formé par les Indochinois, surtout vietnamiens (en 1974, on comptait en France 200 000 Vietnamiens naturalisés) arrivés dans les années 50 et 60. La durée maximum de séjour en CPH est de six mois, le temps de surmonter le choc de l'exil et de se familiariser avec la société d'accueil.

De fait, en dehors de la sortie hebdomadaire au super-marché pour acheter le riz, la population du centre n'a guère de contact avec les gens de Limoges. Nombreux sont les panneaux interdisant l'entrée du centre aux étrangers. Mesure de sécurité. Un peu partout en France, des règlements de compte ont eu lieu dans les CPH. Des escrocs en tous genres ont été rossés voire exécutés. Ils avaient la plupart du temps extorqué des plaques d'or à des commerçants sino-vietnamiens contre une promesse de passage sur un bateau, jamais tenue. A Limoges, le personnel d'encadrement comprend une majorité d'Indochinois et un Père oblat, réfugié du Laos comme ses ouailles.

Rompue à la vie sociale asiatique, le Père Henri a mis en place une structure intermédiaire entre l'administration du centre et ses pensionnaires : le village et son chef. Celui-ci sert de médiateur, d'économiste puisqu'il distribue chaque jour les ingrédients du repas asiatique du soir, une autre innovation du père Henri. Les réfugiés ne supportaient pas la nourriture de la cantine. On trouvait des camemberts entiers dans les poubelles ! Le chef du village est aussi chargé de veiller à l'extinction des feux le soir. Tâche plus ardue qu'il n'y paraît, les Asiatiques craignant la nuit peuplée d'esprits...

Le jour revenu, ils suivent des cours de français usuel et d'adaptation socio-professionnelle... "Toutes ces petites choses qui semblent évidentes en France : écrire l'adresse au milieu d'une enveloppe, tracer une vraie ligne droite, savoir dire "non" sans craindre de choquer, éviter les politesses excessives...", explique M. Pierre Soukhavong, un des responsables de l'ADAP (Association pour la Diffusion, l'Adaptation et la Préformation) qui conçoit et dispense des cours d'adaptation.

Quand ils ne s'initient pas aux joies de la ligne droite et des réponses claires, les réfugiés s'arrangent pour vivre au mieux. Pas facile avec 14 F par jour de pécule dont 7 sont retenus pour le moment de la sortie. D'un centre à l'autre, on tolère les petits boulots au noir. Parfois, autre motif de fermeture

aux étrangers, des proxénètes viennent recruter les jeunes-filles qui, violées par les pirates thaïlandais, ont perdu tout espoir de se marier.

A la faveur des bagarres entre enfants, de nouvelles en provenance du Cambodge pro-vietnamien, des querelles éclatent parfois entre Vietnamiens et Cambodgiens. Ces incidents sont rares. Les préoccupations de survie ont raison des luttes intestines.

Survivre, c'est d'abord résoudre le problème du travail et du logement.

A dix personnes dans un studio

Suivant les CPH, des permanents s'occupent de les trouver aux réfugiés en liaison avec des comités d'entraide de plusieurs départements français. Avec le temps, le milieu d'accueil s'étend sans toutefois garantir l'avenir. Des familles insuffisamment installées veulent recevoir leurs parents au plus vite. Alors, on s'entasse dans de petits appartements où l'inconfort physique pèse bien peu au regard du réconfort moral.

Paris 13^e, c'est "Chinatown". Au pied des tours venteuses, Chinois du Vietnam et du Cambodge viennent avaler un Fô (soupe), font leurs courses chez l'épicier compatriote. La Porte de Choisy ne les attirerait pas vraiment. Les tours faisaient surtout fuir le locataire français : loyers trop élevés, aspect inhumain. Les réfugiés n'ont pas pu offrir les garanties de salaire usuelles, mais celle de la promiscuité. A 10 dans un studio à 1 700 F par mois, on parvient toujours à payer. Les propriétaires ont fermé les yeux plutôt que de voir leurs appartements vides. Les quelques voisins français ont du mal à supporter l'ambiance asiatique...

"Ma salle de bains est envahie par d'insupportables odeurs, ils font de la cuisine "au noir" pour les restos d'en bas", se plaint un locataire de la tour Verdi... "Mes gosses vont dans une école à 70 % chinoise, le niveau est ridiculement bas. Ma femme et moi envisageons de quitter le quartier."

Ces problèmes de voisinage débouchent parfois sur des rumeurs. On soupçonne les bijoutiers chinois d'agir en recéleurs pour le produit du cambriolage d'appartement français.

Si les Français se méfient du Chinois, les Indochinois aussi. Les uns et les autres perpétuent dans l'exil les rapports qu'ils avaient là-bas. Méfiance et interdépendance économique.

De Thaïlande, les commerçants chinois font parvenir les ingrédients de la cuisine de tous les jours. Ce sont eux aussi qui tiennent un des réseaux d'acheminement des colis vers l'Indochine. Mais pour ce qui est de la vie sociale, c'est l'étrangeté... Les Chinois ont leurs propres clubs : Kung Fu, cercles de jeu officiels



Le commerce a mis sa montre à l'heure.

et clandestins. Leur grande expérience diasporique amorcée avec le départ des provinces méridionales chinoises au siècle dernier, vers le sud-est asiatique a développé chez eux une vie sociale très repliée sur elle-même, en même temps qu'une grande adaptabilité.

Cette étanchéité sociale particulièrement appuyée entre Chinois et Vietnamiens se retrouve entre les diverses générations de l'immigration vietnamienne. Les membres de l'"Amicale des Anciens d'Indochine", anciens privilégiés de "la coloniale", se retrouvent pour évoquer le bon vieux temps. Arrivés après 1954, avec dit-on "de l'or et des diamants dans des pots de confiture", ils ont ouvert commerces et restaurants au Quartier Latin. Ceux arrivés dans les années 60, se sont installés dans les environs de la Gare de Lyon où ils ont ouvert eux aussi, des restaurants et des clubs d'arts martiaux. Le seul moment où les communautés se rencontrent, oubliant les clivages politiques et sociaux, c'est à la fête du Têt, le nouvel an vietnamien. Diverses associations, communistes et non communistes, organisent des réjouissances. Souvent, on y voit les mêmes visages.

"On est quand même prudent" souligne M. Dubois, Franco-vietnamien de Paris, "seuls vont à la fête du Têt, ceux qui n'ont rien à se reprocher. On craint les règlements de compte, tant les années de guerre ont produit de magouilles..."

Les "Russes blancs" des années 80

"Un réfugié politique ne peut pas retourner dans son pays, ni faire appel à son ambassade. Il se différencie du travailleur migrant en ce sens qu'il est condamné à réussir là où il a atterri", explique M. Gérold de Wangen, secrétaire général de France Terre d'Asile. Oui, mais quels réfugiés politiques ? Le devoir d'accueillir les réfugiés du sud-est asiatique en raison de ce que l'on a pudiquement qualifié de "liens historiques"

a suscité bien des réserves à gauche. Il n'en reste pas moins vrai que ces réfugiés, si l'on excepte les premières vagues de nantis, arrivent ici plus démunis que n'importe quel travailleur migrant. 65 % d'entre eux sont des inactifs (2) : enfants, lycéens, femmes, vieillards. L'importante charge familiale, l'absence d'espoir de retour expliquent la réputation de souplesse au travail des Indochinois. 80 % de la population active parvenue en France entre 1975 et 1980 a trouvé un emploi. A quel prix ? A celui du déclassé généralisé des anciens employés, commerçants et cadres (45 % environ de la population active à l'arrivée). Ceux-ci ont été nombreux à se reconverter dans le gardiennage.

D'autres sont devenus chauffeurs de taxi. Les "Russes blancs" des années 80... C'est toutefois pour les jeunes que le problème de l'emploi se pose de la façon la plus aiguë (plus de la moitié de la population réfugiée).

"A Vientiane je me destinais à une carrière administrative" explique S. Parisonne, Laotien de 25 ans, "arrivé ici je suis devenu P 2 en téléphonie". Les chiffres publiés par l'Office National d'Immigration révèlent ce mouvement général de prolétarisation. Environ 70 % des cartes de travail délivrées entre 1974 et 1979 l'ont été au titre d'ouvrier spécialisé, 16 % à celui de manœuvre, 10 % d'ouvrier qualifié et 2,5 % de cadres. Les secteurs d'activité où les Indochinois sont le plus représentés sont l'industrie, 54 %, et le commerce-hôtellerie, 44 %.

Cette présence dans l'industrie n'a pas été sans poser de problèmes avec les travailleurs migrants directement concurrents.

"Ils s'adaptent bien et font du boulot soigné, on n'a pas de problèmes avec eux, c'est pas comme avec les Arabes" souligne un chef d'atelier de chez Chrysler à Poissy.

Ici la CFT devenue CSL a recruté en masse. Heureuse conjonction d'intérêts entre ce syndicat patronal et des réfugiés, discrets, préoccupés surtout de leur

survie et pour ne rien gâcher : anti-communistes. Aujourd'hui Chrysler "remercie" en débauchant massivement. Alors les Asiatiques sont-ils vraiment des "jaunes" ?

M. Soukhavong, de l'ADAP récuse ce genre d'accusation.

"Si leur situation dramatique les a contraints à accepter beaucoup de choses, il ne faut pas croire que les réfugiés indochinois ne prennent pas conscience des avantages de l'action syndicale. Les organismes qui assistent l'insertion de ces réfugiés ont tous constaté une évolution. Les Asiatiques commencent à se syndicaliser, surtout à la CFDT et FO. Important facteur d'intégration, la vie dans l'entreprise française, n'est malheureusement pas donnée à tous. Nombreux, mais inchiffrables, sont les employés au noir dans les commerces asiatiques.

Une jeune vietnamienne, vendeuse dans une crèmerie du 13^e arrondissement, raconte : "Je travaillais 15 heures par jour dans un restaurant vietnamien. C'est mon frère, qui est câbleur chez Thomson, qui m'a poussée à changer d'emploi." Cette forme d'intra-exploitation se rencontre en fait dans toutes les communautés réfugiées. Elle n'est pas particulière à une "mentalité asiatique", et il semble bien que seul le temps parvienne à en venir à bout. La tentation est trop forte pour des commerçants voyant affluer une main-d'œuvre jeune non qualifiée et ces jeunes qui y trouvent leur compte, sinon financier du moins affectif, en ne sortant pas de leur milieu...

Savoir dire non sans craindre de choquer

A Beaubreuil, dans la banlieue de Limoges, les chiens disparaissent, dit-on. Les Indochinois raffoleraient du rôti de chien... Quel plus terrible clash culturel que celui entre un peuple mangeur de chiens et le pays d'Europe le plus gros consommateur de "canigou" !...

"Les véritables problèmes commencent à apparaître à la sortie des centres d'hébergement, quand cesse la prise en charge. Plus rien ne va de soi, à commencer par l'âge et le nom, ces identités minimales, explique Madame Nguyen Ti assistante sociale au SSAE... "Au Vietnam, l'enfant a déjà un an le jour de sa naissance si bien que né le 30 du 12^e mois de l'année, il aura déjà deux ans le lendemain !". De quoi laisser perplexes n'importe quel officier d'état-civil. Suivant leur origine ethnique, les réfugiés s'adaptent plus ou moins bien. Chinois et Vietnamiens, déjà relativement occidentalisés, se mettent vite dans le coup. D'esprit plus traditionnel et religieux, Cambodgiens et Laotiens rencontrent beaucoup plus de difficultés. Les

lois sociales de discrétion et de politesse répondent à une conception du monde d'essence bouddhique, marquée par le souci d'harmonie avec les autres et l'environnement.

"Imaginez les difficultés de certains de nos formateurs lorsqu'ils demandent à leurs stagiaires s'ils ont compris ce qui vient de leur être expliqué. Au début, jamais ils n'oseront dire non. Pas par hypocrisie, mais parce qu'ils craignent de vous choquer..." Si certains formateurs font l'effort de comprendre, ce ne sera pas toujours le cas du buraliste du coin. Là, il faut dire "oui" et "non" à la française, laisser de côté son identité pour pouvoir communiquer. Un exercice difficile qui explique qu'on aime se retrouver entre soi. A cet égard, le "ghetto", s'il est condamnable lorsqu'il est organisé et exploité de l'extérieur, répond aussi à un besoin de soutien moral dans l'exil.

Pourtant, certains craquent. La perte d'identité se traduit souvent par une sur-



J.-C. LAFITTE/VIVA

consommation qui compense l'angoisse. On se jette sur les "crédits faciles", la notion de nécessaire fait brusquement place à celle de qualité, de nouveauté, de facilité... Les plus touchés sont les inactifs : femmes et jeunes adolescents privés de leur rôle traditionnel dans la vie communautaire. Des femmes sont surprises à voler des bijoux-fantaisie dans les super-marchés. Dans les villes-dortoirs, la délinquance est fréquente, des jeunes sont impliqués dans des affaires de drogue ou sont recrutés par certains partis pour jouer les hommes de main.

Destination Guyane pour les anciens mercenaires

Anticommunistes dans leur très grande majorité, les réfugiés du sud-est asiatique naturalisés (17 % entre 1975 et 1979) sont une clientèle potentielle pour les partis de l'ancienne majorité. On souligne même que la rapidité avec laquelle ont été obtenues certaines naturalisations de Chinois du Vietnam ne serait pas étrangère aux dernières législatives. Le printemps 1981 a vu fleurir tracts et affiches promettant le soutien à

un "front national de libération" en agitant le spectre de l'expulsion en cas de victoire de la gauche.

Après le 10 mai, de "braves citoyens" de Limoges ont tenté d'extorquer de l'argent contre un "passage" vers les Etats-Unis. A Strasbourg, on se massait pour passer la frontière... De fait, et contre l'attente de certains, le nouveau gouvernement a tenu à poursuivre l'effort d'accueil. Il l'a même amplifié, puisqu'il s'est engagé à porter à 1 500 (contre environ 800 dans les mois précédents) le quota mensuel de réfugiés en provenance des camps de Thaïlande à partir de juillet 1981 pour l'année courante. M. Autain, secrétaire d'Etat chargé des immigrés, a tenu toutefois à souligner que "le gouvernement souhaitait mettre un terme aux discriminations entre réfugiés" (3).

Discrimination ? On ne peut nier que la création du Comité National d'Entraide franco-vietnamien, franco-cambodgien, franco-laotien (C.N.E.), à l'initiative de l'ancien président, Valéry Giscard d'Estaing, a beaucoup joué des "liens historiques avec l'Indochine". Cette association "nationale" sans équivalent pour les réfugiés d'autres origines a en outre chapeauté l'insertion de certaines ethnies — Hmong et Thaï — en milieu rural : midi de la France et Guyane française.

Certaines associations opposées à cette politique d'insertion, ne se sont pas fait faute de remarquer l'exploitation économique dont ces ethnies ont pu être l'objet dans certains centres d'accueil sous la responsabilité du CNE. L'opération Hmong-Guyane a suscité aussi la polémique. Anciens mercenaires de l'armée française puis américaine, les Hmongs ont été choisis pour défricher la Guyane et qui sait... enrayer par leur présence le développement du mouvement autonomiste.

Du côté des autres associations chargées de l'accueil, on ne mange pas de ce pain-là. Tous les avantages sociaux acquis à l'origine pour certains réfugiés sont automatiquement répercutés sur l'ensemble. C'est le cas de l'hébergement en CPH, d'abord obtenu pour les Chiliens en 1973, de la suppression de la carte de travail et de l'octroi de l'allocation forfaitaire des Assedic pour les Asiatiques en 1980.

Egaux dans l'exil, les réfugiés politiques doivent l'être dans l'accueil. Intention politique louable qui reste difficile à appliquer.

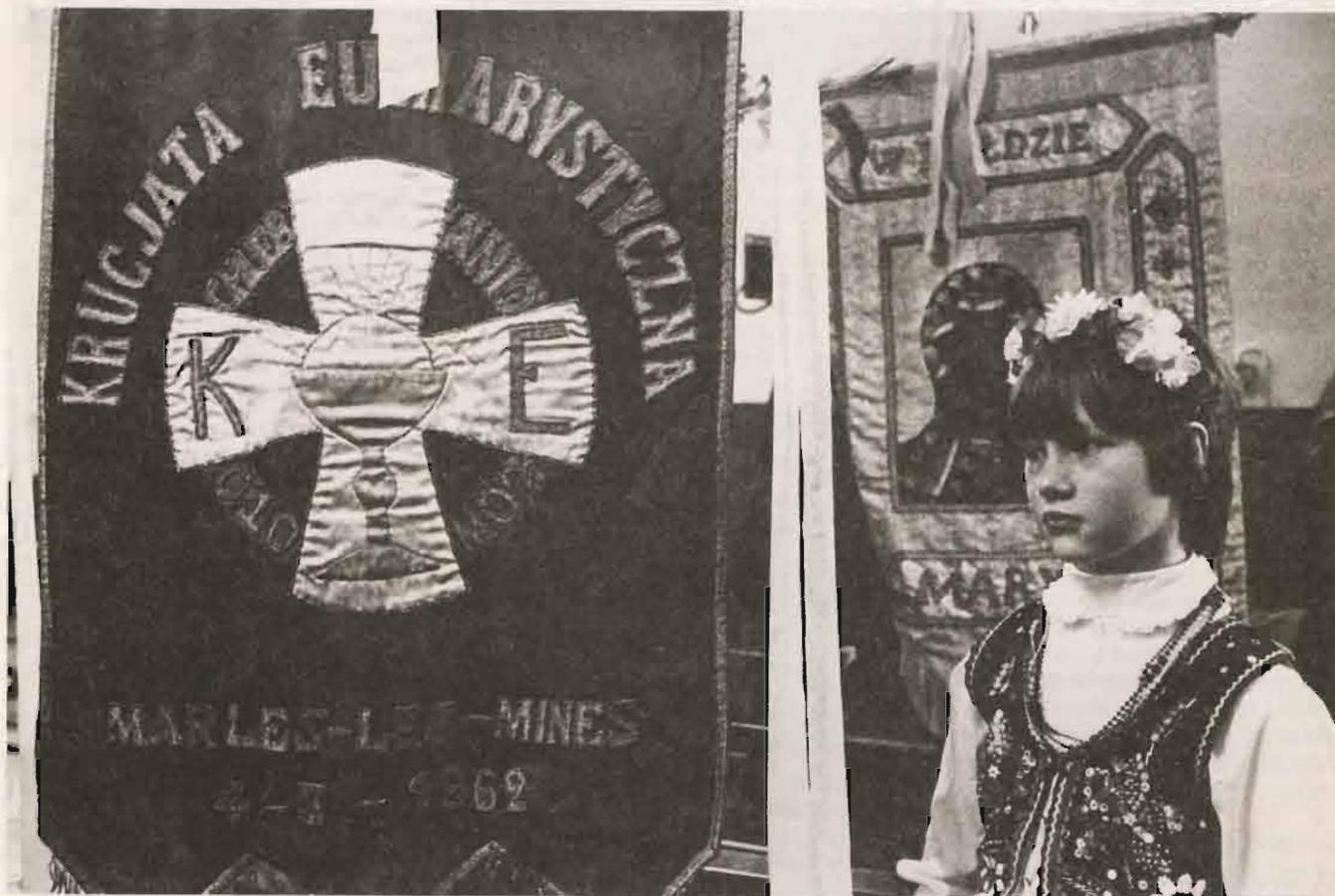
Renée DAVID

(1) Source : ministère de l'Intérieur. Ce chiffre exclut les enfants de moins de 16 ans.

(2) Bilan de l'accueil des réfugiés — août 1981 France Terre d'Asile.

(3) Le Monde, 2-3 août 1981, page 6, discours au centre de Transit de Châtenay-Malabry.

“Il y a une Pologne en terre française” titrait un grand hebdomadaire. Suivait un reportage sur “le bourg polonais” du Pas-de-Calais : Marles-les-Mines. Le tout illustré par des photos d’adolescents rigolards, le visage noirci, un casque de mineur sur la tête. C’était dans “Match”, en 1939.



PAS-DE-CALAIS : LES IMMIGRES VENUS DU FROID

Plus de quarante ans après, les gosses d’hier sont, bien sûr, devenus les “vieux” d’aujourd’hui. En voici quelques-uns d’ailleurs. Tous anciens mineurs ou “femmes de mineurs”. Ils forment la chorale du Millénium, fondée à Marles-les-Mines en 1966 (année du millénaire de la Pologne).

Et le Millénium, en ce samedi de neige et

de verglas, donne une représentation dans l’église Notre-Dame de Libercourt à l’autre bout du bassin minier.

Les hommes en costume et en cravate, les femmes en robe rouge et chemisier blanc. Edouard Papalski, le directeur, donne le “top-départ”. On chante en polonais, encore en polonais et puis en français, en latin...

On fait une pause pour entendre un

mini-récital d’orgue. Au clavier : Marc Adamczewski. Maigre, les cheveux bruns et longs, vêtu d’une veste de velours, une épaisse écharpe autour du cou. Pas un inconnu. Les gens se souviennent de son père, un enfant du pays minier, aujourd’hui professeur d’anglais à la Sorbonne. Marc termine, avec brio, le choral III de César Franck. La foule, où dominent les cheveux gris et les crâ-



Le terril, montagne de tous les mineurs du monde.

nes dégarnis, applaudit à tout rompre. De nouveau, place aux chanteurs et la soirée finit avec le “Petit Quinquin”.

Au dernier rang de la chorale on aperçoit Wadyslav Wawrzyniak. Le sourire aux lèvres, les épaules larges, il porte fièrement ses 63 ans.

Pour lui l’aventure française démarre en 1922. Ses parents déjà immigrés en Allemagne et pensant que la vraie vie se trouve ailleurs, décident de franchir le Rhin. Wadyslav a 4 ans. La famille s’installe à Marles. Le père travaille comme mineur, les enfants vont à l’école et apprennent le français. Un beau matin le garde des mines vient frapper à la porte des Wawrzyniak : “Votre fils a 13 ans, annonce-t-il, il faut l’envoyer à la fosse.” Wadyslav est aussitôt embauché au puits 2 bis à Marles.

Il se rappelle de ses débuts. “J’étais assez costaud, dit-il, je suis allé directement au fond, à l’abatage. Les plus frères, eux, commençaient au triage avec les filles.” Le jeune mineur fait partie des fameuses

“sociétés polonaises” : les scouts, le club de football, le théâtre dans la langue des ancêtres...

Les mineurs racolés en Allemagne

Puis arrive le temps du mariage et la mariée est, elle aussi, polonaise. 1939. Le consulat de Pologne lance un appel à la mobilisation des émigrés. “Je n’ai pas hésité un instant, raconte Wadyslav, puisqu’il fallait défendre la Patrie.” Il s’engage, en France, dans l’armée polonaise et part à la rencontre des troupes allemandes qui viennent d’entrer en Belgique...

En 1945, la famille Wawrzyniak choisit la nationalité française. Mais ses membres restent “français d’origine polonaise”. D’ailleurs Wadyslav, toujours fidèle au poste, continue d’animer les “sociétés”. Il dirige la JOC, les œuvres catholiques... Aujourd’hui, pensionné des mines et en semi-retraite militante, il chante encore “Un jour à Varsovie” à la chorale du Millénium.

Wadyslav Wawrzyniak ne se connaît plus de famille de l’autre côté de la ligne Oder-Neisse. Lui, né en Allemagne, n’a jamais mis les pieds en Pologne.

Des tranches de vie comme celle-là on en rencontre à foison dans la mémoire du bassin minier.

L’épopée des Polonais du Pas-de-Calais débute après la Première Guerre mondiale.

Avec la “Grande Guerre”, l’industrie minière du nord de la France a pris une sacrée claqué. Puits en partie abandonnés, installations détruites, sans oublier une forte hémorragie de la population active.

Or l’heure est à la reconstruction économique. Les Houillères embauchent, d’autant que les ouvriers belges, les immigrés d’alors, rentrent chez eux.

Les regards se portent aussitôt vers l’Allemagne. Les compagnies minières décident d’aller racoler les travailleurs polonais en Westphalie.

Les sergents recruteurs font des propositions alléchantes : logement et chauff-

fage gratuits, avantages sociaux divers. Les Polonais de la Ruhr ne tergiversent pas très longtemps. Bien sûr, on vient de recoler les morceaux de la Pologne et la plupart des exilés optent pour la jeune nationalité polonaise. Seulement, trouver un emploi dans la mère patrie relève du miracle.

Du coup les familles de mineurs décident de faire leur paquetage et prennent les routes de l'Ouest. Le Mayflower des enfants perdus de la Vistule accoste en gare de Toul. Depuis le centre de triage, les Français ventilent la main-d'œuvre ici ou là, en fonction des besoins. De 1922 à 1925, les années de l'exode portent par milliers vers le Nord Pas-de-Calais ces immigrés à la peau claire.

A Marles-les-Mines et dans les deux communes limitrophes, Callonnes-Ricouart et Auchel, les premiers arrivants s'entassent dans des campements de fortune. Petit à petit, l'alignement des petites maisons de briques remplacent les baraques insalubres. Puis, au beau milieu du coron, la compagnie construit une église, celle de la paroisse, polonaise, Sainte-Stanislas.

Il y a bientôt deux coron bien distincts. Sur les hauteurs de la ville, le quartier Sainte-Barbe, où vivent les Français. En contre-bas, sur Marles et Callonnes, le coron polonais, de loin le plus important.

Le billet de l'exil remplace le jeton de présence

En 1926, pour la seule commune de Marles, sur 13 000 habitants on compte 8 000 Polonais. A l'école Gambetta, bâtie en 1925, les gosses parlent français dans la salle de classe et polonais dans la cour de récréation. Et les parents ne s'en plaignent pas. Car la grande majorité reste convaincue que l'épisode français sera de courte durée. On va bien vite, pense-t-on, gagner de l'argent et pouvoir rentrer au pays.

Ainsi "en prévision du retour", Henri Pojda apprend le polonais jusqu'à l'âge de 10 ans dans une école confession-

nelle. Comme il se doit, Henri Pojda est aujourd'hui mineur à la retraite et Marlésien de nationalité française.

Dans les premiers temps de l'immigration, les contacts entre les deux communautés s'avèrent pour le moins difficiles. "Pour certains Français nous étions des Boches", raconte Stéphane Jembariski. Une cassure importante, même si le travail réunit la population. Les mariages mixtes semblent rarissimes pour ne pas dire introuvables dans les deux premières générations.

Une dernière vague de migrants arrive en 1929. Ceux-là viennent tout droit des zones rurales de la Pologne. Il leur faut tout apprendre, à commencer par le métier de mineur.

Car l'histoire des Polonais du nord se confond avec celle du charbon.

Les années 30, la crise économique.



A quelques kilomètres de Marles, le monument aux morts.

Pour régler les problèmes, le gouvernement Laval trouve une recette appelée à faire fortune. Elle se résume en une phrase : dehors les étrangers.

A Marles-les-Mines, un soir de l'année 1933, les mineurs remontent de la fosse et comme chaque jour échangent, avant de partir, leur lampe contre leur jeton de présence. Seulement ce soir-là, certains des Polonais, trouvent accroché à leur jeton un petit billet manuscrit : "Vous avez 48 heures pour quitter le territoire français avec votre famille. Un convoi vous attend à telle heure, à tel endroit." Direction, la Belgique ou l'Allemagne essentiellement.

La même scène se répète dix fois, vingt fois, cent fois...

Les victimes de ces départs forcés étant, en priorité, les "fortes têtes", les "meneurs"...

Puis vient la guerre et l'occupation. Le ravitaillement se fait de plus en plus rare. Dans les coron, on manque de tout. Et les Allemands exigent de plus en plus de charbon.

Henri Pojda se souvient de la grève de 1941. "Nous faisons la grève sur le tas au fond du puits. Les autres nous envoyaient des gamelles, du pain. Puis les Allemands sont descendus dans les fosses pour faire des arrestations."

Un quotidien français imprimé en polonais

"Très vite, explique Jean Wroblewski, aujourd'hui maire de Marles-les-Mines, les initiatives se sont politisées. Il y a eu des actes individuels de sabotage. Les gars inondaient les chantiers ou endommageaient le matériel."

Puis apparaissent les organisations de Résistance, les F.T.P., Libération Nord et les réseaux clandestins uniquement polonais.

Les sabotages deviennent des opérations de commando et les arrestations monnaie courante...

Après la Deuxième Guerre Mondiale, certaines familles décident d'en finir avec l'exil et de retourner au pays. "Beaucoup, dit le père Joseph, un prêtre

arrivé de Pologne en 1963, feront carrière dans le Nomenklatura du Parti et de l'Etat."

Presque tous ceux qui choisissent de demeurer en France prennent la nationalité française. Mais ils n'oublient pas pour autant leurs racines. Bien au contraire.

On lit "Narodowiec", le quotidien en langue polonaise de Michel Kwiatkowski, imprimé à Lens depuis 1924.

On écoute les émissions en langue polonaise que la radio française diffuse en ondes moyennes de 19 h à 19 h 30.

Les Associations font toujours recette. Bien plus, "il existait, dit Jean Wroblewski, une sorte de sous-section syndicale CGT où les réunions se déroulaient en polonais.

Une fois les décisions prises, quelqu'un traduisait les textes en français".

Mais pour la mine après l'ère des grands, vient celle de la décadence. Les autorités décident, méthodiquement, de fermer les puits jugés non rentables. Le naufrage économique du bassin commence en 1950, justement du côté de Marles-les-Mines.

Les mineurs se mettent en grève, occupent les puits. Rien n'y fait pourtant. La lente régression se poursuit. Inexorable. Le siège 2 (1) de Marles et Callonnes ferme en 1974. C'est la fin.

Les anciens partent en pré-retraite. Les jeunes cherchent du travail ailleurs. Ainsi Usinor-Dunkerque recrute une partie de cette main-d'œuvre.

Les jeunes échappent à une communauté qui prend le coup de vieux

Certes, un bon nombre de "reclassés", peu enthousiastes à l'idée de vivre dans les H.L.M. de Dunkerque, préfèrent conserver les acquis sociaux et continuer d'habiter, gratuitement, dans les logements des houillères.

Il n'empêche. Les familles se disloquent et les relations sociales qui rythmaient la vie du coron s'estompent petit à petit. La communauté "d'origine polonaise" a pris un bon coup de vieux.

Les mariages mixtes se sont multipliés. Les petits enfants des immigrés de "l'avant-guerre" ressemblent étrangement aux autres jeunes français des années 80.

Dans les organisations "franco-polonaises" il devient souvent difficile d'assurer la relève. "Il faut dire franchement, dit Boleslav Nataneck, président du Congrès des Polonais de France (2), que les jeunes nous échappent." Il pleut sur Marles-les-Mines. La neige se transforme en boue. Brouillard et ciel gris. On ne voit rien à plus de 10 mètres. Que reste-t-il de la petite Pologne du Pas-de-Calais ? De vieilles histoires que se



Sous le regard de Jean-Paul II, le Noël de Stefan Jembariski.

racontent les anciens ? Pas seulement semble-t-il.

Le CES Emile Zola, rue de Cracovie, à Marles-les-Mines. Un joyau de l'architecture scolaire de la dernière décennie. Seule marque distinctive : une sculpture signée Edouard Pignon (encore un enfant de mineur) balise l'entrée de l'établissement.

Au CES, l'année 81-82 est résolument placée sous le signe des ancêtres. En effet, professeurs et élèves se lancent pour plusieurs mois à la recherche des racines polonaises des Marlésiens.

Une vaste entreprise si on en croit Raymond Duchateau, le Principal du CES. Pour l'occasion on compte mobiliser le gros matériel : imprimerie, caméra, magnéscope, sans oublier la participation de Fréquence Nord et de Radio Artésia, une radio locale. Le tout couronné par une grande fête polonaise en fin d'année.

Le "projet Educatif" fait un peu office de révélateur. Derrière "un nom français" beaucoup se souviennent qu'ils ont un oncle, un grand-père ou, tout simplement une mère d'origine polonaise.

Surtout, de nombreux enfants racontent des souvenirs de vacances passées en Pologne. Ce qui frappe le plus les imaginations c'est le départ, plutôt pittoresque, la voiture chargée à ras bord de vêtements, d'oranges, de sucre ou de pommes de terre.

Patricia, élève de 3^e, se souvient d'une longue tournée de famille à Cracovie. Son impression dominante : "Là-bas, dit-elle, ils doivent se lever de bonne heure pour faire la queue devant les magasins."

La langue et les vacances comme dernière attache ?

Bon nombre d'enfants entendent encore parler polonais "à la maison". La tradition orale se transmet par les grands-

parents, mais aussi par les parents. Selon M. Duchateau, il existe toujours des mères d'élèves qui ne connaissent pratiquement pas le français. Il s'agit pour la plupart de femmes arrivées récemment de Pologne pour épouser un français d'origine polonaise.

Chez les jeunes, le moule de la scolarisation française ne suffit pas pour tout oublier.

Christine Drozdowski, une blonde aux yeux verts, née il y a 25 ans dans le coron, parlait d'abord polonais avant d'apprendre le français sur les bancs de l'école. Aujourd'hui étudiante à Lille, elle revendique son ascendance avec fierté et critique sévèrement ceux qui francisent leur nom. Passionnée de danse folklorique, elle a séjourné deux mois à l'université de Poznan en 1974. Patrick Godomski, 26 ans, paraît plus sceptique. Patrick, né à Marles, habite la cité H.L.M. du Bon Air, à deux pas du quartier Sainte-Barbe. Il enseigne l'anglais au CES Emile Zola. Lui aussi a fait le voyage de Pologne. La vie associative, pense-t-il, sert avant tout de lien entre les membres de la "communauté". Aussi, peu importe son contenu.

Or, les références culturelles des descendants d'immigrés datent en général de "l'avant-guerre". "On ignore presque tout, ajoute-t-il, du cinéma ou de la musique contemporaine polonaise." Même problème pour la langue. Là-dessus, Christine et Patrick se retrouvent d'accord. On parle dans la région une sorte de patois polonais du Nord de la France.

Aujourd'hui ce qui réunit les jeunes et les anciens ce sont les "événements" de Pologne. Le Congrès Polonais de France a lui-même organisé la visite de Lech Walesa dans le Pas-de-Calais le 18 octobre dernier. "Nous sommes allés l'accueillir", disent Josette Muzyk et Thérèse Kowalski avec encore des images plein les yeux. Elles se souviennent de ce beau dimanche et du repas, de la cuisine polonaise, qu'elles ont elles-mêmes servi au président de Solidarité. Cela se passait au pensionnat Saint-Casimir de Vaudricourt à quelques kilomètres de Marles-les-Mines.

Dimanche 13 décembre 81. Soleil et ciel bleu. Avant de quitter Marles je peux, enfin, admirer le paysage : des terrils, toujours des terrils... Je m'en doutais. Depuis le début de la matinée les radios balancent la même information : "Etat de siège proclamé en Pologne."

A 79 ans, le père de Thérèse Kowalski a toujours gardé la nationalité polonaise. Ce matin il écoute la radio, ce matin il pleure...

Christian VILLAIN

(1) Un Siège : un ensemble de puits de mine.
(2) Le Congrès des Polonais de France fédère plusieurs associations d'obsédience catholique.

Le chemin est si difficile pour aller à leur rencontre qu'à peine arrivé, on veut leur parler. Mais fidèles à leur règle de (sur)vie, les Indiens "aux pieds légers" feignent de nous ignorer.



LES TARAUMARAS OU LE DEFI DU SILENCE

Panalachi, cela veut dire "la montagne à visage humain". Le village tient en une rue que coupe un ruisseau. Une scierie, installée féodalement au sommet d'une colline, une église qui se veut futuriste, trois épiceries mal approvisionnées et des champs de maïs, constituent l'essentiel de l'agglomération. Un peu plus haut, à l'entrée d'un canyon, une dizaine de chalets sans fenêtre : c'est la première communauté

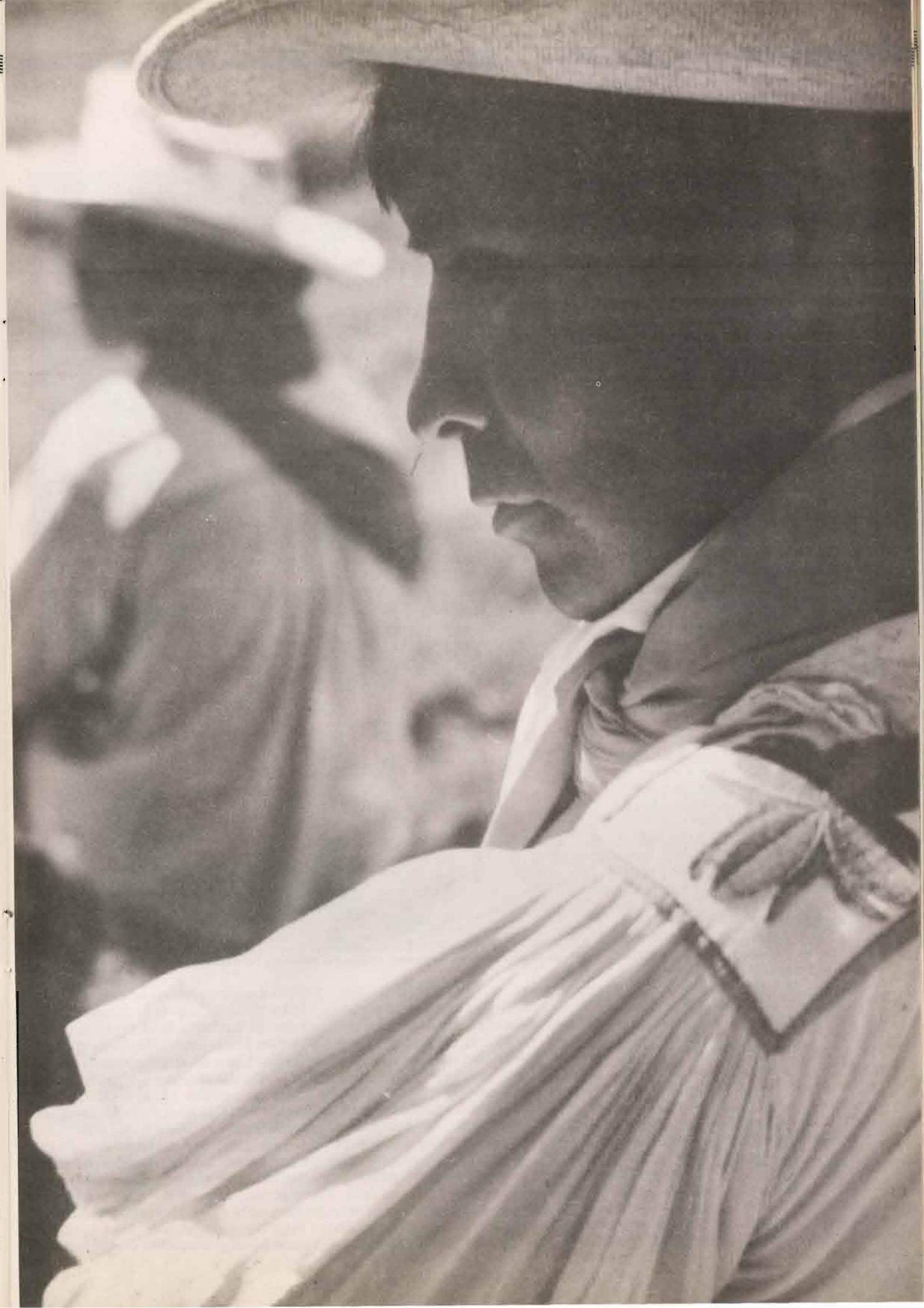
tarahumara que nous croisons. Les femmes et les enfants se cachent à notre approche. La nuit tombant, nous nous égarons dans des tourbières et, pour sortir de là, nous marchons à l'estime sur une maison à l'écart. Une lampe à kérosène tremblote dans l'encadrement de la fenêtre. Quelqu'un joue de l'harmonica. "Papa, il y a des gens qui viennent !" s'exclame un gamin. Malgré la fatigue, Marc qui m'accompagne, a la force de

plaisanter : "Tu ne m'avais pas dit qu'ils parlaient le français, les Tarahumaras...".

Les compatriotes sont étonnés et heureux de nous voir. Ils tombent sur nos gitanes comme dans un panier de cerises. Nous nous endormons sur le carrelage, vannés.

Le lendemain matin, nous laissons nos nouveaux amis à leur anonymat et à leur solitude. Ils y tiennent. Nous les verrons

LUC GIARD



peut-être au retour. Un villageois et son fils, qui porte un fusil en bandoulière, nous attendent. La mule, lestée d'une caisse de vivres et de nos affaires de bivouac, s'impatiente...

Après le vacarme du train et des camions qui nous avaient véhiculés depuis Mexico, c'est le silence. Il y a du ciel partout. Les raidillons rocaillieux semblent plus faciles qu'hier. Nous sommes dans la moyenne montagne, entre deux mille et trois mille mètres ; l'air est léger, la météo stable. Nous ne savons pas où nous dormirons ce soir. Qu'importe, nous n'avons qu'une seule et même idée en tête : les Indiens Tarahumaras. Nous ne savons rien d'eux.

Combien sont-ils ? 40 000 ? 50 000 ? 60 000 ? Quel est leur univers symbolique ? A quoi aspirent-ils ? Rien. Nous marchons.

Le chemin est soudain si abrupt que la mule rechigne. On la pousse en l'insultant. Elle passe. Nous serpentons dans la vallée d'un bras du Rio Conchos. A chaque boucle, il faut prendre le torrent à gué... Une fois, dix fois, c'est fastidieux. Vingt fois, c'est épuisant. Nous avons l'impression de progresser dans une grotte à ciel ouvert. Par chance, la gorge s'évase et l'horizon est banalisé de fumées domestiques. Les Tarahumaras, enfin ! Nous nous sentons tout à la fois heureux et bucoliques.

C'était trop beau... Peu avant la première habitation, un violent orage s'abat. La mule s'emballa. On sort les toiles plastiques. Avec armes et bagages, blottis les uns contre les autres, on attend que le grain s'éloigne.

On repart. A cent mètres de la maison, nous nous arrêtons et il faudra une bonne demi-heure avant que le Tarahumara qui bine son maïs (en feignant de nous ignorer), nous fasse enfin signe d'approcher. Désormais, nous abordons un monde d'un autre type, une civilisation lente, et le tourisme n'a pas sa place ici. Même l'ethnologie est de trop. D'ailleurs, que peut-elle, cette snob positiviste, face à une "tribu moléculaire" ? Qu'a-t-elle à dire de cet ordre généralisé et diffus ? Comment saurait-elle nous faire partager cette manière tarahumaras d'être paysan et montagnard sans tomber dans le discours folklorique ? Oui, il faut le dire, les Tarahumaras se prêtent mal au jeu discursif de l'ethnologie... Leur isolement, leur refus des contacts sociaux (ils ne serrent pas la main, ils l'effleurent en détournant les yeux), leur discrétion (qui est une timidité institutionnelle) vont bien au-delà de la seule résistance passive. Le père Neumann, qui a vécu cinquante-et-un ans dans la



Aller aux champs s'entend "en courant". Rompus par leurs compétitions où hommes (balles de bois au pied)...



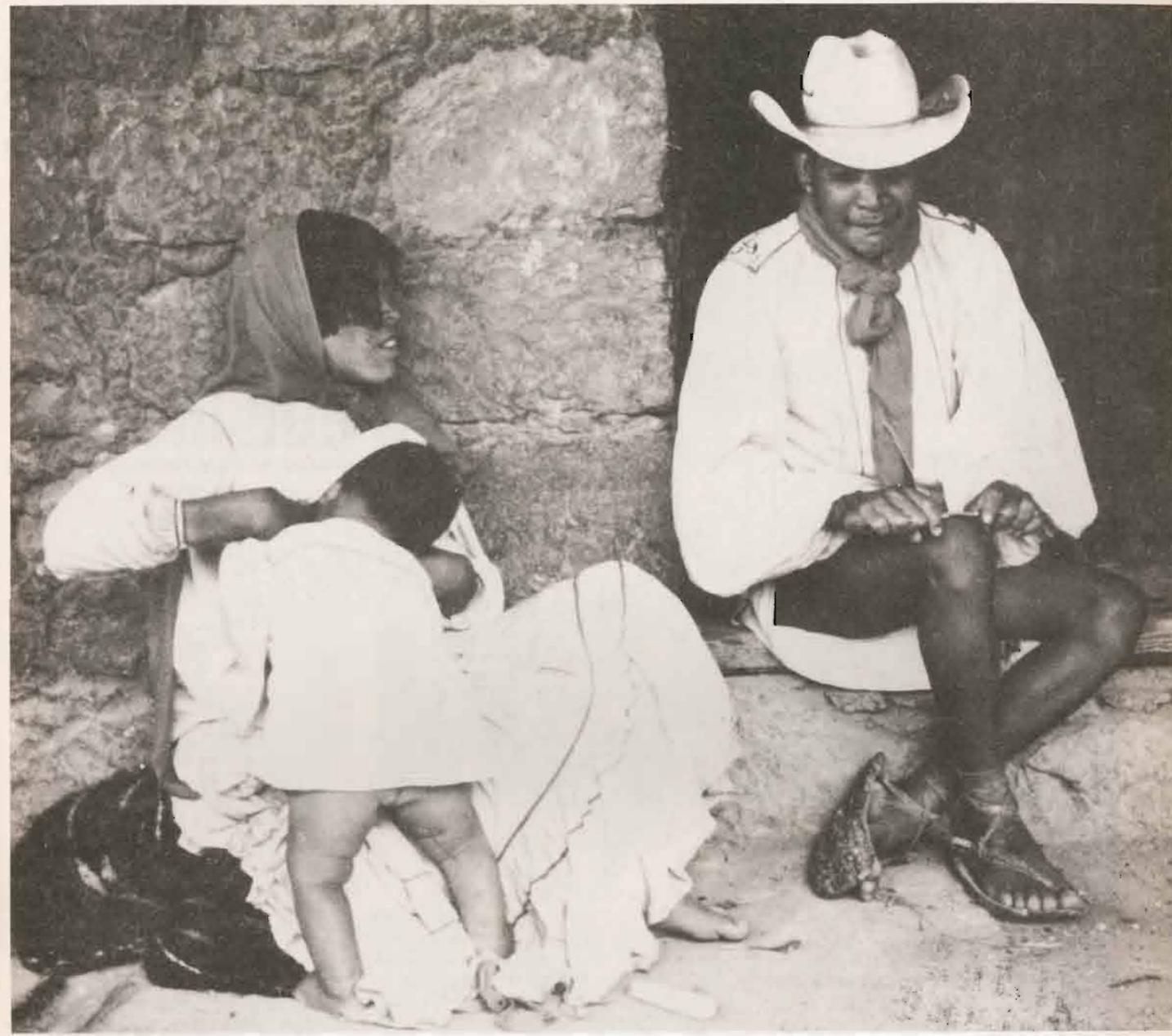
...et femmes (avec équilibre d'anneaux), rivalisent d'agilité, les Tarahumaras sprintent parfois 30 km par jour.

Sierra Madre, remarquait déjà en 1686 : "Ils sont ainsi faits que lorsqu'on leur ordonne quelque chose, ou bien ils ne le font pas, ou bien ils font le contraire." Même leur offrir des cadeaux semble un geste difficile, une impolitesse, parce que cela appelle une réciprocité indésirable... "Si un Tarahumara donne quelque chose à un autre Tarahumara, ce dernier prend un air vexé, il attend un moment, s'empare prestement du cadeau et se détourne." Ni adieu, ni merci. Cette fermeture qui confine à l'hermétisme, leur a valu l'injuste réputation d'être "un peuple au cœur de pierre". Il

vaudrait mieux y voir un sens aigu de l'intériorité, de la juste distance à l'autre, et le résultat de quatre siècles de colonisation, de brutalité et d'incompréhension. Cette société harmonique est aujourd'hui désaccordée, désunie. Autistique presque. Ou plutôt : encore stupéfaite de s'être fait voler ses montagnes sacrées... La surdi-mutité des Tarahumaras n'est qu'apparente. Si elle a provoqué la colère des pères jésuites, si elle donne le vertige à l'ethnologie et aux ethno-technocrates du Mexique moderne, n'est-elle pas l'arme adéquate ? Silence consterné ou protestation muette, c'est

tout un peuple qui fait le mort pour éviter d'être écrasé par l'Occident. Antonin Artaud, qui revint de chez eux comme égaré, écrit en 1937 : "Ils sont un défi à ce monde où l'on parle tant de progrès parce que, sans doute, on désespère de progresser." D'ailleurs, une fois rompu le silence de façade, une fois entre soi, c'est un bruit de ruche ! Au cours des beuveries rituelles (les tesguinadas) ou des cérémonies du peyotl, chacun s'exerce aux belles paroles. On célèbre le langage. Les quotidiens fusent et les rires aussi. Même les violons entrent en conversation, par dérision. Les enfants s'interpellent.

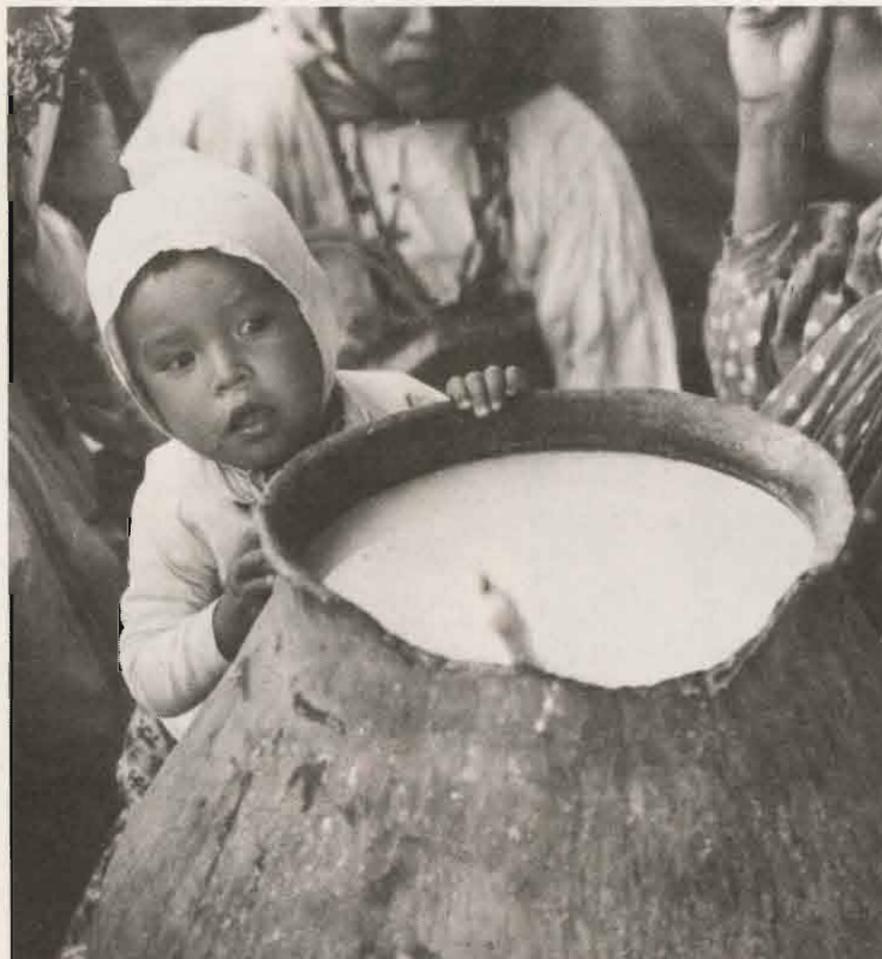
LUC GIARD



Ici le costume est l'habit.

Etrange résonance. Mais où les Tarahumaras "lents et craintifs", selon le poète Alfonso Reyes, ont-ils puisé tant de persévérance ? Nous allons de rancho en rancho. Partout le même fatalisme et la même dignité. Nous visitons quelques grottes habitées et les coups de flash du photographe n'éveillent aucun geste hostile, tout juste un peu de lassitude... Une femme apporte unealebasse de bière de maïs. Le liquide aigrelet nous ragaillardit. Thehuerichi, le dernier poste jésuite avant le Rio Conchos, se profile dans le soleil couchant. L'accueil des missionnaires n'est pas très

chaleureux. Une courte conversation polémique rétablit les rapports. Dans le fond, à part leur présence ici, nous sommes d'accord sur l'essentiel. A partir du XVIII^e siècle, et après de violentes révoltes, les Tarahumaras ont choisi de mettre la cape, comme disent les marins. Ils ont sauvegardé leur équilibre ethnique. Mais aujourd'hui, enfermés dans leurs canyons, ils ne peuvent plus fuir... Ils sont pris au piège. Partout, alentour, les métis dévastent la forêt et la désertification gagne du terrain. On peut imaginer le pire : le climat va changer et les Tarahumaras, incapables de s'adapter rapidement, vont dis-



LUC GIARD

La calabasse de bière de maïs.

paraître. Leur situation ressemble à celle des Indiens des plaines au siècle dernier, alors que les chasseurs de bison décimaient les troupeaux... Il ne s'agit pas d'ethnocide, ni de modernisation : nous assistons, impuissants, à un génocide à retardement. Comment enrayer ce processus ? Et comment faire valoir le droit des Tarahumaras à disposer d'eux-mêmes (sans paraître réactionnaire ou passéiste) dans un pays qui n'a qu'un programme et qu'une obsession : le progrès ?

Il n'est de bon voyageur que sarcastique... Sur le chemin du retour malgré le goût amer que nous a laissé notre visite, nous aurons l'occasion de rire un peu.

En effet, avec précaution, nous interrogeons les Tarahumaras sur les rites du peyolt. Tous en ont entendu parler, quelques-uns en ont pris, mais ce n'est pas une pratique courante dans la région. Nous insistons. Non, vraiment, il faudrait que nous allions plus au nord... C'est alors qu'Eusebio, notre

interprète, sort de sa réserve : "Moi, j'en ai pris quelquefois." Nous le cuisinons sous l'œil intéressé de son fils, qui a douze ans. "Oui, je me souviens...", dit-il, "il y a dix ans, lorsque j'étais bûcheron dans la Sierra et que je travaillais à la tâche, pour augmenter le rendement, nous mâchions des boutons de mescal. Ainsi "chargés", en deux jours, nous faisons le travail d'une semaine..." Bigre.

De retour des vallées fermées, en remontant des sentiers incertains, malaisés, nous suivons la mule comme des mules. Mécaniquement. Les Tarahumaras qui sont nominalement des Indiens "aux pieds légers", ne sont pas nos cousins... Tant mieux pour eux. Qu'ils vivent mille ans et mille plateaux !

Nous retrouvons le train. Dans nos bagages, il y a un violon de bois blanc... Les Mexicains le regardent avec un air d'envie. Il est Tarahumara ? Combien vous l'avez payé ? Ah, il y a une queue de crotale à l'intérieur ? Vous savez en jouer ? Nous répondons à chaque ques-

tion un peu étonnés d'être à notre tour des sujets de curiosité.

A San Juanito, un vieux Tarahumara est monté dans notre wagon. Personne ne lui a parlé.

Jacques MEUNIER

Jacques Meunier est l'auteur du "Chant du Silbaco" et des "Gamins de Bogota".

Odeurs de cuisine

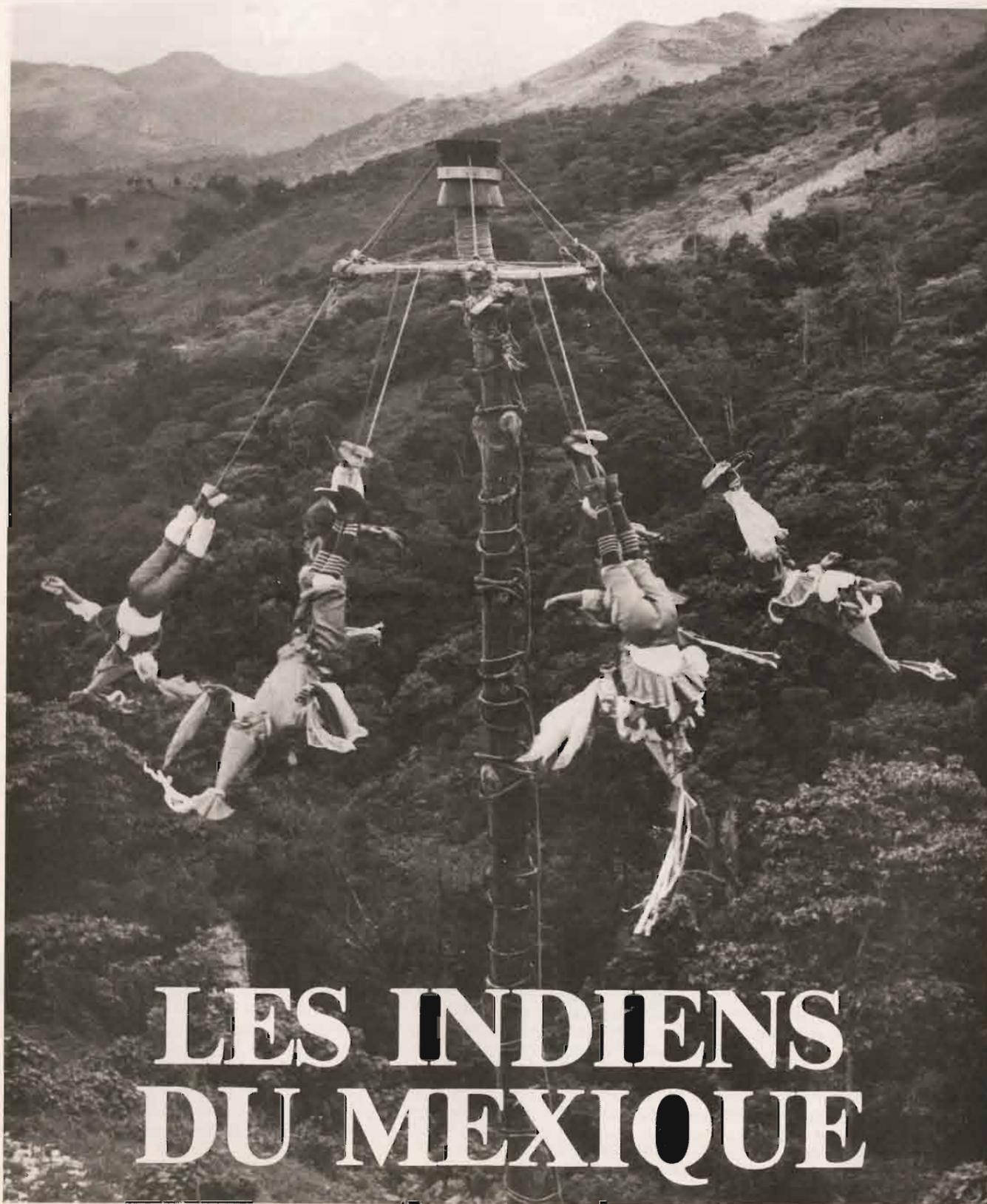
BOEUF AU CHILI

Ingrédients :

- 700 g de bœuf,
- 500 g de tomates,
- 100 g d'oignons,
- 50 g de matière grasse (graisse ou huile),
- sel,
- poivre noir,
- 1/2 litre d'eau,
- 5 g d'ail,
- 1 poivron vert,
- 2 cuillerées à bouche de chili,
- 500 g de haricots noirs cuits à l'eau salée,
- 15 g de farine,
- 10 g de cumin,
- Préparation : 30 mn
- Cuisson : 1 h 30.

Couper la viande de bœuf en petits morceaux. Faire chauffer la graisse dans une cocotte ; y faire dorer la viande. Ajouter les oignons et l'ail hachés finement, saler, poivrer. Puis mettre le piment coupé en lanières, les tomates coupées en petits morceaux, le chili. Mouiller avec l'eau et cuire à couvert à feu doux et régulier pendant une heure et demie. Ajouter les haricots noirs (ou rouges à la rigueur) qui ont été cuits à part, une demi-heure avant la fin de la cuisson. Enfin, un quart d'heure avant de servir, réduire en poudre le cumin, le mélanger avec la farine, délayer avec un peu du liquide de cuisson de la viande et faire le mélange dans la cocotte (15 minutes d'ébullition régulière). On accompagne ce plat d'une bouillie de farine de maïs.

Les autorités gouvernementales nomment les "présidents" de villages, mais la communauté indienne n'obéit qu'au "gobernador" descendant spirituel de l'ancien "tlatoani".



LES INDIENS DU MEXIQUE

Le Mexique d'aujourd'hui exerce toujours la même fascination sur les Européens, comme il le fit naguère sur Cortès et ses "conquistadores". Les cités, les temples et les palais des civilisations aztèque et maya voient continuellement défilier en masse les touristes venant admirer ces merveilles, témoignages du degré élevé de civilisation qu'avaient atteint les Indiens, un jour de l'an 1517, lorsque Cortès débarqua sur les côtes de Yucatan.

1 Où sont les Indiens ?

Aujourd'hui, nul Indien n'habite plus ces lieux et le touriste qui parcourt les artères de Mexico et des autres grands centres urbains mexicains cherche pratiquement en vain les descendants des Aztèques. Pourtant, à Mexico, ce n'est pas Cortès qui trône au milieu de la belle plaza du centre du Paseo de la Reforma, mais Cuauhtemoc, le dernier héros de la lutte contre les Espagnols. Le Mexique mérité est fier de son passé indien. Cuauhtemoc est plus grand que Cortès. Mais, les Indiens sont absents, tout au moins aux yeux du touriste étranger.

Il n'en voit que quelques-uns sur les places des marchés, offrant de modestes denrées ou tissages. Il en voit d'autres, dépenaillés, à Mexico ou dans les grandes villes "où ils constituent un sous-prolétariat urbain ; ils finissent par se confondre avec la foule anonyme des déshérités". (1) S'il n'était pas un touriste, il pourrait aller voir, aux portes de la capitale, l'immense bidonville "Nezual Coyot", où vivent trois millions de déshérités parmi lesquels les Indiens sont nombreux. Pour ceux-là, Mexico est lointaine et inaccessible.

Mais, de toute évidence, il est clair que ces Indiens urbanisés sont très loin de constituer l'essentiel des sept millions d'Indiens qui peuplent le Mexique.

2 Qui est Indien ?

Ce pays a une démographie galopante. Qu'on en juge : la population du Mexique a doublé entre 1950 et 1975, passant de 25 millions d'habitants à 50 millions. Aujourd'hui, elle atteint presque 70 millions et elle continue d'augmenter à la cadence de 2 millions et demi supplémentaires de personnes par an ! Ceci pose de très gros problèmes dans un pays où le chômage est élevé et où l'agriculture n'a jamais été portée au niveau des besoins. Le Mexique qui devrait être un grand pays agricole importe une grande part de son alimentation et 35 millions de Mexicains sont mal nourris, parmi lesquels 19 millions sont en état de malnutrition.

Le Mexique est un pays de métissage, peuplé par 85 % de métis.

Au milieu du XVII^e siècle, 120 ans après l'arrivée de Cortès, il y avait au Mexique, selon Eric Wolf, 130 000 métis, 1 270 000 Indiens, 120 000 Blancs, plus un "certain nombre" d'esclaves noirs.

Comme dans toute l'Amérique dite "latine", le contact entre les deux peuples, espagnol et indien, se traduisit par une chute vertigineuse de la population indigène. Disette, répression, travaux forcés, mais surtout les maladies apportées par les Européens, contre lesquelles les habitants du nouveau-monde ne jouissaient d'aucune immunité biologique, ayant vécu en circuit fermé depuis le paléolithique, firent périr 90 % de la population indigène du Mexique dans le courant du XVI^e siècle.

A la fin du XVIII^e siècle, on comptait 5 200 000 Indiens et 2 270 000 métis, ce qui montre l'augmentation rapide de la population métisse. Aujourd'hui, celle-ci est de 60 millions au moins, tandis que les Indiens ne sont que 7 millions au

plus. Le gouvernement mexicain, quant à lui, évalue les Indiens à 4 millions seulement, soit une stagnation depuis une dizaine d'années, ce qui n'est pas vraisemblable.

Ce qui est réel, c'est la difficulté de dénombrer les Indiens, à cause de leur dissémination et, parce qu'ils habitent dans des régions écartées, d'accès difficile. Le chiffre estimé de la population indienne dépend aussi des critères utilisés pour définir l'Indien. Le gouvernement mexicain, lui, ne retient que le critère linguistique. Si on se base sur d'autres critères largement utilisés par les anthropologues et qui sont conformes à la définition de l'Indien établie par le second Congrès Indigéniste inter-américain de 1949, "comme la conscience d'appartenir à une communauté différente de la communauté nationale par ses côtés culturels et sociaux, même s'il y a eu certaines influences au contact des étrangers ou si on a abandonné la vie au sein de la communauté", suivant ces critères on obtient un chiffre presque double du chiffre officiel, soit environ 7 millions. Nous le retiendrons, car il est très probablement le plus proche de la réalité.

3 La découverte de l'Indien

Le touriste ordinaire voit peu d'Indiens au Mexique, parce qu'il reste trop souvent trop près des grandes voies routières. Il faut en général, pour les atteindre, aller au bout de sentiers tortueux et continuer souvent en suivant des pistes en terre battue : "Là où le terrain est aride, là où les massifs montagneux sont les plus abrupts et les vallées étroites, là où les pluies violentes de l'été arrachent au sol sa mince couche fertile, là où s'achèvent les bonnes terres cultivables, là vivent les Indiens." (2) Sur ces espaces sont disséminés les Indiens de 54 ethnies existantes aujourd'hui, parlant presque autant d'idiomes, alors qu'ils en utilisaient au moins 150 dans le Mexique pré-colombien.

A quelques exceptions près, les conditions de vie des Indiens sont plus ou moins les mêmes dans les diverses régions du pays. Ils sont des paysans pauvres qui cultivent sur leurs petits lopins de terre ou des terrains appartenant à leur communauté, le maïs, les haricots, les courges ou le piment. Tout cela à l'aide d'instruments aratoires primitifs : l'araire, la houe et un long bâton pointu pour les semailles. Suivant les régions, ils élèvent le mouton pour sa laine (ils ne consomment pas la viande) ou chassent, pêchent et pratiquent la cueillette. Le travail productif est organisé par familles, car la presque totalité des produits est destinée à la consommation familiale.

L'économie indienne est une économie de subsistance. Les rares animaux d'élevage, moutons, porcs, dindes et bovins, et parfois les rares excédents de leur production leur permettent d'acheter hors de leur communauté du sel, du sucre, des outils, ainsi que des tissus et des perles et d'autres choses nécessaires à leur artisanat. Mais leur économie n'est jamais auto-suffisante et les Indiens sont obligés, pour compléter leurs maigres ressources, de chercher du travail en dehors de leur communauté, dans les immenses "haciendas" des riches métis, qui peuvent être des plantations de canne à sucre, de cacao ou de café, suivant les régions.

Ainsi, les Tzotzil et Tzeltal et d'autres Mayas du Chiapas, enrichissent par leur travail les gros propriétaires des plantations de café de la région du Soconusco. Les Nahuatl et les Totonacas de la Sierra de Puebla se louent en grand nombre pour la pénible récolte du café, les Chontal pour celle du cacao dans les plantations de Tabasco, les Yaqui sont engagés par les riches possédants de Sonora pour la culture du coton et du blé. Quant aux Huicol et Cora, ils sont obligés pour subsister, d'aller travailler comme "peones", sur la côte du Pacifique, lors des récoltes du maïs et du tabac. Une quantité importante d'Indiens participent même aux exodes périodi-



LE DIASCORNI/VIVA

ques vers les Etats-Unis, avec les ouvriers agricoles, les "braceros". Ils constituent donc un inépuisable réservoir de main-d'œuvre à bon marché.

Depuis quelques temps, ils viennent grossir les rangs du sous-prolétariat urbain. Si un isolement relatif leur a permis de conserver un certain niveau d'autonomie culturelle, sur le plan économique, ils ne sont malheureusement pas indépendants et sont soumis au système national dans lequel ils représentent la couche sociale la plus défavorisée.

Cette vulnérabilité économique fait d'eux des proies faciles pour les "hacienderos" et les gros planteurs. Ils sont le plus souvent engagés suivant le système de l'"enganche" qui consiste à avancer au travailleur, dès l'embauche, une certaine somme d'argent, ce qui permet à celui-ci de vivre, mais qui le lie d'emblée au domaine. D'où le vol et les abus de la part de l'employeur qui assortit son "prêt" d'intérêts dont le taux et les variations de celui-ci sont laissés à son entière volonté. "Cinq que je te donne, cinq que tu me dois et cinq que tu me rends, ta dette est de 15 pesos", ce très ancien dicton populaire définit encore aujourd'hui l'"enganche".

4 L'habit ne fait pas l'Indien

Les Indiens sont disséminés sur l'ensemble du territoire mexicain et constituent une mosaïque complexe de petites communautés qui, bien que présentant de nombreux éléments culturels communs, forment néanmoins des groupes politiques et religieux indépendants. Ces communautés ont des dialectes différents, des rites, des croyances, des structures sociales et des habitudes vestimentaires particulières.

Les Indiens ont le teint basané, les yeux noirs, les cheveux noirs et raides, une faible pilosité. Leur taille est variable suivant les groupes : les Seri, par exemple, mesurent en moyenne

1,73 m, les Cora et les Huicol 1,65 m, alors que les Lacandons, comme la plupart des autres groupes Maya, n'atteignent pas 1,60 m.

Les habitations des Indiens sont pauvres, cabanes ou maisons en adobe (3) ou en pierre, ne comportent en général qu'une pièce unique, sans fenêtre, avec une entrée basse et un sol de terre battue. Le centre est occupé par le foyer et les Indiens s'éclairent à l'aide de torches de pin "ocote". Ils dorment à même le sol, sur une natte. On trouve dans toute habitation indienne le "metate", mortier en pierre pour mouler le maïs, et le "comal" plaque ronde en terre cuite sur laquelle les Indiens font cuire les "tortillas", galettes de maïs qui sont leur pain quotidien. On trouve souvent à proximité de la maison, ou accolée à celle-ci, la hutte pour le bain de vapeur purificateur, coutume qu'ils ont en commun avec les Indiens des plaines des Etats-Unis.

La "tortilla" est la base de l'alimentation de l'Indien. Farcie, la "tortilla" s'appelle le "taco". Farcie et frite, elle devient une "enchilada", très piquante, car, comme son nom l'indique, elle contient beaucoup de "chile" (piment). Le "chile", très riche en vitamines, est omniprésent dans la cuisine. Comme dans les temps anciens, les haricots et les courges complètent l'alimentation de base de l'Indien, avec, suivant les régions, les produits de la chasse et de la pêche. Parmi les plats les plus courants, on trouve les différentes variétés de "tamales", mélange de farine et de graisse souvent farci avec des haricots, le "pozole", consommé à base de grains de maïs et, les jours de fête, de morceaux de viande.

Les boissons les plus appréciées sont l'"atole", épais breuvage à base de farine de maïs et le "pinole" fait de farine de maïs délayée dans de l'eau sucrée. Les boissons alcoolisées sont surtout consommées au cours des fêtes, des rites, comme on le verra plus loin.

Si les ustensiles habituels sont assez primitifs, en métal, en terre cuite ou fabriqués avec des Calebasses, les pièces et les



Les Indiens Tzotzil, du groupe maya chiapas, vêtus de leur chamarro.

accessoires de leur habillement sont, par contre, richement ornements. Les femmes portent de belles blouses et des "hui-pil", brodées, les hommes arborent des ceintures et des bourses ornées parfois de motifs anciens. Le châle "rebozo" et les différents types de "sarape" (4) sont postérieurs à la conquête. Le type d'habillement varie suivant les régions. Dans le sud, chez les Tzotzil et les Tzeltal du Chiapas, les hommes portent le "chamarro", pièce d'étoffe de laine rectangulaire comportant au centre une ouverture longitudinale destinée à passer la tête. Les deux pans couvrant l'avant et l'arrière du corps sont d'égale longueur et s'arrêtent généralement au genou. Le "chamarro" est serré à la taille par une ceinture brodée.

Dans le centre du Mexique, le vêtement est en général celui avec lequel le cinéma nous a familiarisés : blouse et pantalon blancs, chapeau à larges bords pour les hommes, corsages brodés et multiples jupes et jupons pour les femmes. Dans le nord, les Yaki, Seri et Tarahumara ressemblent beaucoup à leurs cousins Apache et Navajo de l'autre côté de la frontière des Etats-Unis et les hommes ne dédaignent pas les chemises bariolées, blue jean, bottes et chapeau texan en paille. Mais ils retrouvent les habits traditionnels pour les cérémonies rituelles et religieuses. En général, dans tout le pays, les femmes et les enfants vont pieds nus, tandis que les hommes portent des sandales, les "huaraches", dont la semelle est, soit en cuir, soit, actuellement, en pneumatique. L'Indien se déplace à pied la plupart du temps, et n'utilise le mulet que pour le transport des marchandises très lourdes. Habituellement, les charges sont portées à dos d'homme, à l'aide d'un bandeau frontal, le "mecapal". Les femmes portent leurs jeunes enfants dans le dos, à l'aide d'une large bande de tissu.

5 Deux maires pour un village

Si les ethnies indiennes sont sous le contrôle du gouvernement central du Mexique, leur vie communautaire dépend des autorités civiles et religieuses locales éluës selon les coutumes traditionnelles. Du moins en théorie, car les "présidents" des mairies de villages sont imposés par les autorités gouvernementales. Autant dire que, généralement, c'est la corruption qui est aux commandes. Ces "présidents" sont secondés par deux conseillers, deux conseillers suppléants et un syndic municipal. Mais certaines communautés, comme celle du Chamula Juan Perez Jolote (5), ont une seconde mairie sans existence légale, dont les fonctions sont liées à l'organisation religieuse de la municipalité. Le chef suprême dans la hiérarchie civile est le "gobernador", successeur de l'ancien "tlatoni" indigène qui fut appelé "cacique-gobernador" au temps de la colonie. Les autorités religieuses comprenant plusieurs dignitaires chargés du culte des saints et des dieux. Les vieillards font partie du Conseil des Anciens qui préside aux destinées de la vie communautaire. Les hommes "choisis" pour une charge, qui dure en général un an, doivent prêter leurs services sans percevoir la moindre rémunération. Ce qui explique le peu d'empressement que montrent certains villa-

geois de Chamula (6) à accepter ces charges et qu'on soit parfois amenés à les y contraindre.

Dans la plupart des communautés, les autorités vivent dans le village qui est le centre politico-culturel, tandis que le reste de la population est dispersé sur un vaste territoire. Cette organisation rappelle celle des "cités" sacrées du Mexique pré-colombien.

6 Le confort indien

Pour l'Européen, les Indiens semblent vivre dans un confort assez précaire. C'est peut-être vrai par rapport au nôtre, et si on considère qu'il est indispensable. Mais l'Indien est né dans ce milieu et, s'il est resté dans sa communauté, il n'a jamais comparé avec notre manière de vivre. De plus, lorsqu'il en est sorti, il a été condamné à la sous-prolétarisation et à la clochardisation par une société pleine de préjugés à son égard. Il est victime d'une discrimination culturelle et sociale de la part de la classe dominante des "ladinos" (7). Le mot "indio" ou "indito" est toujours péjoratif, insultant et il est synonyme de faiblesse, incapacité, fatalisme, manque d'amour propre. On dit l'Indien triste, taciturne, sans volonté, voleur, alcoolique, ennemi du "progrès", et, à son égard, on éprouve mépris ou pitié condescendante. En réalité, il aime son travail, il est honnête, humble et digne à la fois, mesuré et discret. Il possède des sentiments ethniques forts, comme l'honnêteté, le souci de la vérité, la responsabilité face aux devoirs et aux obligations, le respect de la parole donnée.

En réalité, l'Indien possède un confort : c'est un confort culturel, un confort religieux. C'est un confort moral, social, qui a la priorité sur le confort matériel. C'est ce qui lui a permis de survivre à travers la conquête, l'exploitation coloniale et l'assimilation qu'on tente encore de nos jours de réaliser dont le synonyme est uniformisation et disparition.

C'est une civilisation très proche de la nature, avec beaucoup de rituel qualifiée souvent de magique. Toute la vie de l'Indien est dominée par la religion qui régit tous les aspects de son existence quotidienne, les activités agricoles, les danses, les fêtes.

L'effondrement brutal des sociétés pré-colombiennes fut une catastrophe pour l'univers culturel indien. Coupés de leur passé, de leurs temples et de leurs idoles détruits, les Indiens ne furent capables que de sauver et maintenir les traditions et le langage, préservant ainsi l'identité du groupe. Face à cette situation, les conquérants utilisèrent une de leurs armes idéologiques les plus efficaces, la conversion au christianisme, afin d'intégrer les indigènes américains et de pouvoir mieux les dominer. Mais les missionnaires ne parvinrent pas à déraciner des croyances héritées d'un passé millénaire. Après de premiers affrontements violents, les deux religions se modifièrent réciproquement pour aboutir à une juxtaposition où coexistent les dieux "païens" et les saints chrétiens, dans un inextricable mélange de rites, de pratiques et de croyances.

Le synchrétisme est si profond qu'il est difficile de distinguer ce qui vient des âges lointains et les apports plus récents.

Par exemple, voici comment l'Indien Chamula (Tzitzil) Juan Perez Jolote, un Indien contemporain, décrit l'image du Christ dans une église de son village, expliquant ce qu'il signifie pour lui et ceux de sa race : "Celui qui se trouve dans le coin, c'est le seigneur San Manuel ; on l'appelle aussi San Salvador ou San Mateo ; il montre, il enseigne comment on meurt sur la croix, pour nous montrer comment vénérer... Avant la naissance de San Manuel, le soleil était aussi froid que la lune. Sur terre, il y avait des "pukules" (8) qui mangeaient les gens. Le soleil s'est mis à chauffer quand l'Enfant-Dieu est né, le fils de la Vierge, le seigneur San Salvador." (9).

L'Indien ne vénère pas particulièrement Dieu le père. Par contre, la dévotion au Christ est très fréquente et très constante. Mais, c'est peut-être un héritage des religions pré-hispaniques. "En effet, à l'arrivée des Espagnols, presque toutes les divinités masculines étaient des dieux-fils, comme Hiutzilpochtli, le "guerrier du sud"... La naissance de Huitzilpochtli offre plus d'une analogie avec celle du Christ : lui aussi fut conçu sans contact charnel ; le messager divin est là aussi : un oiseau qui laisse tomber une plume dans le sein de Coatlicus ; enfin l'enfant Hiutzilpochtli doit échapper à la persécution d'un Herode mythique." (10).

L'Indien vénère le Christ parce qu'il trouve en lui l'image de son propre destin. Il se reconnaît de même en Cuauhtémoc, le jeune empereur qui va à la rencontre de Cortès, c'est-à-dire du sacrifice final, pour tomber en héros. Et l'Indien attend toujours sa résurrection.

Le symbole opposé, mais complémentaire, c'est Dona Malinche (Dona Marina, pour lui donner son nom chrétien), la maîtresse indienne de Cortès, qui se donna volontairement à lui. Bien que celui-ci l'ait abandonnée dès qu'elle ne lui fut plus utile, le peuple mexicain ne lui pardonne pas sa trahison, comme l'enfant ne saurait pardonner à sa mère qui s'écarte de lui.

Quant à la mère, elle est la quatrième figure de la Triade. Ce n'est un secret pour personne que tout le catholicisme mexicain se concentre sur le culte de la Vierge de Guadalupe. Or, c'est une Vierge indienne, qui est apparue à un Indien, Juan Diego, en 1531, sur une colline qui possédait jadis un sanctuaire dédié à Tonantzin, "notre mère", déesse de la fertilité pour les Aztèques. La déroute des dieux masculins lors de la Conquête a provoqué chez les fidèles une sorte de repli vers les antiques divinités féminines. "La Vierge catholique est aussi une Mère (certains pèlerins la nomment même Guadalupe-Tonantzin), mais son attribut majeur n'est pas de veiller à la fertilité de la terre : C'est d'être le refuge des désemparés... La Vierge est la consolation des pauvres, le bouclier des faibles." (11) Elle a présidé à presque tous les mouvements de révolte qui ont ébranlé le pays.

Le polythéisme pré-hispanique se perpétue dans la multitude des images saintes adorées comme de véritables divinités et derrière lesquelles vivent encore les grands dieux païens : le Soleil, le Feu, l'Etoile du Matin, les divinités du Maïs, de l'Eau, de la Terre et de la Végétation.

Les anciennes divinités n'ont pas complètement disparu. Le Dieu-Jaguar des Olmèques a survécu chez des peuplades Maya. Ailleurs, les divinités astrales sont toujours vénérées ; le vieux dieu du Feu continue de brûler au centre des maisons, les divinités agrestes veillent sur la vie de la Plante Sacrée, le Maïs. Les terribles divinités de la Nuit et d'innombrables esprits malféfiques ou bienfaisants hantent toujours les forêts et les grottes, les sources et les montagnes.

7 Le peyotl ou l'ivresse sacrée

De nombreuses autres survivances des croyances pré-hispaniques subsistent dans la vie quotidienne de l'Indien

d'aujourd'hui et, par exemple, c'est dans les rêves que les "curanderos" (12) apprennent souvent l'origine des maladies et les traitements magiques pour les guérir. Il y a encore des pierres divines et des épis de maïs qui parlent. Les oracles sont rendus par les statues des saints qui ont naturellement hérité du pouvoir des idoles Maya.

Certains peuples connaissent les vertus et l'usage des herbes et des plantes médicinales, mais il ne reste malheureusement que peu de choses de l'extraordinaire pharmacopée qui émerveilla les premiers européens.

La plante qui joue toujours un rôle prépondérant chez certains peuples, surtout les Huicol et les Tarahumara, c'est le "peyotl". C'est une plante sacrée qui faisait l'objet d'un culte fervent dans les époques pré-colombiennes. C'est un petit cactus sans épines qu'on trouve dans les espaces désertiques du Zacatecas ou du Chihuahua. Son ingestion, directe ou après l'avoir réduit en poudre et mélangé à l'eau, crée une transe extatique. Les Indiens le consomment pour entrer en communication avec les dieux pendant certaines cérémonies, mais ils en prennent très peu. Seul le "shaman" (13) utilise le peyotl régulièrement afin de rester en contact avec les dieux. Les Pères espagnols du XVI^e siècle virent d'ailleurs dans cette consommation rituelle une cérémonie analogue à celle de la communion chrétienne. On parle beaucoup du peyotl, et très souvent pour le dénigrer.

On oublie que, derrière cette consommation, il existe toute une philosophie très structurée sur laquelle s'appuie l'existence de tout un groupe. Le peyotl est l'un des facteurs les plus importants de la transmission d'une culture qui a permis aux Indiens de survivre. C'est à travers le pouvoir de ce petit cactus hallucinogène qu'Antonin Artaud a voulu comprendre la connaissance et la sagesse des Tarahumaras (14).

Les Huicol accomplissent chaque année un pèlerinage rituel long et pénible au désert de San Luis Potosi où ils vont cueillir le peyotl. Sa consommation a surtout lieu pendant les fêtes destinées aux morts. Assimilé à un demi-dieu appelé "Jikuri", il aide, grâce à son pouvoir surnaturel, l'âme du mort à monter au ciel. Les Huicol célèbrent la fête de Jikuri en général en avril-mai. C'est la fête de la libération et de l'ivresse sacrée, et durant trois jours et trois nuits les Huicol font un usage impressionnant de peyotl et d'alcool.

Le "pulque" et les autres boissons alcoolisées tirées des agaves, l'alcool de canne à sucre ou de maïs, le "tesguino", bière de maïs, sont, avec les pétards, la musique et la danse, les éléments fondamentaux d'une fête. L'alcool marque aussi tous les aspects de la vie de l'Indien. Ainsi, Juan Perez Jolote (15) doit offrir de l'eau de vie au Président lorsqu'il veut se marier. Ses parents en offrent à ceux de sa fiancée lorsqu'ils donnent leur accord pour le mariage et Jolote doit faire de même le jour de son mariage. Les accusés doivent offrir de l'alcool au Président qui va rendre la justice et, comme punition, ils doivent encore lui en donner. Jolote doit remettre de l'eau-de-vie au premier adjoint lorsque celui-ci lui remet sa charge d'adjoint. Lorsqu'il tombe malade, l'"ilol" (16) lui prescrit de l'alcool pour se soigner ; pour finir, lorsqu'il accède à la distinction d'"alferez" (17) de la Vierge du Rosaire, il peut vendre de l'alcool, et comme ses clients lui en offrent, il finit par sombrer dans l'alcoolisme ! Enfin, l'alcool est encore à l'honneur lors des naissances, des cérémonies religieuses et des rites funéraires.

8 La fête, violente, acide et pure

Autrefois, les Indiens célébraient un grand nombre de fêtes et de rites en l'honneur des dieux et des divinités. Aujourd'hui, les dieux continuent de réclamer sans cesse des fêtes, des

offrandes, des sacrifices, des pèlerinages en échange de leurs faveurs. Les Indiens continuent donc de procéder à des célébrations religieuses que leur synchronisme fait coïncider avec celles du calendrier catholique : Pâques, la Fête des Morts, les festivités de la Vierge de Guadalupe, de Saint André, de Saint Joseph, de Saint Antoine et d'une quantité de "santos" patrons de différents villages et communautés auxquels ont été transmis les privilèges des dieux "paiens" et qui ont droit chacun à leur fête. C'est à cette occasion que les Indiens retrouvent les traditions sacrées de leurs ancêtres. On voit resurgir les danses de l'époque pré-colombienne mêlées à d'autres danses d'origine hispanique : la danse du Cerf chez les Yaqui, la danse du peyotl chez les Huicol, les danses qui ont lieu au cours des "mitotes" Cora, Tepehuan et Tarahumara, la "danse du feu" chez les Chamula, et, chez les Nahua et les Tonaque, celles des "Quetzales", des "Guaguas" et le vol lent et majestueux des "Voladores" qui planent, tels de grands oiseaux bariolés et enrubbés autour d'un mât auquel les relie une corde fixée à leurs chevilles, à quarante mètres de hauteur.

"La variété des décors, la richesse des chorégraphies, les rituels complexes des fêtes indiennes contrastent avec la simplicité et la pauvreté de leur vie. Une partie importante du patrimoine folklorique du Mexique moderne a ses sources dans l'univers des Indiens." C'est ainsi que le poète mexicain Octavio Paz a pu, à juste titre, écrire : "L'Art de la Fête, avili presque partout, se conserve intact chez nous. En peu d'endroits du monde, on peut vivre un spectacle semblable à celui des grandes fêtes religieuses du Mexique, avec leurs couleurs violentes, acides et pures, leurs danses, leurs cérémonies, leurs feux d'artifices, leurs costumes insolites." (18).

9 La lutte pour l'avenir

L'Indien a survécu à toutes les dominations, humble, obstiné, digne. Malgré toutes les tentatives pour le faire disparaître, il a su préserver et maintenir ses traditions, sa culture et son langage, préservant ainsi son identité. Depuis le début de ce siècle, jusqu'à aujourd'hui, la société au pouvoir a continuellement cherché à réaliser l'intégration culturelle et linguistique des Indiens, l'"homogénéisation" étant jugée comme la seule alternative pour le développement du pays. Cette volonté implique nécessairement la destruction systématique de la personnalité culturelle des groupes ethniques.

La politique mise en œuvre par l'Institut National Indigéniste (I.N.I.) est bâtie sur le paradoxe qui consiste à prétendre intégrer les Indiens tout en préservant leurs traditions. L'évêque de San Cristobal, Samuel Ruiz, lança de graves accusations contre l'I.N.I. : "C'est un ethnocide, une destruction de la culture. On ne prend pas en considération la possibilité d'élever l'Indien dans sa propre culture, mais l'idée est de transculturer l'Indien." L'anthropologue Carlos Hernandez déclarait récemment : "L'ethnocentrisme indigéniste recouvre les intérêts de la société nationale sans prendre en considération ceux de la société indienne. Derrière la prétendue intégration humanitaire se cachent les intérêts de la culture nationale." Et aussi les intérêts des gros propriétaires fonciers et des grandes sociétés industrielles, pourrait-on ajouter.

Ainsi le gouvernement laisse les grands propriétaires s'approprier les terres plates des Indiens pour y pratiquer l'élevage. Les Indiens reculent sur les terres en pente où l'érosion a vite fait de faire disparaître la mince couche d'humus et de rendre impossible les cultures vivrières que leurs ancêtres pratiquaient sur les terres qu'on leur a subtilisées. Et toujours plus, les routes pénètrent davantage dans les montagnes, s'enfoncent dans les forêts, sillonnent les déserts, repoussant devant elles les Indiens désarmés.

Dans certaines régions, les Indiens ont tenté de récupérer

leurs terres en les occupant de force. Une politique de répression comparable à celle des autres pays d'Amérique latine s'est abattue sur eux. Dans le Chiapas, elle a fait 51 morts parmi les Indiens. Au 4^e Tribunal Russell qui s'est tenu en novembre 1980 à Rotterdam, on a eu témoignage du massacre par l'armée mexicaine d'Indiens du village de Santa Maria Puxmetacan — dans l'Etat d'Oaxaca — qui réclamaient des terres qu'on leur avait volées. Ce n'est pas un mince paradoxe de voir qu'un gouvernement qui a pris les positions que l'on sait sur la répression au Salvador emploie à l'intérieur de ses frontières des méthodes qu'il dénonce chez les autres.

Il faut donner aux Indiens les moyens de briser leur état de dépendance vis-à-vis des gros propriétaires et des industriels, mais sans leur faire perdre leur patrimoine culturel et leur identité. Le problème est complexe et comporte de nombreuses implications politiques et sociales.

En théorie, les Indiens sont citoyens mexicains ; en réalité, ils sont des étrangers dans leur propre pays et ne désirent plus accéder à des charges politiques provinciales ou nationales, que d'ailleurs on leur refuse. Les propriétaires fonciers contrôlent leurs votes, le gouvernement nomme les "présidents" municipaux et d'autres fonctionnaires.

Durant ces dernières années, influencés par les mouvements indigènes des Etats-Unis (dont on ne dira jamais assez le rôle qu'ils ont joué dans la prise de conscience nationale des peuples autochtones du monde entier), les Indiens du Mexique ont commencé à s'organiser à partir de la prise de conscience de leur identité ethnique. Plusieurs organisations se sont formées. Certaines d'entre elles ont pris la parole aux Nations Unies, à Genève, en 1977.

Elles veulent obtenir la participation effective des Indiens dans tous les domaines et à tous les niveaux dans les décisions qui les concernent ; la conquête de la dignité et le respect de leurs traditions culturelles et linguistiques ; la participation effective à la vie politique du pays. Les Indiens du Mexique sont conscients de la nécessité d'établir des relations de solidarité avec tous les groupes ethniques du monde qui souffrent du même type d'oppression et d'exploitation qu'eux.

Une fois libérés de l'oppression et de l'exploitation, les Indiens mexicains pourront offrir au monde qui en a tant besoin leur modèle de société et de culture, tellement humaine et fraternelle.

Robert PAC

BIBLIOGRAPHIE

- Collection "Que sais-je ?" n° 361 : **Histoire de l'Amérique latine** par Pierre Chaunu
- n° 1584 : **La Conquête de l'Amérique espagnole** par Marianne Mahn-Lot
- n° 574 : **Histoire du Mexique** par François Weymuller
- n° 1391 : **Les Aztèques** par Jacques Soustelle
- **L'Amérique latine** Collection EDMA livre de Poche n° 4465
- **Les vingt Amériques latines** par Marcel Niedergang Collection "Points-Politique". Julliard
- **Le Mexique des Indiens** par Marino Benzi Editions du Chêne
- **A la quête de la vie** par Marino Benzi Editions du Chêne
- **Les Derniers Adorateurs du peyotl** par Marino Benzi Gallimard
- **Indiens ou Paysans** par Christian Deverre Editions Le Sycomore
- **Les Quatre Soleils** par Jacques Soustelle Plon Collection "Terres humaines"

- **L'Indien des autres** par Judith Friedlander Payot
- **Tzotzil** par Juan Perez Jolote François Maspéro - Collection "Voix"

NOTES

- (1) Marino Benzi in "Le Mexique des Indiens" Editions du Chêne.
- (2) Marino Benzi, ouvrage cité.
- (3) Adobe : briques fabriquées avec de la boue de terre argileuse mêlée de paille, à l'aide de moules en bois, et qu'on laisse sécher au soleil.
- (4) Sarape : poncho.
- (5) Juan Perez Jolote, "Tzotzil", récit de la vie d'un Indien mexicain recueilli par Ricardo Pozas, François Maspéro éditeur, collection "Voix".
- (6) In "Tzotzil", ouvrage cité.
- (7) Ladino : membre de la classe dominante métisse.
- (8) Pukule : sorcier.
- (9) In "Tzotzil", ouvrage cité.
- (10) Octavio Paz : "Des Aztèques aux Mexicains" in "Le Courrier de l'Unesco" août-septembre 1977.
- (11) Octavio Paz, article cité.
- (12) Curanderos : guérisseurs.
- (13) Shaman : leader spirituel.
- (14) Antonin Artaud, "Les Tarahumaras".
- (15) In "Tzotzil", ouvrage cité.
- (16) Ihol : guérisseur.
- (17) Alferez : porte-drapeau.
- (18) Marino Benzi, ouvrage cité.

Mexique d'hier et d'aujourd'hui au Petit Palais Le Templo Mayor ou la résurgence du mythe

Mexico-Tenochtitlan, la cité aztèque née en 1325 sur un flot insalubre, arrachée à la lagune, tombée aux mains des conquistadors, rasée et reconstruite sous le signe du Dieu chrétien, ressurgit peu à peu de la terre. La découverte récente du Templo Mayor, de son architecture et des objets de ses caches, font émerger la vision des anciens dieux et un environnement social dans lequel le mythe et l'histoire se rejoignent.

Tout ici est signifiant, et les fouilles réconcilient les témoignages écrits comme les hypothèses des archéologues ou celles des historiens. Le Templo Mayor, c'est la montagne, là où les protagonistes de la vieille mythologie, livrèrent bataille : la déesse mère-terre Coatlicue, ses enfants les 400 méridionaux, sa fille Coyolxauhqui, et surtout son fils Huitzilopochtli, mystérieusement enfanté, qui précipita sa sœur du haut de la montagne. Son image règne sur l'iconographie sculptée, qu'il s'agisse de son effigie ou des couteaux de sacrifice, symbole de l'immolation vitale, répétition quotidienne de la lutte entre la lune et le soleil, la lumière et l'ombre, la vie et la mort. Comme il guidera les conquêtes aztèques indispensables à la survie, il acceptera de partager le pouvoir avec Thaloc, dieu de l'eau et de la pluie fécondante, seconde source d'approvisionnement du système économique mexica. Le masque de Thaloc s'inscrit sur une urne, ou prend la forme d'un superbe escargot de mer, d'un poisson, d'un serpent ou d'une pirogue.

En parallèle avec les objets du passé, les réalisations d'artistes vivants, confrontent à travers les siècles des faiseurs d'images dont l'inspiration reste profondément nourrie des mêmes sources.

Maïten BOUISSET

Petit Palais, jusqu'au 28 février.

Pomme d'api



46, rue de Paris, 59800 LILLE - Tél. : 54.47.19
11, rue de la Vieille-Comédie - 59800 Lille - Tél. : 54.05.75

Fabricants de Bonneterie

- POUR VOS FILS CLASSIQUES ET FANTAISIE
 - POUR VOS BOBINAGES A FACON
- Société MARJOLAINE**

93, quai de Valmy Tél. 206-94-73
PARIS-10^e 607-32 80
Dépositaire des Ets DELMASURE
(laine peignée Nm 2/28, 1/28, 1/40)

24 RUE NEUVE LILLE 57.40.01
quetche



**PRET A PORTER
FEMININ**



65 rue de Béthune
59000 Lille
tél. 54.21.77

Il suffirait de s'en tenir à l'article I de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, en ce qui concerne les "fous", pour bouleverser tout notre système psychiatrique. Tony Lainé nous parle des perspectives qui s'ouvrent dans ce domaine aux hommes de bonne volonté.

LES FOUS NOS FRÈRES

Au cours de son tour de France, le ministre de la Santé, Jack Ralite, a prononcé un discours à Sotteville -Lès-Roi portant sur la question psychiatrique aujourd'hui dans notre pays. Ce discours ouvre des perspectives dont on n'a pas fini de mesurer le poids. En effet il pose la parenté qui existe entre la critique nécessaire de l'institution dans son état actuel (hôpital psychiatrique, ou sectorisation) et des méthodes de soins (drogues psychotropes ou électrochocs) et l'approche idéologique de la folie qu'elle suppose. Ce discours représente sans doute les prémisses d'une ouverture véritable des murs de l'asile et du vote d'une loi nouvelle remplaçant la loi de juin 1838 qui régit encore à l'heure actuelle tout le processus d'internement desdits malades. Il faudra toutefois se référer et se tenir à ce discours. En effet le danger actuel de toute tentative partielle de réforme est la force de récupération de la folie par les institutions ségrégatives. Tout ce qui est institutionnellement destiné à répondre de façon ségrégative aux différences, aux déviations, se définit également par une force d'inertie. Toutes les avancées qui peuvent se faire — et il y en a toujours, le mouvement est contradictoire — font l'objet d'une réappropriation par l'institution. D'une façon générale on peut dire qu'il faut se battre contre cette force, en déséquilibrant tout ce qui, sur les plans idéologiques et institutionnels, conforte cette ségrégation de la folie. Mais cette lutte ne sera efficace que si elle est menée contre toutes les exclusions de toutes les différences.



ALAIN DAGBEIT/VIVA



FRANÇOIS LE DIASCORN/VIVA

Retrouver la nature, sortir, s'amuser, rire comme les autres. Ici, hors du ghetto au Québec.

C'est d'ailleurs la tendance qui se dessine : au cours de débats que j'ai menés avec Daniel Karlin après la parution du livre "La Raison du plus fou", après avoir parlé de la folie, les gens se mettaient à parler des handicapés, des immigrés, des femmes, des homosexuels, du droit à la parole des enfants, etc. Cela met en lumière les similitudes entre les mécanismes des pratiques de rejet quelles qu'en soient les victimes. C'est la question des droits de l'homme en Europe aujourd'hui. Il y a des millions de gens qui sont exclus de toute responsabilité dans la vie communautaire, dont les destinées sont gérées par l'institution.

L'homme n'est pas un animal

Où en est-on en décembre 1981 ? En dehors d'une espèce d'intellectualisation de la question qui n'ouvre pas beaucoup de voies, les idéologies qui président à l'exclusion sont de plus en plus fortes. En effet, les représentations qui servent de base à la construction de modèles de réponse en psychiatrie, sont des références animalières. On nie l'humanité chez le fou. On le traite d'insensé, ce qui est un déni du sens plein de son discours, certes énigmatique. C'est le cas quand on ne conçoit une personnalité, une intelligence, qu'en se référant à un patrimoine génétique. Alors que chez les hommes les choses de l'esprit ont à voir avec les relations plus ou moins libres qu'ils ont avec le patrimoine culturel et avec les autres hommes. C'est le cas chaque fois qu'il y a une médicalisation de la folie. C'est le spécialiste qui définit la maladie qui justifie l'enfermement. Alors que c'est l'affaire de la population. C'est le cas dans l'administration de médicaments. Bien sûr, je suis pour le droit aux médicaments faits pour soulager, pour calmer. Mais l'usage des

psychotropes est destiné à faire taire le symptôme pour obtenir l'ordre, le silence des gens qui ont à dire des choses inquiétantes. Ce qui veut dire que tout se passe dans le malaise biologique. Alors qu'on a à écouter la parole du fou. C'est aussi le cas, très concrètement, quand on considère qu'il n'est pas nécessaire de donner des livres à un enfant débile ou trop jeune pour savoir lire. Alors qu'il faut au contraire organiser sa rencontre avec les livres, quitte à ce qu'il les déchire, ce qui n'est pas rien. C'est même le cas, dans les méthodes nouvelles, sophistiquées, qui nous viennent des U.S.A. Le *comportementalisme* par exemple : le dressage des déviants par réflexe conditionné. On leur construit des murs mentaux comme à des chiens de Pavlov. Alors qu'il faudrait communiquer avec eux.

Réhabiliter l'humain

Alors, il faut avant tout réhabiliter l'humain, de façon systématique et militante. L'humanité, la rupture avec le monde animal, c'est avant tout le réseau de communication avec les autres hommes. Cela passe par l'idée qu'il faut créer les conditions massives de la réinsertion des fous dans la communauté sociale, quitte à réinventer des formules de soutien, de travail collectif, etc. Ce qui nécessite la mobilisation d'un potentiel populaire. Il faut créer des conditions d'accueil véritable du fou et de sa parole. Il faut retrouver une nouvelle image du fou aussi. On le considère un peu comme un être mu essentiellement par des pulsions, dépourvu de raison, donc de raisonnement. C'est oublier délibérément l'interlocuteur. Il faut d'abord savoir à qui il parle, pour sa compréhension. Il faut lui trouver des gens à qui parler, pour sa thérapie. On ne peut pas "objectiver", isoler une personne pour désigner sa folie, sinon on s'enferme, et on

l'enferme. Elle ne peut être définie que replacer dans ses réseaux. Au fond, il faut tout simplement se reporter à l'article I de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : tous les êtres humains naissent et demeurent égaux en droits. Il ne s'agit pas d'être nivelé sur une norme. Il s'agit d'être égal devant tous les droits humains. Appliquer simplement cette simple phrase au champ de la psychiatrie, c'est déjà tout bouleverser.

Le danger de vivre

Je voudrais ajouter qu'il s'agit aussi d'un problème philosophique, existentiel. En effet la réponse qu'on donne au fou est la gestion totale de sa destinée. On prévoit, on oriente, on met en tutelle, on donne des cartes d'invalidité, etc. La trajectoire de la vie est définitivement définie. C'est là que l'aliénation a ses effets les plus pernicieux. Car quand on lit une destinée humaine, on s'aperçoit que les moments féconds, les moments de liberté, sont toujours des périodes imprévues. Le hasard y joue toujours un grand rôle. C'est le risque et la chance qui sont les deux faces d'une même liberté humaine. Or les destinées produites par les institutions de ségrégation sont des destinées mortes. Supprimer le risque pour ces hommes, c'est également supprimer la chance. C'est ne plus reconnaître leur humanité. Or la folie est justement liée à cette possibilité d'aventure. Il faut évidemment soutenir les destinées quand elles trébuchent, le fou est sans doute plus en danger que les autres. Mais il ne faut pas en gommer tous les tournants et toutes les possibilités. Aider à surmonter le danger, mais pas supprimer le danger qui est constitutif de la vie. Par exemple, on fait en ce moment l'expérience d'"appartements de crise". Des appartements, c'est-à-dire des lieux de vie ordinaire, où on peut aller quand

on est en situation de détresse. C'est un asile, un refuge, au sens des châteaux ou des cathédrales, un lieu sans agression. Cela coûte moins cher que l'hôpital psychiatrique qui représente un gâchis énorme en matériel humain, tant du point de vue des malades abrutis par les drogues alors qu'ils sont sans doute réinsérables, que du point de vue des infirmiers qui deviennent de simples gardes.

Pas de fou dangereux

Alors la question qui se pose immédiatement quand on décide d'ouvrir les murs de l'asile, c'est le danger que cela représente pour la population. Il arrive que toute la réflexion dans la perspective de bâtir des alternatives soit menée à partir de cette notion. Ce qui est une aberration.

Des études sociologiques ont été faites dans tous les pays. L'indice de dangerosité manifeste dans un groupe de gens psychiatisés est nettement moindre que celui d'une population dite "normale". Il faut aussi préciser que les cas de danger représentés par des fous sont toujours des réactions à l'agression ou au rejet des autres, des cas de "légitime défense", pourrait-on dire, des cas d'effolement. Le système psychiatrique qui se met en place en fonction de cette dangerosité du fou est une tricherie. Pour les délits et les crimes il y a la loi commune. On peut très bien imaginer une gendarmerie qui serait au service de la population et qui soit formée à affronter toutes les situations du danger. La psychiatrie a comme but d'attaquer la souffrance des gens. Ce qui est autre chose.

D'ailleurs il faut jeter un regard lucide sur les hôpitaux psychiatriques. Il y a aujourd'hui 100 000 personnes dans les hôpitaux psychiatriques. Seulement le dixième de cet effectif se trouve en crise aiguë et a besoin de soins réels. 90 000 personnes ne sont là que parce qu'elles sont rejetées d'ailleurs. Si on regarde de plus près on s'aperçoit que l'hôpital psychiatrique est une prison pour les pauvres. Il y a 80 % de gens sans emploi. Il y a 70 à 80 % de gens seuls dans la vie, c'est-à-dire de gens coupés de leur réseau relationnel. Et il y a 80 % de gens des classes les plus défavorisées, du sous-prolétariat. La réalité de l'hôpital psychiatrique est donc infiniment plus complexe qu'une simple réalité médicale.

Il faut changer toutes ces procédures. En Italie on a supprimé les hôpitaux psychiatriques bien que les formes alter-

natives ne soient pas toujours suffisantes.

De nouvelles perspectives

En France on y arrive. On trouve toujours dans une communauté de quoi bâtir un réseau de gens qui sont d'une intelligence particulière pour inventer des solutions à ce type de problème. Un exemple : nous confions des enfants à ces familles d'accueil. Quand ils ont 20 ans, il faut les mettre dans des services de psychiatrie adulte, le plus sûr moyen de les enfermer définitivement. Parmi les solutions, notre équipe a trouvé le moyen parfois de mobiliser une municipalité. On loue un appartement HLM et on prend l'engagement de paiement, on paye le temps qu'on peut. Les jeunes gens entrent dans l'appartement qu'ils partagent avec des jeunes chômeurs, exclus également, qui font un travail d'accompagnement tout à fait étonnant. Les voisins passent par une phase de rejet. Les problèmes financiers ne tardent pas à se manifester. C'est là que l'aide de la municipalité est indispensable. Et c'est à travers la mobilisation, la lutte menée par les gens du quartier pour éviter l'expulsion que se recrée un tissu social dont les jeunes exclus sont les bénéficiaires.

Par ailleurs, un certain courant dans ce sens se fait jour. D'abord l'existence du Syndicat de la Psychiatrie qui s'est formé sur le modèle du Syndicat de la Magistrature et qui mène des luttes dans des conflits à l'intérieur même de la profession. Il faut voir aussi un certain processus de conscientisation au sein des syndicats ouvriers. C'est ainsi qu'il s'est formé à Paris le Cercle Basaglia (en souvenir du grand psychiatre qu'il fut, menant sa lutte de

psychiatre à partir de sa lutte antifasciste). Il s'est constitué sur la base de rencontres d'enseignants, de psychiatres et de parents, en vue d'une réflexion commune. Des ouvriers sont venus qui ont enrichi les débats de la force de leurs expériences par l'intermédiaire par exemple des Comités d'entreprise. Les deux grandes références qui sont utilisables pour nous aujourd'hui sont la lutte des classes dans son actualité et la psychanalyse. Il s'agit de prendre le plus de distance possible vis-à-vis des appareils psychiatriques dans l'ordre du savoir ou dans l'ordre de l'institution. L'autocritique doit être permanente. De toute façon, il faut que ces questions sortent des ghettos de spécialistes. Les espérances de changement sont liées à cette démarche. Jusque là les problèmes étaient posés de façon intellectuelle ou corporatiste. C'est en ce sens que le discours de Ralite est important : il est la première référence politique à ces problèmes.

Propos recueillis par
Anne LAURENT

Tony Lainé est depuis 10 ans psychiatre et médecin chef d'un intersecteur infantile dépendant d'un hôpital psychiatrique : ayant quitté l'H.P. avec plusieurs collègues, il a fait "éclater" le service dans la communauté sociale en utilisant des réseaux de familles d'accueil, d'instituteurs, d'appartements. Il travaille donc non pas dans un service hospitalier, mais dans le milieu social. Auteur de travaux sur l'autisme infantile, il a réalisé des films pour la télévision, notamment avec Daniel Karlin "Une année avec Capucine" et "La Raison du plus fou", et avec Daniel Karlin et Tahar Ben Jelloum "La Mal-vie". Il est en train de réaliser un film à épisode "Frédéric, une nouvelle naissance". Il est l'auteur avec Lucien Bonafé de "Une psychiatrie différente, dites-vous ?" (Ed. Nouvelle Critique). Avec Daniel Karlin, "La Raison du plus fou" (enquête sur la folie à travers la France), "La Mal-vie", et "Le Petit Donneur d'offrandes" (tous trois aux Editions Sociales).



Un hôpital psychiatrique "normal". Jusque sur le récepteur TV : la grille.

Dans ce trouble petit matin du siècle, de grands écrivains se lèvent, les tirages de journaux grimpent, et la presse moderne trouve, peut-être, les assises qu'elle a encore aujourd'hui.

LA PRESSE CONDAMNE ET SAUVE DREYFUS

Zeev Sternhell, de l'université de Jérusalem, disait récemment, lors d'un colloque organisé par le Centre Charles-Péguy et l'Université d'Orléans, que depuis l'"Affaire", toute condamnation d'un innocent dans le monde était désignée, chez les intellectuels juifs, par le terme de "dreyfusade". Et il ajoutait que s'il était, hélas ! coutumier que des atrocités soient commises lors des pogroms d'Europe centrale, c'était un scandale ineffaçable pour les juifs que Dreyfus fût condamné à Paris. Hertzell lui-même y trouva, semble-t-il, la justification de sa théorie du sionisme, et la preuve, indéfiniment renouvelée, de l'échec de l'intégration. Comme disait Jaurès, "Dreyfus n'est que l'humanité elle-même". Comment une généralisation aussi intense a-t-elle pu se développer à partir du contenu d'une corbeille à papier de l'ambassade d'Allemagne ?

La Libre Parole de Drumont annonce en bas de colonne le 29 octobre 1894 "l'arrestation d'un espion allemand". Mais un "chapeau" coiffe déjà l'article : "Une réponse s'impose" A quelle question ? à quoi ? à qui ? Le mythe commence de se nourrir lui-même. L'Agence Havas publie trois jours plus tard une dépêche confirmant l'arrestation d'un officier sur lequel reposent "des présomptions sérieuses" de trahison de secrets militaires au bénéfice d'un pays étranger. Enfin, le 1^{er} novembre Le Soir annonce que l'officier soupçonné du "crime de lèse-patrie" est "le capitaine Dreyfus (Alfred)" et que l'on a "la preuve absolue qu'il a vendu nos secrets à l'Allemagne". Tout au long de l'affaire, on retrouvera fréquemment ce balancement entre ce qui est secret, c'est-à-dire non-dit, et ce qui est preuve absolue, ou encore indiscutable. Autrement dit, ce qui n'a pas été dit ne peut être mensonge. Le Matin du 10 novembre de l'année suivante affirmera que "La culpabilité de Dreyfus éclate indiscutablement" ; de même Bertillon : "ce que j'ai dit est absolument péremptoire, irréfutable". Puis tout le monde s'égare, faute de véritable information. Dans La Justice du 25 décembre 1894, Clemenceau stigmatise en Dreyfus "une âme immonde et un cœur abject". Enfin, Léon Daudet, dans Le Figaro décrit le Dreyfus de la dégradation : "Il n'a plus d'âge. Il n'a plus de nom. Il n'a plus de teint. Il est couleur traître", et il ajoute : "Sa face est terreuse, aplatie et basse, sans apparence de remords, étrangère à coup sûr, épave du ghetto".

Mais des marginalités se dessinent déjà : les antidreyfusards de gauche sont légion, les guesdistes ont tendance à pulvériser politiquement le problème, et les anarchistes ricangent dans Le Père Peinard de novembre 1894 : "Un de leurs plus rufins galonnés, un youtré alsacien, grosse légume au ministère de la guerre, a bazardé un tas de secrets militaires à



Cinq colonnes à la une, les gros titres deviennent témoins de l'Histoire.

l'Allemagne. Ohé, les bourgeois, vous ne nous épatez pas : les militaires ont ça dans le sang".

Le coup d'arrêt est porté par Bernard Lazare dans une brochure publiée à Bruxelles, presque deux ans plus tard sous le titre : "Une erreur judiciaire : la vérité sur l'affaire Dreyfus". L'amorce du courant favorable à la révision se situe dans les sombres contre-jour de l'affaire Estherazy et de sa "dame voilée". L'embourbement de l'opinion est à son comble.

On connaît la suite : Zola publie "J'accuse" dans L'Aurore du 13 janvier 1898, et le 4 juin se réunit pour la première fois la Ligue française des droits de l'homme. Henry, après avoir avoué son faux en écriture, s'ouvre la gorge dans sa cellule, matérialisant l'imposture de façon irréversible, tandis que François Coppée dans Le Gaulois implore : "O Jeanne d'Arc, priez pour nous !" Grâcié en 1899, Dreyfus, qui dut attendre la cassation du jugement de Rennes en 1906 pour être réhabilité et intégré dans l'armée, dira dans La Lumière d'août 1935 : "Le Dreyfus symbole de la Justice, ce n'est pas moi, c'est vous autres qui avez créé ce Dreyfus-là".

A défaut de vérité, de quelle matérialité dispose-t-on ? Du papier d'abord : un "bordereau" rédigé en clair, déchiré puis reconstitué, qui traite de sujets militaires que nombre d'officiers en place à la fin du siècle pouvaient connaître. Une note secrète ensuite, communiquée aux seuls jurés du Conseil de guerre, lors du procès Dreyfus, un secret et un huis-clos qui ont certainement fait beaucoup pour la cause du dreyfusisme. Ce n'est déjà plus une réponse qu'on demandait, mais "la communication à l'opinion publique de ce qu'on nous cache". Un bordereau douteux, une note secrète, un faux : c'est tout.

Des interprétations ensuite : comme par exemple la dictée anodine que du Paty de Clam fait faire, aux fins de comparaisons graphologiques, à Dreyfus qui tremble et déclare qu'il a froid aux doigts, comportement qui le rend suspect et lui vaut d'être arrêté sur le champ. Puis les rumeurs de promenoir à la prison du Cherche-Midi, de prétendus aveux de cachot, et un cri désespéré lancé par l'accusé dans la cour de l'Ecole militaire au moment de sa dégradation, cri que personne n'a vraiment entendu, ou alors a-t-il été rabattu par le vent. La réalité est étouffée, la tragi-comédie peut commencer, avec ses ponctuels changements de décors ; les procès Dreyfus, Estherazy, Zola, le procès de Rennes ; la presse suit à la trace ces juridictions autant qu'elle les suscite : un procès est un lieu où devraient se rencontrer le pouvoir judiciaire et la souveraineté populaire, mais où règne l'opinion, c'est-à-dire la presse.

La soif de vérité et d'"éclaircissements" n'y a d'égale que la

volonté d'occultation. L'ennui, c'est que le principe même de l'intoxication est de ne pas savoir qui intoxique qui. Rêvons une seconde de l'Affaire Dreyfus dans le crible des media en 1981 : Le général Mercier à Antenne 2, Dreyfus au "Club de la presse", Estherazy au "Téléphone sonne" : aurait-il été condamné, dégradé, déporté à l'île du Diable ? La civilisation des télex et de la vidéo peut-elle nous en assurer ?

Pourtant cette fumée sans feu va mettre en avant, comme par une malice de l'Histoire, les plus grands esprits : Péguy, Zola, Jaurès, Clemenceau, Barrès, et tant d'autres. En prenant position, tous ces auteurs sortent de leur esthétique et de leur littérature et deviennent journalistes. L'obscurité qu'ils reçoivent les amène à effectuer cet inévitable pas en avant et à renvoyer, en retour, la lumière de leur génie personnel. Sans "l'Affaire", auraient-ils vraiment eu la stature qu'on leur voit dans les manuels scolaires des lycées ? Ainsi les opinions durent-elles se ranger et les ténisseurs disparaître, dans cet étrange festin où tout le monde a vu, en un instant, ce qui était piqué au bout de chaque fourchette.

Mois après mois, la presse moderne a assemblé les éléments de sa déontologie critique : faire croire, faire penser, faire dire, céder aux pressions politiques des lecteurs, rapporter des faits non vérifiés, (l'Affaire a été d'abord présentée comme un "fait divers"), et surtout mentir, simplement. Pourtant, si le capitaine Dreyfus a été condamné par la presse, c'est sans doute elle aussi qui l'a tiré de l'île du Diable et fait réhabiliter. Il fallut donc aussi interpeller, dénoncer, mettre en garde, susciter la critique, faire s'exprimer, et peut-être, au bout du compte, informer, c'est-à-dire donner forme. Comme le rapporte en Italie *Le Spartaco* de l'époque : "C'est la chute et la victoire du discernement".

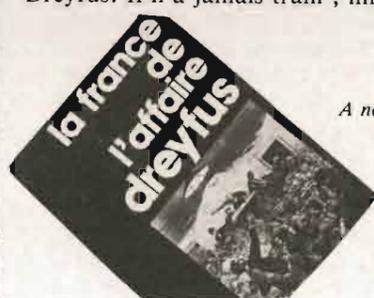
Certains ont avancé, sans crainte de la terminologie, que l'affaire Dreyfus était un "signifiant sans signifié", autrement dit une inflation malade du signe, qui inlassablement, renvoie les idées à elles-mêmes comme dans autant de miroirs. Elle serait ainsi, et la presse autrichienne, italienne ou russe de l'époque en font témoignage, une sorte de gigantesque malentendu de l'écriture et de la rumeur. Peut-être est-

elle aussi pour nous le premier raté de la civilisation de l'information.

Les importants tumultes, résonances et remue-ménage qu'ont

alors éprouvés l'Eglise, l'armée, les pouvoirs en place, voire les forces politiques qui amèneront, en 1906, un gouvernement de gauche présidé par Clemenceau, sont aussi cela : l'œuvre du péché originel et constitutif de la presse moderne. Tout n'est pourtant pas du ressort de l'abstraction. Ce sont bien ceux qui disaient alors que les juifs vendaient la France à l'Allemagne qui, plus de quarante ans plus tard, ont vendu les juifs à l'Allemagne nazie. En dernier lieu, il y a bien une réalité tangible. L'opinion publique d'abord : la grande majorité de la population française, est, depuis Jules Ferry, et pour la première fois, instruite. Mais elle souffre d'immaturation au point de chercher dans ses journaux habituels la formulation de ses idées et le confort idéologique dont elle avait besoin. L'esprit chauvin et revanchard était là : les étrangers sapent notre république et notre armée, et si nombre d'officiers furent limogés ou démissionnèrent dans cette affaire, c'était bien alors la preuve d'un "complot". L'affaire de Panama ensuite, qui révéla la corruption des fonctionnaires et aussi, faut-il le rappeler, les pots-de-vin aux directeurs de journaux. Mais surtout, comme le rappelle la presse italienne, il s'agit d'une affaire qui, "dans sa capacité d'entraîner les réalités à l'extrême, est devenue une affaire de la conscience humaine tout court". L'extrême porte un nom : c'est l'antisémitisme, pourtant quotidien, pourtant renaissant sans relâche. Le duel au cours duquel le capitaine Meyer trouva la mort était un signe avant-coureur. De même la publication de "La France juive" de Drumont, directeur de *La Libre Parole*. Ainsi l'accumulation des rancœurs, des frustrations, ainsi que l'universelle sottise de la xénophobie ont trouvé leur exutoire : il fallait un traître, un germanophile, un juif. Avec Dreyfus, c'est toute la pensée française qui s'affaire. Et après les événements qui, de nos jours portent les noms sinistres de Copernic, Vienne et Anvers, que nous ne connaîtrions sans doute pas sans la presse, nous essayons encore, à la lumière de notre conscience infiniment renvoyée, de parler du capitaine Alfred Dreyfus. Il n'a jamais trahi ; mieux, il n'a jamais parlé.

Thierry GALLIOT



A noter l'excellent livre de Pierre Paraf, "La France de l'Affaire Dreyfus" aux éditions Droit et Liberté.

CENTENAIRE DE LA LOI SUR LA PRESSE DE 1881

De décembre 1981 à mai 1982 se tiennent au Centre Georges Pompidou, 5 grandes expositions.

DESSINS DE PRESSE, une rétrospective des meilleurs dessins de presse dans les dernières années (16 décembre au 15 février 1982).

L'INFORMATION ET SON HISTOIRE, une histoire de la presse, de la radio, des actualités cinématographiques, de la TV, (du 16 décembre au 8 mars 1982).

LA UNE DES QUOTIDIENS, une histoire de l'évolution considérable de l'apparence des journaux quotidiens due aux transformations techniques et graphiques (17 février au 5 avril 1982).

L'INFORMATION A TRAVERS LES MEDIAS, le cheminement de l'information depuis sa naissance jusqu'à sa diffusion (24 février au 26 avril 1982).

LA PHOTO DANS LES MAGAZINES ILLUSTRÉS, un parcours de 1930 aux années 1940 (24 février au 31 mai 1982).

On connaît Gainsbourg. Un chanteur mal rasé dont l'apparition sur les écrans de télé déclenche l'ire des paras. On connaît moins bien Gainsbarre, un autre Gainsbourg. Un double qui ressemble à l'original. La preuve ? Sa barbe pique toujours autant.

GAINSBARRE A LA BOURRE

Unettes fumées, barbe de trois jours, veste noire sur un jean délavé, Serge Gainsbourg, pénètre dans la salle de l'Empire, rue Wagram, où l'on enregistre, pour la télé, une émission du *Palmarès de la chanson*. Indifférence générale. Seule une jeune fille le poursuit, le tire presque par la manche et parvient à lui chuchoter quelques mots à l'oreille. Surpris, Gainsbourg se retourne et, sourire aux lèvres, lui dit : "D'accord, mais ce sera cent briques." "C'est pour une marque de chaussettes", répond la jeune fille. "Alors, ce sera deux cents briques" ajoute en riant le chanteur.

Le contrat ne sera pas signé. Au fond de la salle Guy Lux s'impatiente. "Où sont les filles du Moulin Rouge ?" s'écrie-t-il. "Elles arrivent, Guy" lance son assistante. Guy Lux ne veut pas rater sa "sortie". Le *Palmarès de la chanson*, c'est fini ! Ce soir il enregistre la dernière émission. Guy Lux appartient à cette catégorie d'animateurs de télé (Jammot...) pour qui rose se conjugue avec épines, surtout depuis le dix mai. Les nouveaux responsables de la chaîne ont estimé que *Le Palmarès de la chanson* a pris un coup de vieux. Alors, ils la suppriment. "Elle n'avait que dix-sept ans d'âge" rétorque Guy Lux. Gainsbourg, un des invités de cette émission d'adieu "ne regrette pas sa disparition" mais estime que Guy Lux "dans le créneau des arts populaires faisait déjà très bien son devoir". "Il n'y a pas que les grandes villes en France, continue-t-il. Il y a Paris, Marseille, Lyon, Lille et après... c'est la brousse... et pour les bouseux il ne faut pas faire seulement des émissions du genre *La rage de lire*, il faut aussi parfois des émissions faciles. Et pourquoi pas ?"

Entre deux répétitions, Serge Gainsbourg accepte de parler de son dernier disque, "mauvaises nouvelles des étoiles" (1), un album enregistré aux Bahamas.



Sans cigarette, rare et précieux !

Différences : Les juifs sont à l'honneur dans votre dernier 33 tours. Une de vos chansons s'intitule "juif et Dieu" et... Serge Gainsbourg : Oui, c'est juif et Dieu. Si vous suivez bien mon propos Dieu est... juif... et Dieu. Il est juif et Dieu... pour moi... et pour quelques autres aussi.

Différences : Vous citez aussi les noms de juifs célèbres : Marx, Trotski et cetera. Les juifs seraient-ils, pour vous, le peuple élu ?

Serge Gainsbourg : Je n'ai jamais dit ça. J'ai fait un constat mathématique et historique. Les grands révolutionnaires s'appellent : Jésus, Marx, Trotski, Zinoviev, Kamenev. Il y a aussi dans un autre ordre d'idées Oppenheimer, Einstein. Ce sont des juifs. Quel est le meilleur violoniste au monde ? Yéhudi Menuhin. Quel est le meilleur balayeur de Paris ? Je ne peux pas le dire. Mais, je ne crois pas qu'il y en ait un dont le nom se termine en "stein".

Différences : Vous avez une explication à cela ?

Serge Gainsbourg : J'explique ça par l'antisémitisme. C'est-à-dire que c'est plutôt l'antisémitisme qui explique ce phénomène (rires). Ce sont les antisémites qui expliquent pourquoi il n'y a pas de balayeurs juifs dans les rues de Paris... Quoique en Israël... on doit en trouver.

(A ce moment, l'entretien est interrompu par une admiratrice quadragénaire. "Je vais vous montrer quelque chose", dit-elle à Serge Gainsbourg. Elle tend au chanteur de médiocres photos d'amateur le représentant. "Je les ai prises lors d'un de vos spectacles", dit-elle. Serge Gainsbourg, marmone quelques mots de remerciement.)

Différences : Vous êtes aussi écrivain. Une de vos chansons porte le titre de "Evgenie Sokolov" (2). Les gens qui lisent vos livres sont aussi nombreux que ceux qui écoutent vos disques ?

Serge Gainsbourg : Quand j'écris un livre, je touche à la littérature. Je n'écris pas pour la "série noire". Au catalogue de Gallimard, je côtoie Gide et Genet.

Différences : Donc, vous avez moins de lecteurs ?

Serge Gainsbourg : Evidemment, je ne tire pas à 500 000 exemplaires.

Différences : Votre dernier disque se vend bien ?

Serge Gainsbourg : Oui. Ça cartonne sec !

Différences : Vous chantez. Vous écrivez. Vous êtes aussi acteur. Dans quelle activité vous sentez-vous le plus à l'aise ?

Serge Gainsbourg : Chômeur !

Différences : Giscard rêvait d'être Flaubert. Vous qui auriez-vous aimé être ?

Serge Gainsbourg... **Différences : Giscard ?**

Serge Gainsbourg : Non ! Gainsbarre ! **Différences : Pourquoi ?** Serge Gainsbourg-Gainsbarre, c'est un

Malgré ses 13 millions de volumes l'an, le roman noir est toujours le marginal de la littérature. Michel Lebrun, l'un de ses maîtres, et auteur de l'Almanach du crime ne s'en émeut guère.

PAS D'ETIQUETTES POUR MISTER POLAR

Le roman noir est le mal-aimé de la lit-

térature. A vrai dire, il faut bien avouer qu'il ne met guère du sien à vouloir imposer sa "valeur". A refuser de décliner une identité sérieuse et unique comme il se doit, on dirait même qu'il s'en fout. Pour beaucoup, il est le polar. Mais voilà qu'aujourd'hui on n'y trouve plus toujours des flics !

Les Anglo-Saxons, précis comme les bottins et dictionnaires dont ils restent les maîtres, préfèrent parler de roman criminel. C'est certainement plus juste. Mais que faire des ouvrages sans cada-

vres... Les spécialistes en sémantique, sociologie et autres universitaires des phénomènes du présent semblent se mettre d'accord sur le plus petit dénominateur commun : c'est du roman social, constat de son époque. Bien sûr, mais est-il seul sur ce terrain ?

Entouré de ses 18 000 volumes de diverses séries noires, Michel Lebrun, (jeux de mots allusifs, s'abstenir...) fait figure de spécialiste. Pour sa collection sans doute unique, mais aussi parce qu'il est lui-même écrivain (90 romans) et scénariste pour le cinéma (40 films). De plus il publie chaque l'Almanach du crime (1), encyclopédie permanente du roman policier. Ses réponses ouvrent plusieurs pistes.

"Quelle est la différence entre la poursuite dans les égouts où Jean Valjean porte Marius sur ses épaules à la fin des *Misérables* et celle que l'on peut lire dans *Le Troisième Homme* ?

"Ne peut-on pas dire que *Les Misérables* ou *Les Mystères de Paris* sont une quête plus ou moins longue d'un policier contre un criminel ou prétendu tel ? Bien sûr, ni Victor Hugo, ni Eugène Sue n'avaient pour vocation d'écrire des polars. Mais parfois, comme chez Balzac, Dostoïevski ou Dumas, les combinaisons et les infrastructures y ressemblent néanmoins étrangement. Et déjà il s'agissait de romans sociaux, constats de

autre Gainsbourg.

Différences : Un double ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : C'est un nouveau. Il est tout neuf. Il vient de sortir.

Différences : Dans votre chanson Gainsbarre dit qu'il "n'en a rien à cirer". De quoi ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : De tout ! Il n'en a rien à cirer de tout mais il ajoute, tout de même : "mais enfin il faut voir".

Différences : Il faut voir, ça recouvre quoi ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Tout !

Différences : Gainsbarre renaît chaque fois qu'un disque paraît ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Non. Mais ce coup-ci, oui il renaît. Ce n'est pas vrai à chaque coup.

Différences : C'est parce que vous changez de vie que vous changez de style musical ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Ça s'appelle une évolution. J'évolue. Le contraire s'appelle la sclérose.

Différences : A ce sujet, vous sentez-vous différent des autres chanteurs ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Les autres ? Je ne les connais pas. C'est pas mon trip, les autres chanteurs.

Différences : C'est parce que vous êtes différent que vous vous êtes fait casser la gueule ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : C'est ça. Je suis différent et marginal.

Différences : Marginal ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Oui. Ça m'a réussi. Ce n'est pas parce que je suis célèbre et fortuné que j'ai cessé d'être marginal.

Différences : Vous vous sentez différent de l'homme de la rue ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Pas de l'homme de la rue, mais des grands bourgeois, des réactionnaires.

Différences : Et pour marquer cette différence, vous ne vous rasez pas.

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Oui. Il y a un côté silhouette qui m'intéresse et que je cultive. Et puis aussi une revanche sur le passé. Quand j'étais au régiment, on se moquait de moi parce que j'étais imberbe. On doutait même de ma virilité. Maintenant que j'ai une barbe, je la montre. Comme ça, on ne peut plus douter que je suis un homme.

Différences : Quand vous accordez un entretien à la presse, jouez-vous un rôle afin de donner le change, ou bien restez-vous vous-même ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Quand je relis ce que j'ai déclaré, c'est moi sans être moi-même. C'est-à-dire que le même, je le garde. Je ne vais quand même pas montrer mon cul à tout le monde... Alors, je montre ma tête.

Différences : Les journalistes ne vous énervent pas ?



Dans quelques minutes, Serge Gainsbourg prouvera que sa Marseillaise est la vraie.

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Non ! Il y a toujours un a priori quand ils m'interrogent. Il y en a un autre chez moi qui consiste à accepter leurs questions. Je leur répond... parfois par des pirouettes.

(A cet instant précis, un homme d'une cinquantaine d'années, costume deux-pièces bien taillé, interpelle Serge Gainsbourg. "Qu'est-ce que c'est ?", fait ce dernier. "C'est pour une photo", répond l'homme qui brandit un appareil à deux sous. "Pour qui ?", insiste Serge Gainsbourg qui s'aperçoit que l'homme n'appartient pas à la presse. "C'est pour ma collection personnelle", ajoute l'homme. "Bon, allez-y", conclut Serge Gainsbourg en grand prince. L'homme appuie sur le déclic et s'éclipse. Quelques minutes plus tard, il ira soutirer un autographe à Eddy Mitchell, présent sur le plateau d'enregistrement).

Différences : Vous sentez-vous concerné par les événements qui agitent la Pologne ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Je suis plutôt consterné que concerné. Je suis d'origine russe mais je reconnais que la Pologne est une sorte de colonie.

Différences : On dit qu'il y a encore de l'antisémitisme en Pologne alors que les juifs ne sont plus que quelques milliers.

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : C'est encore trop... Je ne leur en veux pas aux Polonais... avec toutes les emmerdes qu'ils vivent. De toute façon de l'extrême-droite à la gauche, tout le monde est antisémite... sauf l'extrême-gauche.

Différences : Comment trouvez-vous la France de Mitterrand ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Ça part en eau de boudin... v'là du boudin... vous connaissez la chanson.

Différences : Pourquoi ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : En voulant enrichir les pauvres, on nivellera par le bas... Il ne nous restera plus qu'à trouver un Lech Walesa... et puis, au

bout de quelques mois, bonjour les tanks... Ils pourront rouler sur le boulevard Haussmann et les Champs-Élysées.

Différences : Dans le journal Libération vous avez mimé votre mort, fait comme si... C'était un coup de pub ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : L'analyse du texte montre que j'étais bien... au-delà des contingences publicitaires. Libération m'a demandé de raconter ma mort. J'ai joué le jeu. A l'origine, il était prévu qu'ils s'adresseraient à d'autres personnalités. Le but était de faire une série d'interviews. Finalement ils ont trouvé ma prestation si bonne, si nette que, la mort dans l'âme, ils ont laissé tombé... Ils m'ont dit que personne ne pourrait faire mieux que moi.

Différences : Les paras vous avaient reproché votre interprétation de "la Marseillaise" : "Aux armes et cetera". Vous venez d'acheter le manuscrit original, signé Rouget de Lisle, de la "Marseillaise". Pourquoi ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Question d'honneur ! Moi, qui possède le manuscrit original de la "Marseillaise" je peux vous dire que ce n'est pas moi qui ai inventé la phrase "aux armes et cetera" mais Rouget de Lisle. Il a écrit de sa main, pour le retour au refrain, "et cetera". On retrouve la même phrase dans le Larousse. C'est d'ailleurs en le lisant que j'ai eu l'idée du titre de mon album.

Différences : Vous portez à la boutonnière un insigne de para...

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : C'est un gadget !

Différences : Pourquoi ?

Serge Gainsbourg-Gainsbarre : Pourquoi pas ? Pourquoi para ?

Propos recueillis par Pierre INGHILLERI

(1) Edité chez Phonogram.
(2) Aux Editions Gallimard.



leur époque ou d'une autre période historique, et disons d'un point de vue populaire. Avec ce terme certains pensent : roman lu par un nombre incalculable de gens, il faut donc préciser : la Collection Arlequin est la plus lue mais elle ne parle jamais du peuple.

"Quand je dis populaire, je veux dire aussi populiste et même prolétarien. Dans les années cinquante apparaissent, grâce à Jean Mecker, Simenon, Léo Mallet et bien d'autres, des paysans chassés de leurs terres, des marinières en proie aux milices patronales, des ouvriers dans leur vie quotidienne. Avec Maigret, ce n'est pas l'enquête qui domine mais l'examen des corps sociaux.

"Tout à fait ce que l'on trouve dans Fajardie ou Vautrin. Bref dans cette "nouvelle vague" dite néo-polar, terme qui ne veut rien dire du tout."

Reflet de la société, photographie du

réel, autant d'images ressassées qui viennent forcément à l'esprit. Pourtant l'approche n'est pas aussi simple et didactique. L'éclairage se fait toujours grâce à des personnages types. Si flics et assassins ne sont plus toujours aux premiers rangs, s'ils sont même absents du grand soir, les marginaux ne se comptent plus.

"Parlons plutôt de personnages déclassés. C'est le gars qui a perdu sa femme ou commis un acte délictueux, ou tout simplement qui vit en dehors de la société. Le corps social se dresse alors contre lui pour l'éliminer, parce que sa simple existence est une menace. Ainsi les clochards. Dans *L'Allumette facile* de David Goodis, il y en a un qui met le feu aux poubelles pour se réchauffer. Un jour, un incendie éclate dans un immeuble et il y a cinquante victimes. Bien entendu, les flics lui tombent dessus en priorité. C'est très typique et très américain. Pour Hammet, le personnage est réellement un objectif photographique, il ne prend pas parti."

Dans tous les cas, le lecteur s'y retrouve et y prend goût. On sait que la précision des descriptions géographiques — le meilleur moyen de connaître le temps réel mis par un taxi entre Roissy et l'Opéra, embouteillages compris, se trouve dans les romans noirs... américains. Les clichés exotiques et culturels méticuleusement dosés par certains, sont des moyens d'impact essentiels. Les résultats sont là. Avec un taux de circulation important — cinq lecteurs par achat en moyenne — on dénombre 100 000 lecteurs français à l'accueil de nombreux ouvrages. L'ensemble des

romans policiers publiés en France — 40 à 45 collections — se monte annuellement à 13 millions de volumes ! Cohabité avec plus ou moins de sympathie les grosses cavaleries style S.A.S. (750 000 exemplaires pour chaque titre) et San Antonio (environ 500 000) et les petits accrocheurs réservés aux "mordus" qui tirent quand même à 10 000 ou 20 000 régulièrement. Si l'on compare à l'autre littérature même type roman populaire, comme le réussit très bien Alain Gerber (2), c'est très très bien.

Il n'est pas exclu de penser que ce succès

provient aussi du besoin de héros. Car même démythifiés les personnages moteurs du roman noir, restent longtemps des références, des images de marque. Du type d'imperméable, propre ou sale, troué ou pas, à la marque de cigarettes qui va jusqu'à réconcilier les écologistes et Humphrey Bogart, beaucoup de lecteurs se sentent l'envie de prendre la peau des acteurs.

"De fait il y a un "héros". Avant c'était le flic ou l'enquêteur, maintenant ce peut-être l'assassin. Le criminel n'est pas toujours puni comme c'était le cas dans les années 50 où dans l'ordre social était toujours préservé. Un type crapuleux, même présenté comme sympa 200 pages, devait à la fin payer ses dettes envers la société. La morale était inévitable.

"Puis sont apparus les romans avec des héros détectives, pourchasseurs d'assassins. On assiste alors à de véritables hécatombes, sans que le moindre problème de morale ne soit posé. Le vrai chasseur de primes est celui qui, bien que se conduisant comme une franche ordure durant tout le bouquin, phalocrate sans remords, considérant toutes les femmes comme des carpettes, reste néanmoins sympathique. Si l'on prend James Bond c'est une franche canaille. Certes, étant au service de la Reine, il garde un minimum de majesté et d'éléance britannique, mais dans sa poche il a le permis royal 007 qui lui donne le droit de tuer. Ni plus, ni moins.

"La panoplie comprend plusieurs personnages de ce type, qui cogent contre les communistes, les insurgés du Tiers-Monde. Ces derniers étant accompagnés d'adjectifs les situant comme vicieux, serviles, troubles, inquiétants ou retors. Déjà chez Balzac ou Dumas, les usuriers étaient toujours juifs. Chez Simonin ou Le Breton, les truands sont fatalement italiens ou nord-africains, et par la suite pieds-noirs ou arméniens. Ceci correspond aussi à une espèce de géographie de la truanderie réelle existante à l'époque."

Certains auteurs conscients de l'étiquette

de racisme collée sur leur peau à cause d'ambiguïté de leurs propos ou outrage de leurs confrères clament par écrit leurs bonnes intentions. C'est difficile.

"Les flics noirs (Fossoyeur et Ed Cerueille) de Chester Himes, sont devenus les plus célèbres parce que justement leur couleur de peau ne les empêchait pas d'être aussi cyniques, crapuleux que leurs homologues blancs. C'est bien, parce que c'est un noir qui l'écrit. Autrement, on lit trop "d'Oncle-Tomisme". Je veux dire le racisme à l'envers. Dès qu'un noir entre en action, il est bon ou gentil. C'est l'erreur qui mène souvent au pamphlet politique ou revanchard, et cela à mon avis, n'a aucun intérêt. Frédéric Dard, qui est un très grand auteur, est me semble-t-il tombé dans ce travers avec "Ma sale peau blanche", malgré un titre franc et clair. Dans ce domaine il faut éviter l'affabulation romanesque. Aller dans le Tiers-Monde et dire ce qu'on a vu, il faut le faire, mais c'est de l'information. Mais quand il s'agit d'une histoire complètement inventée, dans un but de vendre des bouquins (il faut bien le dire), avec le zest de sensationnalisme, c'est impur et ambigu."

Cette équivoque, un personnage essentiel

du roman noir la concentre entièrement dans son existence, c'est le privé. "C'est un faux contestataire puisque en principe, il se substitue à la police pour défendre le bourgeois, même s'il n'est jamais heureux à la fin. La tendance générale est la suivante : il touche son argent et pense tout haut "Mes clients sont tous des salopards, ils m'ont pris pour un con." Et il referme le portefeuille parce que comme pour le psychiatre, s'il n'y a pas une relation avec l'argent, le détective privé n'existe pas." Cette spécificité a valu au roman noir une mauvaise réputation. Il serait une littérature de crise, désespérée, n'aboutissant qu'à la crise, poussant au désespoir.

"Je ne crois pas à l'œuvre d'art, au livre qui pousserait son lecteur au suicide, au hold-up ou au massacre. Personnellement je laisse le soin à chaque lecteur de tirer ses conclusions. Pour moi pas de littérature à message. Je ne dis pas, ceci est bien, ceci est mal,, je dis ceci existe." Et si c'était là sa force essentielle ?

Michel FURBY

(1) L'Almanach du crime paraît chaque mois de décembre. En vente dans toutes les bonnes librairies.

(2) Et plus particulièrement sa trilogie : Le Faubourg des coups de triques ; Une sorte de bleu ; Le Jade et L'Obsidienne.

Cinq films en voie d'achèvement, trois films en chantier, le cinéma algérien et son "allié", la télévision, vont nous en mettre plein les yeux.

ALGÉRIE 82 : VIVE LE CINÉMA !

Qui a été récemment en Algérie, en milieu urbain et en milieu rural comprendra aisément la problématique actuelle de ce cinéma : explosion démographique et problème du logement, industrialisation et réforme agraire, algérianisation et place de la femme dans la société. Si l'Algérie a encore les problèmes d'un pays du Tiers-Monde, elle rencontre déjà les difficultés des sociétés occidentales. Les grandes villes attirent les populations rurales et sont surpeuplées ; les logements sont trop petits, les jeunes vivent dans les rues, ne sachant souvent que faire. C'est cette réalité qui s'impose aux créateurs algériens. Ils sont lucides, à quelque stade de la production cinématographique qu'ils se situent. Jean-Pierre Garcia et Marie-Odile Desjonquères les ont rencontrés sur leur lieu de travail.

Assumer toute la réalité

"La cinématographie algérienne, quelles que soient ses faiblesses, a décidé de représenter la réalité. C'est un point particulièrement important et positif. Évidemment la question qui vient à l'esprit est comment représenter cette réalité. La

Le rôle de la télévision

Cinq films pour le grand écran ont été achevés ou presque : *Faits divers* (collectif), *Vent de sable* de M.-L. Hamina, *L'empire des rêves* de J.-P. Lledo, *Le mariage de Moussa* de T. Mefti et *Un toit, une famille* de R. Laradji. Ces réalisations illustrent de manière éclatante la nécessaire coopération entre le cinéma et la télévision dans la mesure où ces films sont coproduits par la R.T.A. et l'INCIC, sauf *Vent de sable* entièrement produit par la télévision algérienne. Par ailleurs, un autre film est en tournage : *Hassan Taxi* de Slim Riad. Il est prévu en outre deux autres films qui seront réalisés par M. Bouamari et M. Allouache alors que Azizi termine un scénario et que F. Beloufa a déposé un sujet intitulé *L'étoile du fond du trou*.

De son côté la production télévisuelle



Accroupi, le réalisateur J.-P. LLEDO.

réalité ce n'est pas seulement l'apparence extérieure des choses, c'est aussi les rêves des personnages, l'amoncellement de leurs désirs... Notre cinéma a jusqu'à présent pris la réalité comme objectif, la réalité historique même. Sa thématique en est très forte. Mais ce qui lui a souvent manqué c'est d'avoir un lien personnel avec cette réalité-là. Les films importants qui pourront être faits dans la prochaine période sur le thème de la guerre de libération nationale le seront parce que les réalisateurs auront su profiter de toute la réflexion qui s'opère depuis quelques années dans le cinéma algérien.

"Souvent le fait d'avoir à faire des films sur la guerre bloquait un peu le cinéaste qui avait peur de prendre une certaine distance avec la vérité historique... les réalisateurs ne réussissaient pas à isoler suffisamment leurs personnages. Ceci dit, c'est vrai aussi que dans nos relations sociales les groupes sont très homogènes ; aujourd'hui encore il n'y a pas de véritable séparation entre les individus et la société. On voit bien cette situation dans *Omar Gallato* d'ailleurs."

Un cinéma d'auteurs

"Dans notre cinématographie la dimension culturelle a primé. La rentabilité n'a pas été l'exigence première, ce qui a permis une grande disponibilité du réalisateur. Aujourd'hui ne pas faire de films commerciaux doit signifier pour nous faire des films d'auteurs et avoir un rapport plus franc et plus audacieux avec la fiction. Notre succès dépendra de notre capacité à imposer la fiction dans nos films même si le thème de départ est la réalité..."

"Quand je parle de relations personnelles dans le cinéma, je ne veux pas dire que le réalisateur doit faire des films psychologiques à l'occidentale, je pense plutôt à des films épiques dans lesquels se détachent certains personnages."

J.-P. LLEDO
Réalisateur ONCIC

Vingt ans d'indépendance, quarante longs métrages produits par l'Office National du Cinéma. Plus de cent heures de programme de fiction pour la télévision en 1980. Le cinéma algérien existe, mieux, il est aujourd'hui à même d'espérer un examen critique. Le Festival d'Amiens rendra un hommage mérité à l'une des cinématographies les plus marquantes du Tiers-Monde.

ONCIC : Office National pour la Commercialisation et l'exploitation de l'Industrie Cinématographique.
RAT : Radio Télévision Algérienne.

Jean-Pierre GARCIA

B. ABDOU
Rédacteur en chef
des Deux Ecrans

REVUES

Psychiatre populaire, pour qui pour quoi par Lucien Bonnafé, publication Cemea

□ Un ouvrage qui crie que les rapports entre la psychiatrie et le peuple doivent se modifier profondément. C'est à des gens très ordinaires qu'il souhaite s'adresser car "si ces gens ordinaires ne font pas des choses extraordinaires" les rapports de la maladie mentale et de la cité resteront inchangés.

□ **L'école et la Nation**, numéro de décembre 1981. Un très bon dossier sur les différences et les inégalités où le Professeur Albert Jacquard et le philosophe Lucien Sève exposent leur point de vue avant de les associer dans un débat passionnant.

LIVRES

Mohammed Cohen par Claude Kayat Editions du Seuil

□ Etre fils de mère arabe et de père juif pose des problèmes d'identité. Surtout quand on aime la littérature française. Par contre quand on se considère comme 100 % juif et 100 % arabe, on peut vivre en Suède. Un roman chaleureux et cocasse.

L'Etat du monde 1981 : annuaire économique et géopolitique mondial sous la direction de F. Gèze, A. Valladao, Y. Lacoste. Editions Maspéro

□ L'histoire s'accélère. Les années 80 sont prometteuses de bouleversements politiques qui tiennent autant aux fissures qui se forment dans le bloc communisme qu'aux mouvements incertains des pays du Tiers-Monde et aux incertitudes de l'Occident. Qui tiennent aussi des crises des idéologies comme au développement ultra rapide des media. Cet annuaire fait le point de l'organisation de l'espace et de l'histoire dans un monde où il est de plus en plus difficile et de plus en plus nécessaire d'y voir clair.

Fatima ou les Algériennes au square par Leïla Sebbar Editions Stock

□ Des femmes algériennes parlent entre elles dans le square. De leurs vies, de leurs peurs, et exorcisent ainsi leurs solitudes. Toutes ces femmes à mi-chemin de deux civilisations racontent comment, sans véritable prise sur

le réel, on peut, à force de ruse, s'adapter à l'exil, ou quelquefois perdre définitivement son identité. Un très beau livre.

Le Détéreur de Mohammed Kaïr-Eddine Editions du Seuil

□ *Le Détéreur, roman* : c'est ce qu'indique la couverture. Ce déterreur c'est l'auteur, M. Kaïr-Eddine, écrivain marocain d'expression française. Il exhume les morts pour se repaître des lambeaux de leurs souvenirs, pour retrouver sa mémoire, son identité.

A son insu, on a glissé en sa bouche, sous sa plume, une langue qu'il estime ne pas être sienne. Dans sa quête démente il nous entraîne du Sud marocain, écrasé de soleil, aux paysages industriels, froids et lépreux du Nord de la France. Tout au long de ce périple, le cri de l'individu spolié de sa culture ; des images poétiques, parfois un peu verbeuses et surannées, mais où soufflent avec force, la colère et la déraison. Roman *Le Détéreur* ? plutôt le poème épique d'une quête de soi.

L'Arabie Saoudite, par G. de Bouteiller Editions PUF

□ Ce tout récent ouvrage sur un pays qui fait couler beaucoup d'encre, mais demeure néanmoins secret, fait le point sur l'économie de l'Arabie, mais aussi sur la place de l'Islam dans sa politique intérieure et extérieure et lève un voile sur les transformations importantes du pays aujourd'hui.

Le gouvernement socialiste et la politique d'immigration (2 vol.)

□ Un dossier extrêmement bien documenté réalisé par le C.I.E.M. (*Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations*) 46, rue de Montreuil - 75011 Paris - 372.49.34.

L'Islam au péril des femmes - Une Anglaise en Turquie au XVIII^e siècle, par Lady Montagu Editions Maspéro

□ Quelle bonne idée d'éditer, avec une copieuse et passionnante introduction, les lettres de la femme de l'Ambassadeur d'Angleterre à Constantinople ! C'est l'un des premiers regards intelligents et sympathiques européens sur cette "différence" inouïe des "mœurs turques" pour les Européens de l'époque.

CINEMA

Le Faussaire, de Volker Schlöndorff (R.F.A. 1981)

□ Tout le monde en parle. Chacun pourtant regarde et juge de

l'extérieur comme si les images ne dépassaient plus rien au-delà d'un certain seuil dans l'horreur. Schlöndorff en fait beaucoup et avec beaucoup de distance. Allez voir son film mais ne vous laissez pas piéger par "le faussaire".

La Fille offerte, d'Helma Sanders (R.F.A. 1981)

□ L'une des révélations de Cannes par l'auteur de "Allemagne mère blafarde". A ne pas manquer. C'est autre chose que Christiane F. !

La Peau, de Liliana Cavanni (Italie 1981)

□ Les libérateurs américains de 1945 découvrent l'Italie du Sud du haut de leurs chars Patton. Et bien entendu les deux civilisations s'entrechoquent... Pas très convaincant pour beaucoup de nos amis qui ont vu l'avant-première.

THEATRE

Marionnettes du monde

□ Un grand festival de marionnettes, au Théâtre de l'Est Parisien de janvier à mars 1982, rassemble les ombres de Richard Bradshaw (Australie), les personnages classiques du Theater Toone (Belgique), les muppets manipulés à vue par Bruce Schwartz (USA), les sculptures animées de Alain Duverne (France), les fantômes expressionnistes de Jean-Pierre Lescot (France) et les marionnettes de bois du Teatro Porcospino (Italie).

TEP - 636.91.02

Giovanna Marini et son quatuor vocal

□ Ce qui caractérise la tradition orale italienne est qu'elle est proche du théâtre. Le chanteur populaire est conteur, récitant, bouffon, metteur en scène. C'est à cette tradition que se rattache Giovanna Marini (comme Dario Fo). Elle raconte et chante la vie du peuple italien, paysans et ouvriers, et ses grands événements, les grèves, l'occupation des logements, des usines, des terres, les massacres de la police de Scelba, ce qui est tragique dans la lutte mais aussi ce qui est drôle et réchauffe les cœurs dans la solidarité. Des chants sublimes. A aller entendre toutes affaires cessantes.

Théâtre de l'Est Parisien, du 26 janvier au 14 février 1982.

Juliette du côté des hommes, de Claudine Bories (France 1980)

□ L'émotion, l'enfance, la tendresse, la virilité, la vantardise

des hommes qui parlent et se découvrent à une femme. Une voix de femme commente, mais interpelle sur toutes ces rencontres. A voir, c'est une première !

DISQUES

Le disque de la paix

□ Yves Montand, les Cousins de Miel, Michel Fugain, Jacqueline Taieb et Claude Maurane ont fait ce disque à partir du livre de Bernard Benson *Le livre de la paix*. Une véritable comédie musicale au message simple et chaleureux. *Productions disques ADES*.

More Gregory, de Gregory Isaacs

□ Bien qu'il ne soit plus à présenter, G. Isaacs surprend toujours. Sa dernière livraison Reggae est du très bon travail. Elle nous fait parfois penser à Burning Spear et à Third World. Un défaut et une qualité. (*Polygram 6302103. Distribution Phonogram*).

Holdin' out my love to you, Max Roméo

□ Decevant. Depuis longtemps il nous habitue à un reggae de plus en plus commercial, là il s'est surpassé. Il suit tout bonnement le chemin de Peter Tosh. Enfin, chemin est un grand mot, cul de sac serait plus juste. (*Shanachie 43002*).

Amina, Fawzy al-aiedy

□ L'audience de Fawzi al-aiedy ne suit malheureusement son talent. Celui-ci destiné aux enfants fait connaître la musique arabe dans sa diversité. Un bon cadeau pour les fêtes. (*SH 301133*).

Winayataqui par Bolivia Manta

□ Un choix de thèmes et de chansons, un aperçu de la musique populaire, telle qu'elle est quotidiennement pratiquée en Equateur, au Pérou et en Bolivie. En plus du disque, cet album comporte une plaquette avec les photos et les descriptions des instruments de musique des Indiens des Andes, ainsi que la traduction en français des paroles des chants en espagnol ou en quechua.

(*Chaski Productions. Editions musicales, B.P. 541 - 78000 Versailles*). Distribution : *Sélection Jean-Pierre Gipey, 12, rue Chabanais, 75002 Paris, 774.76.76*.

Notes réalisées par Jean-Pierre Garcia, Annie Laurant, Anne Laurent, Marc Mangin, Robert Pac, Alain Rauchvarger, Yves Thoraval.

SPORT ET CHAUVINISME



RICHARD KALVAR/MAGNUM

Le chauvinisme a deux pères : la guerre et Nicolas Chauvin, un vieux soldat qui s'illustra lors des guerres du Premier Empire. Blessé 17 fois, célèbre pour son enthousiasme militaire, il a donné son nom aux patriotes belliqueux qui idolâtraient Napoléon I^{er}. On les appelait les chauvins. De chauvin, on fit chauvinisme.

C'est ainsi qu'un nom propre devint un nom commun. La bravoure ouvrit à Nicolas Chauvin les pages du dictionnaire, celles qui suivent les pages roses. Un écrivain, aujourd'hui oublié, Eugène

Scribe lui consacra même une pièce de théâtre : "Le soldat laboureur".

Aujourd'hui le chauvinisme s'exprime moins sur les champs de bataille que sur les gradins des stades, des vélodromes, des gymnases ou devant les écrans de télévision. Et, pour le Français moyen, la ligne bleue des Vosges s'est rapprochée jusqu'à ce rectangle jaune ou vert que les supporters de l'équipe adverse tiennent à bout de bras. Des bras qui peuvent, le cas échéant, frapper. Dans le département du Var, une petite ville où se disputait un petit match de football

entre deux formations, un reporter-photographe du quotidien local a failli périr étranglé par les supporters d'une des équipes.

Sans l'intervention du gardien de but, notre confrère serait sans doute mort. Et ne parlons pas de ces rivalités sportives qui se règlent, après match, sur le terrain, à coup de clefs à molette. En revanche, d'autres estiment que le chauvinisme dans le sport joue le rôle d'une soupape de sécurité permettant à l'agressivité des hommes de s'exprimer librement... dans un stade, plutôt que dans la rue ou à la maison. Le débat est ouvert.

EDWIGE AVICE

Ministré délégué à la Jeunesse et aux Sports.

"Le chauvinisme dans le sport est, à l'évidence, un phénomène regrettable. Tout d'abord parce qu'il risque d'étouffer la notion de jeu qui doit présider à toute compétition sportive, alors que les stades sont un des rares lieux de rencontres qu'offre encore notre société à un échange amical entre les nations, créant ainsi des liens très forts et très sains. Ensuite parce qu'il secrète la violence, je me félicite à ce propos que l'action du Comité contre la violence, que dirige M. Ferran, pour rendre au sport les qua-

lités du fair-play qu'il a trop souvent perdu. Enfin parce qu'il débouche sur la politisation du sport avec un risque croissant de main-mise des Etats.

"Je souhaite rappeler ici très fermement la volonté du gouvernement français de préserver l'indépendance du mouvement sportif. L'élan des spectateurs à supporter leur équipe est fort d'enthousiasme et de chaleur, mais il ne peut se faire que dans le respect absolu de l'équipe adverse et des décisions de l'arbitre. Nul ne saurait nier que la volonté de vaincre qui anime tout athlète, au moment de la compétition, est saine et facteur de succès. Faisons que les règles du jeu gardent au sport ses qualités de compétition, bien sûr, mais de compétition amicale."



BAKET/RUSH

PASCALE TRINQUET

Double championne olympique (individuelle et par équipe), au fleuret à Moscou, en 1980.



“Le chauvinisme ? Moi, je me sens peu concernée par la question pour deux raisons. D'abord, si on le compare aux autres disciplines sportives, l'escrime est, relativement, à l'abri des débordements chauvins. Cela tient à deux raisons essentielles : les spectateurs sont peu nombreux et les salles sont petites. Certes, il convient de nuancer. Il m'est arrivé de me faire siffler ou huer. J'ai vécu cette mésaventure en URSS et en RFA. “Mais, et c'est le second point de ma réponse, il n'est pas évident que ces manifestations d'intolérance fassent perdre ses moyens au sportif. En escrime, tout au moins. Il s'agit d'un sport de combat qui exige beaucoup de concentration et de volonté de vaincre. Nous pouvons très bien faire abstraction de l'environnement. De plus, les huées et les sifflets peuvent avoir un effet boomerang, survolter, au contraire, le champion visé et le rendre encore plus hargneux.”

JOSEPH SANGUEDOLCE

Maire de Saint-Etienne.



“Je suis un fidèle supporter de l'A.S. Saint-Etienne, je suivais régulièrement les matches disputés au stade Geoffroy-Guichard. Malgré un emploi du temps extrêmement chargé, j'assiste toujours à la plupart des rencontres de championnat. J'ai même accompagné l'équipe à l'occasion de rencontres de Coupe

d'Europe. Il suffit de se rendre à l'étranger pour vérifier que Saint-Etienne est largement connue pour son équipe de football. Un grand match à Geoffroy-Guichard rassemble parfois de spectateurs venus de 50 ou 60 départements. Cette situation a des retombées positives sur l'hôtellerie, le commerce local. “Enfin, le rayonnement de l'équipe et le nombre de spectateurs rassemblés expliquent la décision récente d'agrandissement et de modernisations du stade afin qu'il puisse abriter 50 000 spectateurs. Assistant depuis des années à des matches de très haut niveau, les supporters stéphanois sont exigeants. Ils apprécient le beau jeu. Evidemment, ils soutiennent les “Verts” avec beaucoup d'enthousiasme. Mais ce soutien ne m'a jamais paru dépasser les limites raisonnables. Il est visible que l'équipe est stimulée par son public.

“Je ne confonds pas l'enthousiasme du supporter, le soutien qu'il apporte à “son” équipe, avec le chauvinisme qui est condamnable en tous domaines. Je ne crois pas non plus que l'homme soit naturellement agressif. Ayant moi-même pratiqué le sport cycliste, il me paraît normal et souhaitable que des hommes et des femmes s'affrontent sur un stade, un gymnase, un vélodrome. La compétition terminée, pourquoi ne deviendraient-ils pas des amis, en même temps que d'efficaces propagandistes de leur sport favori ?”

CYRILLE GUIMARD

Ancien champion cycliste devenu l'entraîneur de l'équipe Renault-Gitane. A son “palmarès” : quatre victoires au Tour de France, trois avec Hinault, une avec Van Impe.



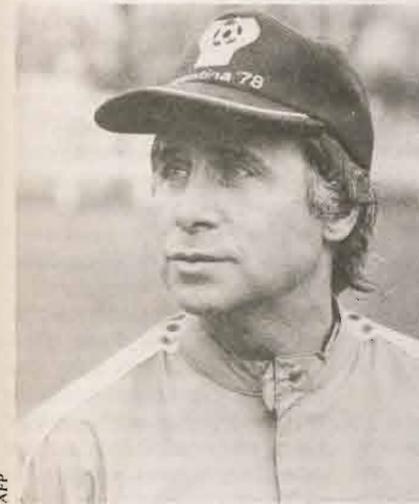
“Quand on parle de chauvinisme il faut d'abord préciser les paramètres. On ne peut pas reprocher au public d'encourager les sportifs en compétition, de préférer celui-ci à celui-là, de le faire savoir. Bien entendu ma réponse serait incomplète si je n'ajoutais pas que cette attitude ne signifie pas qu'il faille mésestimer l'adversaire et le mépriser. Il ne faut pas non plus confondre supporter un champion et le porter. En disant cela, je pense à ces spectateurs qui, lors des épreuves cyclistes de montagne, croient rendre service à leur favori en le poussant dès que la route s'élève ou que le coureur montre des signes de faiblesse.

“Cela étant, en France le public est moins chauvin qu'en Hollande, en Belgique ou en Suisse. Mais, n'exagérons pas. Le mal existe, mais il n'est pas aussi profond qu'on le dit. Ainsi, on nous avait présenté l'Italie comme l'archétype du pays chauvin et anti-sportif. Nous avons participé au “Giro d'Italia” et nous avons constaté que toutes ces affirmations étaient fausses. Le public s'est admirablement bien comporté et à certains égards bien mieux que le Français. Je ne dirai pas la même chose de la presse italienne. Elle a écrit des choses inimaginables sur la prétendue guerre entre les deux grands coureurs italiens Saronni et Moser. Elle les a artificiellement opposés. C'est souvent les journaux qui créent le chauvinisme et mettent le feu aux poudres.”

“Les débordements chauvins ne sont pas directement liés, à mon avis, au sport mais à d'autres raisons. Lesquelles ? Je ne suis pas un sociologue. Je crois que certaines personnes déchargent leur agressivité en gueulant dans les stades. D'autres font du footing le dimanche matin ou enfourchent un vélo. Il y en a qui mettent le feu à des voitures. Je préfèrent les deux premières solutions. Le sport peut jouer le rôle de soupape de sécurité.”

MICHEL HIDALGO

Entraîneur-sélectionneur de l'équipe de France de football.



“Votre question pose le problème de l'environnement du sportif de haut niveau. Les gens sont de plus en plus exigeants vis-à-vis des joueurs et des... entraîneurs. Les champions sont soumis à une tension extrême. Ils sont sollicités de toutes parts : la presse, les supporters, l'opinion publique, la publicité, l'argent, les pouvoirs publics. Ils sont encensés, critiqués, flattés. Ils ont aussi des comptes à rendre.

“Toutes ces exigences contradictoires perturbent le joueur et le couple joueur/entraîneur, et constituent autant de facteurs de division. Il n'est donc pas étonnant que l'on enregistre autant de divorces dans les milieux sportifs. Le joueur qui lit dans la presse que sa non-sélection en équipe de France est injuste le croira certainement. Il en voudra terriblement au sélectionneur. Croyez-moi, il devient de plus en plus difficile de maintenir une équipe.”



ROGER COUDERC

Journaliste sportif à Antenne 2. Spécialiste du rugby.

“On m'a souvent reproché d'être chauvin quand je commente à la télé des matches de rugby. C'est vrai qu'il m'arrive de m'emballer un peu. Je le regrette, mais je ne voudrais surtout pas que les téléspectateurs qui m'écoutent croient que je suis viscéralement hostile aux

adversaires de l'équipe de France et que je leur déclare la guerre chaque fois qu'ils apparaissent sur le petit écran. Je ne suis pas chauvin. Je ne fais qu'exprimer mon amour pour l'équipe de France. Pourquoi n'aurais-je pas de préférence, hein ? A Cardiff, croyez-moi, le public y va aussi de ses “go Wales”, criés à pleins poumons. C'est à mon avis une attitude normale. Ce qui l'est moins, c'est que l'on en arrive à mépriser l'équipe adverse. Alors là, pas question ! Je ne suis jamais tombé dans ce travers.”

SERGE BLANCO

Arrière de l'équipe de rugby de Biarritz et titulaire de l'équipe de France.



“J'ai été insulté, menacé, montré du doigt par les supporters de l'équipe adverse. Une fois on m'a même craché dessus à travers le grillage. Vous pensez bien que je ne défendrai pas ce chauvinisme-là, ces spectateurs-là qui se mettent à vociférer des mots grossiers pour nous intimider. Heureusement que tous les supporters ne se conduisent pas de cette manière. De ce point de vue, Biarritz, c'est le Paradis. Le Paradis pour nos adversaires. Ici, le chauvinisme fait complètement défaut.

“On aboutit à un excès inverse. Le public ne nous soutient pas assez. Du moins, c'est un soutien à éclipses. Quand l'équipe marche, il envahit les gradins ; mais quand elle recule au classement, il les déserte. Ce n'est pas bon pour le moral des joueurs. Donc, d'une certaine façon, les sportifs ont besoin de sentir autour d'eux un climat chauvin. Moi, je rêve d'un chauvinisme qui s'exprimerait par des chants d'allégresse, repris en chœur par la foule et par le respect des équipes en compétition.”

Le courrier des lecteurs change de formule. Désormais il sera le lieu d'un débat entre les lecteurs. Le journal n'interviendra que lorsqu'il sera interpellé directement. D'autre part, nous donnerons la parole à des personna-

lités qui ont des choses particulières à dire de par leur profession ou leur place dans notre société. Ce mois-ci nous inaugurons cette nouvelle formule avec Roger Gicquel.

La parole à... Roger GICQUEL

Chargé de la revue de presse à France inter de 1969 à 1973. Directeur des informations à la radio de 1973 à 1974. Présentateur du journal de TF 1 de 1975 à 1980. Pour TF 1, il a réalisé deux émissions de 2 h sur le sport automobile et une émission de 1 h sur le Congrès eucharistique de Lourdes. Actuellement il a une chronique à Europe N° 1 "Si on parlait de vous" (7 h 15 tous les matins sauf

samedi et dimanche). Il a enregistré récemment un disque de ses chansons. (Il écrit depuis toujours des chansons paroles et musique). Auteur d'un ouvrage "La Violence et la peur", il vient de préfacer un livre "Si tous les enfants du monde", ouvrages de dessins et de réflexions d'enfants sur le monde, la guerre, le racisme (éditions France Empire).

L'antiracisme, un courage de chaque soir

La différence est avant tout une expérience, un vécu. Et un vécu difficile. Il faut garder l'esprit ouvert, rester à l'écoute des autres. Reconnaître et accepter les différences, c'est déjà les voir en soi-même. Cela demande des efforts, du courage, une réflexion. Il est si confortable de rester dans la matrice de son éducation, de ses idées reçues. La tolérance n'est pas quelque chose d'inné chez l'homme. Cela doit se cultiver sans arrêt. De plus le racisme est ordinaire, presque structurel : on met les immigrés dans des cités d'immigrés, on les exclut, je dirais presque auto-

matiquement. C'est une lutte quotidienne que chacun de nous doit mener. Quant à nous, nous recevons un courrier très volumineux de gens qui ont été victimes de ce racisme ordinaire. Nous essayons toujours de trouver des solutions, parfois même nous en faisons des chroniques. Dans le métier que j'exerce, dès qu'il y a une différence un peu voyante, cela se transforme en anecdote, propre à faire sourire. L'autre jour, j'entendais une psychanalyste pour chien. On peut s'étonner ! Pourtant elle avait des choses à dire. Il faut être curieux de tout, je crois. Et le

problème principal est celui de l'information. Les gens ne se donnent pas les moyens de s'informer. Ils sont peut-être aussi submergés par la variété de l'information. Mais je ne suis pas pour les émissions spécialisées. C'est souvent un alibi : voilà on a fait l'émission sur les immigrés, on ne peut rien nous reprocher... Il faut plutôt que toute la parole diffusée sur tous les programmes puisse intégrer l'esprit de tolérance. Pourquoi, par exemple, est-il si difficile de voir une femme chef d'orchestre à la télévision ? Il y en a beaucoup pourtant. Mais on ne prend pas de risques, on se contente de con-

forter les valeurs bien établies. C'est pour cela qu'il est très utile qu'un journal veuille développer une action de tolérance et de découverte de l'autre. Il faut même sans doute élargir le débat à toutes les différences. Il faut sans doute rentrer plus dans le concret. Cela m'intéresse beaucoup plus que les grandes déclarations, les colloques, les manifestes. Ce qu'il faut, c'est regarder la vie des gens, les expériences sous un éclairage "normal". Les philosophies bougent devant les vécus, pas devant les bonnes paroles.

Le professeur Memmi contesté

Je voudrais dire à Albert Memmi, par l'intermédiaire de votre journal que je suis une femme comblée. En effet, je vis depuis 10 ans avec un homosexuel. Nous avons 4 enfants, nous avons chacun nos aventures. Nous nous aimons pour la vie, et je ne me décide pas à le considérer comme un mulet.

Mme E. BARLIER

L'article du professeur Memmi me semble être en retard de 10 ans sur l'état des mentalités. Et notamment ce petit air égrillard qu'il semble prendre en parlant de la différence féminine qui lui réchauffe le cœur. Cette idée qu'il existe un ravin bien pré-

cis entre les deux sexes est une aberration. Ne serait-ce que naturellement, je dirais même physiquement, il existe évidemment tous les stades de l'extrême féminité à l'extrême virilité. Bien heureux ceux qui sont décidément, définitivement dans un camp. Et tant pis pour ceux qui ont — passez-moi l'expression — le cul entre deux chaises. Il est évident aussi que si ce ravin existe de fait, c'est dû aux différenciations culturelles, et notamment celles du vêtement et de la coupe de cheveux. Moi je dis qu'une civilisation qui laisse s'exprimer les hésitations, les transitions, les moyens-termes d'une façon générale le doute, c'est une civilisation supérieure, qui provoque la pensée et la tolérance. Une civilisation dans

laquelle les goûts sexuels simplistes du Professeur Memmi auraient aussi leur place.

R. de GOURVAL

La difficulté de vivre ensemble

"J'ai lu avec intérêt votre article sur les mariages mixtes. Mon point de vue est le contraire d'un point de vue raciste, puisque je pense que conserver une race pure n'a ni intérêt, ni véritable sens (où est la pureté ?) et qu'au contraire, des croisements et mixages divers peuvent naître, non pas de nouvelles races, mais de nouveaux hommes, plus riches, plus intelligents. Toutefois mon expérience m'a démontré que de la théorie à la pratique, il y avait une certaine distance. En effet j'ai tenté de vivre pen-

dant des années avec un homme musulman qui avait fait ses études en France et paraissait ouvert à mon propre univers. Or les rapports se sont dégradés de plus en plus avec le temps ; cet homme refusait d'accepter mes efforts pour être autonome, pour devenir une femme libre, pour ne pas dire libérée. Dieu sait que ces efforts sont durs même dans un pays comme la France et ses traditions. Mais quand on a contre soi les préceptes d'une religion-philosophie millénaire, on ne fait en aucun cas le poids. Le mariage ne peut être une lutte militante de tous les instants. J'ai renoncé, je me suis choisie moi-même, et un nouveau mari, un petit français tranquille, nourri des mêmes morales que moi."

G. DELORME

Quelques idées

Permettez-moi de vous faire part de quelques idées : ne serait-il pas possible de créer dans chaque ville une "maison des expressions" où tous ces gens qui ont toujours été baillonnés : prostitués, homosexuels, loubards, étrangers, etc., auraient la possibilité de s'exprimer sous des formes diverses : expositions, peinture, chansons, livres, films, débats, etc., afin de faciliter le contact avec le grand public et faire reculer les différences par une information directe.

D'autre part, ne serait-il pas utile de créer aussi un genre de S.O.S. sexualité par région afin d'aider les personnes, handicapées, ou non, ayant des difficultés soit psychologique, physique, etc., et quelle que soit la forme de sexualité de ces personnes : hétérosexuelle, homosexuelle ou autres.

Dans un autre domaine, suite aux grèves de certains infirmiers en milieu psychiatrique, vous serait-il possible de faire un article sur les mauvaises conditions de traitements infligées à des "malades" par certains psychiatres, directeurs d'établissements, infirmiers, dont les méthodes relèvent du sadisme ? car certains établissements sont des maisons de destruction de la personnalité et non pas des établissements de soins. Je pense à tous ces pensionnaires qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer mais qui doivent se taire sinon ils risquent des représailles, traitements de choc, coups, séquestration et dont certains sont utilisés comme cobayes.

B.G.B.

Pédophilie et exploitation du Tiers-Monde

J'avoue avoir été extrêmement déçu et attristé par votre article du numéro de novembre 1981 sur "le marché aux enfants". Il me semble que vous avez délibérément choisi, sur un

sujet aussi délicat que les droits des enfants (délicat parce que ce sont toujours des adultes qui parlent au nom des enfants) l'article à sensation, avec titres et intertitres "choc" ("DIFFERENCES ouvre le dossier de la honte", on croirait lire Minute) au détriment de la réflexion et de l'analyse (...).

Car enfin, il n'y a pas même, ne serait-ce qu'une ébauche d'analyse, pour tenter d'expliquer un minimum le mécanisme de ce "marché aux enfants". Pas la moindre ébauche d'analyse sur l'exploitation et même le pillage, que nous, Occidentaux, organisons dans les pays du Tiers-Monde, et qui a pour résultat de détruire l'économie de ces pays, d'affamer des millions et des millions d'êtres humains, dont des millions et des millions d'enfants. Vous n'expliquez pas, que pour ces enfants, la prostitution est tout simplement un moyen de ne pas mourir de faim (...).

C'est tout de même trop facile de crier au scandale de ce nouvel esclavage sans même dénoncer, ce qui, dans nos pays, fonde le flux de cette marée humaine : l'impossibilité, prévue par la loi (et sévèrement punie par elle), d'une sexualité mutuellement consentie entre mineurs et majeurs (...).

Le scandale est à peu près le même, qu'il réduise des enfants à la prostitution, à la mendicité, ou à servir de guide pour des sommes dérisoires, et surtout ce sont les mêmes mécanismes qui sont en œuvre : l'exploitation, le détournement et le pillage, que nous Occidentaux, organisons par la disproportion de nos besoins (alimentaires, gadgétaires, touristiques et aussi sexuels) sur des pays à qui on ne laisse pas le choix de maîtriser l'avenir. Il n'y a pas un tourisme "propre" et un tourisme "scandaleux", même s'il existe des degrés de divers scandales dans le tourisme et dans l'exploitation (...).

Un autre exemplaire de nos partis pris : vous parlez du phénomène qui impose la

transsexualité à des adolescents pour pratiquer la prostitution. Mais vous ne parlez pas du phénomène, autrement important qui impose la prostitution à des transsexuels parce que la loi ne leur reconnaît pas leur changement de sexe, et donc pas le droit au travail.

J.M. GEIDEL

Toutes les sensibilités

Ce qui me semble important pour DIFFERENCES c'est que ce mensuel soit le reflet de toutes les sensibilités (politiques, religieuses...) qui composent les lecteurs et naturellement ceux qui participent activement à la lutte antiraciste. Donc pas d'a priori ou de dosages savants. Mais il ne faut pas avoir peur de poser des questions, même des questions gênantes à ceux que nous avons mis au pouvoir le 10 mai. La première qualité de DIFFERENCES ne devrait-elle pas être la vigilance ?

Toutefois, je dois dire que je suis un peu agacé parfois par certaines "publicités" pour le PCF ou son idéologie que l'on trouve dans DIFFERENCES. Par exemple quand on dit à propos des "handicapés" que ce que l'on "doit retenir c'est le compte rendu d'un colloque organisé en 1977 à Paris par le Parti Communiste..." ou quand dans la rubrique cinéma 2 films sur 5 sont d'URSS (P. 53).

P. BLANCHET

Ne pas oublier la lutte des femmes

Le seul reproche que nous ayons à faire à votre journal, c'est de n'être pas assez informé sur l'une des grandes oppressions de notre planète : l'oppression des femmes. En tous pays. En tous milieux. Nous militons depuis toujours pour l'émancipation des femmes, et c'est notre association "Dialogue de femmes" qui a réussi à faire déposer au Sénat la proposition de loi contre la discrimi-

nation sexiste par le sénateur Sérusclat, lequel a bien voulu se rendre à nos arguments (...).

Il serait intéressant que vous preniez en compte l'actualité des femmes, qui justement luttent pour que leur "différence" ne leur soit pas imputée comme un péché (et d'ailleurs, la notion de péché vient justement de l'abus du pouvoir masculin : "Pour que je croisse, il faut qu'elle diminue..."), et que vous parliez de ce que nous faisons.

Pour "Dialogue de femmes" A. COLANIS

Les racismes des autres

Je lis régulièrement votre journal DIFFERENCES avec intérêt mais aussi, je dois l'avouer, avec un certain agacement. Il me semble en effet que votre lutte contre toutes les formes de racisme que les sociétés humaines peuvent, hélas, secréter, prend parfois les allures de la facilité et de la mauvaise conscience.

A quand un dossier sur le racisme anti-noir dans les pays du Maghreb, en Algérie par exemple, où fréquemment l'homme de la rue manifeste son mépris au descendant de l'esclave : car ces sociétés aussi ont été esclavagistes...

Croyez-vous que le stupéfiant machisme de ces sociétés — à côté duquel celui qui règne encore, malheureusement en France, paraît bien tenu — croyez-vous qu'il disparaisse comme par enchantement des mentalités des travailleurs immigrés ? Loin de moi le désir d'accabler d'opprobres ces enracinés qui connaissent souvent une dure condition dans notre pays, mais l'honnêteté et aussi, la solidarité envers leurs filles et leurs femmes, voudraient que vous évoquiez également ce problème, et pas seulement sous l'angle de la mauvaise conscience.

J. DUCLOS

8 janvier

■ **Les conditions économiques** de la liberté de la presse, tel sera le thème du débat organisé par la Commission Information de la Ligue des Droits de l'Homme, avec la participation de Guy Claisse, rédacteur en Chef du Matin.

Locaux de la Ligue, 27, rue Jean-Dollent, 75014 Paris, à 20 h 30.

11 janvier

■ **Réunion plénière de la Commission Droits et Libertés** dans l'institution militaire. On reparlera de la justice militaire et de la réforme du règlement de discipline générale des armées.

Ligue des Droits de l'Homme, 27, rue Jean-Dollent, 75014 Paris, Tél. : 707.56.35

17 janvier

■ **L'émission Mosaïque** à 10 h 30, sur FR 3, faite par et pour les immigrés à survécu. Sous l'ancien régime elle était financée par une structure gou-

vernementale, l'I.C.E.I. Elle était alors l'émission ghetto, où les informations étaient données par un Français, et où les animateurs assuraient les reportages et la partie variété. Actuellement l'émission cherche à trouver son indépendance. Elle devrait être vue par tout le monde.

19 janvier

■ **Je suis Pierre Rivière**, à 15 h, sur Antenne 2 d'après les documents rassemblés par Michel Foucault, raconte l'histoire de ce jeune homme, pas comme les autres, qui tua son père, sa mère et sa sœur, puis passa des semaines seul, à survivre dans la forêt, pour se rendre finalement aux gendarmes et écrire son histoire. Cela se passait aux environs de 1838, quand la loi réglementant les rapports de la folie et de la justice se trouvait promulguée. Une référence absolue pour réfléchir dans le domaine de la psychiatrie.

22 janvier

■ **Un Apostrophes particulier**

sur le thème : histoire des déracinés. Bernard Pivot invite Eduardo Arroyo pour son ouvrage *Panorama al Brown* (Lattès), Jacques Roth pour *Yovel* (Albin Michel), Jorge Semprun pour *L'Algarabie* (Fayard), Alain Bosquet pour *L'Enfant que tu étais* (Grasset) et Henri Troyat de l'Académie Française pour *Le Paris de l'étranger* (Flammarion).

21 h 30 sur Antenne 2

22-24 janvier

■ **Un colloque sur le thème "Les industries agro-alimentaires et les sociétés paysannes"** se tiendra à l'initiative du Conseil départemental du Mouvement de la Paix et le Conseil régional des clubs Unesco, à Nantes, à l'Auditorium du Château des Ducs de Bretagne. Vendredi 22, le cas de la France de l'Ouest. Samedi 23 les cas du Brésil et du Sénégal et l'environnement international. Dimanche 24, quel avenir pour les relations Nord-Sud/Est-Ouest.

Contacts : M. Rabu, 16, rue

Timothée, 44100 Nantes, tél. : (40) 46.01.75, ou M. Cavalier, 34, rue de la Convention, 44100 Nantes, tél. : (40) 43.88.13.

23 janvier

■ **Amnesty International** invite tous ses membres et tous ses sympathisants à une grande manifestation silencieuse de Montparnasse au Trocadéro en passant par l'Unesco à 15 h. Cette manifestation est destinée à attirer l'attention sur la pratique de la "disparition" des hommes et des femmes opposants comme technique de répression. Des manifestations analogues auront lieu dans toutes les villes de France.

Amnesty International, 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris, tél. : 557.65.65

23 janvier

■ **Assemblée Générale régionale** des comités MRAP Provence-Côte d'Azur à Marseille en pré-

sence de Jean-Pierre Garcia, secrétaire national.

23-24 janvier

■ **L'Association d'Amitié** franco-vietnamienne tient son 6^e congrès, dont l'objectif fondamental est un développement de la coopération franco-vietnamienne. Par ailleurs l'Association publie un bulletin d'information et de documentation bimestriel.

Association d'Amitié franco-vietnamienne, 37, rue Ballu, 75009 Paris, tél. : 526.14.00

30 janvier

■ **Assemblée Générale** des comités locaux parisiens du MRAP. Foyer Picoulet, 59, rue de la Fontaine aux rois, 75011 Paris, à 14 h.

30 janvier

■ **Un débat sur les questions** militaires clôturera la semaine sur les libertés organisée par la Ligue

des Droits de l'Homme des Yvelines.

Maison des Jeunes et de la Culture de Marly-le-Roi.

31 janvier

■ **Clôture de la campagne** de pétition, menée mondialement par le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France, sur la question des Juifs d'URSS. Cette campagne a été décidée à la conférence internationale des différentes communautés juives en octobre. Elle se veut un catalyseur de l'action des gouvernements occidentaux qui sont très silencieux sur cette question. Elle réclame que le droit élémentaire de libre circulation des hommes et des idées soit respecté conformément à la Déclaration des Droits de l'Homme et aux accords d'Helsinki. En ce qui concerne les juifs d'URSS, cela veut dire qu'ils doivent pouvoir émigrer en Israël comme bon leur semble et qu'ils doivent pouvoir jouir du plein exercice de leurs droits religieux.

CRIF, 19, rue de Téhéran, 75008 Paris, tél. : 561.00.70.

31 janvier

■ **C'est la date limite** que souhaite l'UD-CGT de Paris pour le dépôt des demandes de régularisation des travailleurs immigrés sans papiers. En effet un retard considérable s'est accumulé dans l'examen des dossiers, ce qui crée des préjudices importants pour certains travailleurs. Et bon nombre de sans papiers n'ont pas encore déposé leur demande. L'UD-CGT demande donc que l'examen des dossiers soit accéléré, notamment par l'embauche du personnel, que les employeurs respectent les mesures de régularisation, et que soit créé un bureau de réclamation et d'information dans les services de la Direction Départementale du Travail.

1^{er} février

■ **Pour présenter les journées** cinématographiques d'Amiens contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (qui se tiendra du 11 au 21 mars 1982), le MRAP fait une conférence de presse à 11 heures à son siège, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Ce

festival est le deuxième du nom. Il verra 14 films de long métrage en compétition (16 ou 35 mm, fiction ou documentaire), une rétrospective du film contre le racisme, la découverte de 10 films inédits du cinéma indien, un hommage au cinéma algérien 1962-1982, un regard sur les cinéastes noirs et bien d'autres manifestations, débats, expositions.

Il faut noter aussi une très large décentralisation dans plus de 30 localités de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme.

Renseignements : Jean-Pierre Garcia, tél. : 806.88.00

8 février

■ **L'information et les problèmes** de la défense nationale, quelle source ? Comment traiter ce type d'information ? Réunion-débat de la Commission Information de la Ligue des Droits de l'Homme, avec la participation de journalistes spécialisés dans les problèmes de la défense, accrédités et non accrédités auprès du Ministère de la Défense.

Tél. : 707.56.35

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de
SULLY
Confort, élégance, qualité,
des chaussures faites pour marcher
85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare
Du 34 au 43 féminin,
du 38 au 48 masculin, six largeurs
CATALOGUE GRATUIT :
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6^e
5% sur présentation de cette annonce



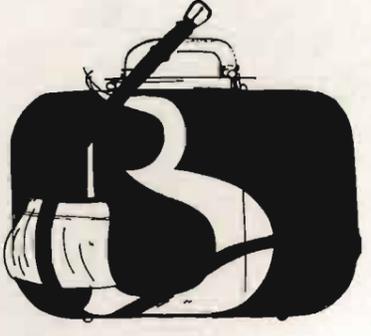
Orfy
Boutique
73 RUE PRÉSIDENT ÉDOUARD HERRIOT
69002 LYON
TÉLÉPHONE (78) 37.13.25



Marchal
VÊTEMENTS
DE LOISIRS
43, r. du Sentier, 75002 PARIS
☎ 233 49-35
Ets. MARCHAL
Société à Responsabilité Limitée
au Capital de 125.000 Francs



Bernard
Maroquinier
Pour vos cadeaux :
LE TANNEUR - SAMSONITE
FAVO - SAUVAGNAT
4, rue des Quatre Chapeaux - 69002 Lyon
51, rue Pdt Edouard Herriot - 69002 Lyon
Tél. (16.7) 837.37.13



MODISTE
CHAPELIER
Benjamin
45, rue de
Béthune
LILLE



BOUTIQUE
(cacharel)
54, RUE DE BÉTHUNE. 59000 LILLE - TÉL. - (20) 54.75.58

MISTER WEST
58, rue de brest 69002 Lyon - téléphone (7) 837.65.50
17, rue des archers 69001 Lyon - téléphone (7) 837.31.53
12, rue paul-bert 69003 Lyon - téléphone (7) 860.83.97
9, place victor-hugo 38000 Grenoble - téléphone (76) 46.01.86
james west
2 boulevard agutte sembat 38000 Grenoble
téléphone (76) 44.01.86
service commercial 2, rue david girin 69002 Lyon
téléphone (7) 837.88.36





LES TROIS CHATS

Il y avait une fois trois chats.

Un chat noir, un chat blanc, un chat gris. Le chat noir était tout noir... et il voulait être blanc. Le chat blanc était tout blanc... et il voulait être noir. Et le chat gris ? Il était tout gris, et très content d'être tout gris.

Quand le chat blanc voyait quelque chose de noir, il se roulait dedans, dans l'espoir de devenir noir. Il se roulait dans le charbon, il se roulait dans la terre noire, il se roulait même dans le caca, quand le caca était tout noir.

Quant le chat noir voyait quelque chose de blanc, il se roulait dedans dans l'espoir de devenir blanc. Il se roulait dans le sucre, il se roulait dans la farine, il se roulait même dans le caca, quand le caca était tout blanc, mais ça arrivait pas très souvent.

A force de se rouler dans le noir, le chat blanc est devenu gris.

A force de se rouler dans le blanc, le chat noir est devenu gris.

Et il y a eu trois chats gris.

Un chat gris pas du tout content d'être gris parce qu'avant il était blanc et qu'il voulait être noir.

Un chat gris pas du tout content d'être gris, parce qu'avant il était noir et qu'il voulait être blanc.

Un chat gris qui avait toujours été tout gris et très content d'être tout gris. A ton avis lequel de ces chats est le plus intelligent ?

— Le gris ?

— Le gris, si tu veux. De tout façon il a plu.

Le chat blanc est redevenu blanc.

Le chat noir est redevenu noir.

Le chat gris était toujours tout gris.

Et ils ont été très contents de s'être rencontrés dans mon histoire et de s'être fait de bons amis du chat noir et du chat gris, du chat gris et du chat blanc, parce que l'important dans la vie ce n'est pas d'être noir ou gris ou blanc, c'est d'être comme on est et d'avoir de bons amis.

Et c'était l'histoire du chat noir, du chat blanc et du chat gris.

Alain Gausse

DES MAGASINS POUR DES TEMPS NOUVEAUX



BESANÇON : 1, rue Gambetta

LA ROCHE-SUR-YON : 11, rue Stéphane-Guillemé

LE HAVRE : 222/228, rue Aristide-Briand

GRENOBLE ST-MARTIN D'HERES :

72, avenue Gabriel-Péri

GRENOBLE ECHIROLLES : Grand Place



BESANCON : 1, rue Gambetta

LA ROCHE-SUR-YON : 11, rue Stéphane-Guillemé

LE HAVRE : 222/228, rue Aristide-Briand

GRENOBLE ST-MARTIN D'HERES : 72, av. G.-Péri

GRENOBLE ECHIROLLES : Grand Place

GRENOBLE FONTAINE : Centre Commercial Record

ORGEVAL : Centre Commercial "Les seize arpent"

RECEVEZ CHEZ VOUS SANS ENGAGEMENT L'ENSEMBLE CINÉMA "CANON-MAGNON SUPER 8 COMPLET"

ESSAI SANS RISQUE PENDANT 30 JOURS

OFFRE EXCEPTIONNELLE

SATISFAIT OU REMBOURSÉ

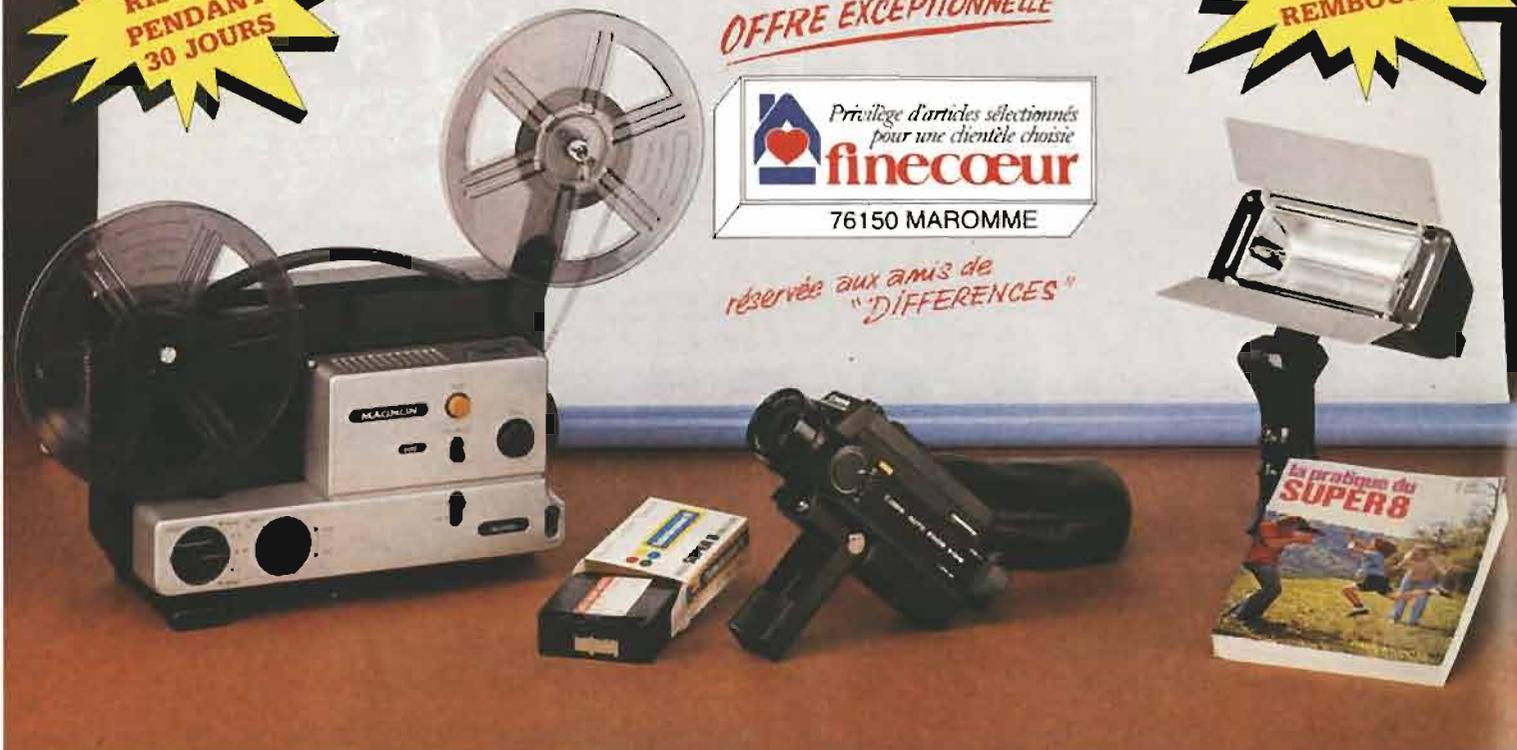


Privilège d'articles sélectionnés pour une clientèle choisie

finecœur

76150 MAROMME

réservee aux amis de "DIFFERENCES"



Caméra canon 318 M autozoom reflex macro zoom

Cette caméra légère porte le nom de l'illustre marque japonaise. Son optique, sa mécanique et son électronique ont donc une perfection et une robustesse bien connues. Vous pouvez filmer en "macro-cinéma". C'est-à-dire à bout portant sur une fleur ou un insecte par exemple. Cela n'existait jusqu'alors que sur des appareils de très grand prix !

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES

Caméra canon 318 M. Zoom rapport de 1 à 3. Viseur reflex
Filtre CCA commande manuelle pour mise au point «macro»
Prise de torche diaphragme automatique.

Projecteur magnon DX 80 bi-format 8 / super 8

C'est un appareil bien dessiné et ultra-compact. La **mécanique**, est d'une très grande qualité, donc robuste. De plus, elle ne fait pas de bruit. L'**optique**, c'est-à-dire le zoom a une perfection très poussée. Il vous permet d'agrandir ou de

«concentrer» l'image comme vous le voulez. Le **dispositif guide-film automatique** est simple et pratique. Il ne peut donc se dérégler. Un **coupe-film** est monté sur le boîtier de votre appareil. Grâce au bi-format, vous pouvez revoir vos vieux films 8 mm.

CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES

Projecteur magnon DX 80 format 8 et super 8 variateur de vitesse 18/24 images seconde
Zoom - arrêt sur image - marche avant arrière - coupe film

VOS CADEAUX GRATUITS



4 accessoires indispensables
• 1 pinceau souffleur - • Du papier optique - • 1 flacon de liquide nettoyant - • 1 chamoisine



Un dessin animé les aventures de titi et gros minet. Plus de 3 mn de projection vous allez retrouver chez vous, le plaisir des séances de cinéma dont raffolent les enfants.

UN ENSEMBLE COMPLET DE 12 PIÈCES

- | | |
|------------------------------|---|
| 1 caméra Canon 318 M | 1 torche 1000 W 220 V |
| 1 étui protecteur | 1 guide Pratique du Cinéma Super 8 |
| 3 piles 1,5 V | 2 bobines de 120 mètres |
| 1 projecteur GAF 1800 | 1 film Super 8 |
| 1 écran 1,00 x 1,00 m | |



Privilège d'articles sélectionnés pour une clientèle choisie

finecœur

CRÉDIT LÉGER ET FACILE
Finecœur sans aucune formalité

en 8 versements

de **360F** après un versement de 360 F de réservation à joindre à votre bon d'essai

TEG : 24,5 % - Frais de crédit : 245 F

OU AU COMPTANT 2.950F

(+ 45 F de frais d'envoi)

BON D'ESSAI SANS RISQUE

(satisfait ou remboursé)

A retourner à Différences 89, rue Oberkampf - 75011 PARIS

Je désire recevoir pour un essai sans risque de 30 jours, l'ensemble "Canon-Magnon" ainsi que des cadeaux. Je n'oublie pas de joindre mon règlement avec mon bon d'essai à l'ordre de Finecœur par :

Chèque Bancaire CCP Mandat-lettre à l'exclusion de tout autre mode de paiement.

Je choisis de payer :

au comptant 2950 F + 45 F de frais d'envoi soit 2995 F, ou
 à crédit 360 F de paiement de réservation. Après mon essai de 30 jours, je choisirai alors de payer : en bénéficiant du crédit facile 360 F pendant 8 mois soit un total à crédit de 3245 F.

Si je n'étais pas entièrement satisfait au bout de 30 jours, je vous renverrais l'ensemble dans son emballage et je serais intégralement remboursé de la somme versée.

A remplir en lettres majuscules, merci !

Nom _____

Prénom _____

Date de Naissance _____

N° _____ Rue _____ 300 500

Ville _____ Code postal _____

Si vous avez déjà commandé chez nous, rappelez votre n° de client, merci.

Signature _____
